

Comment faire participer la population locale à un projet artistique / touristique d'envergure qui la concerne ?

**Une analyse des processus participatifs
par l'Animation Socioculturelle**

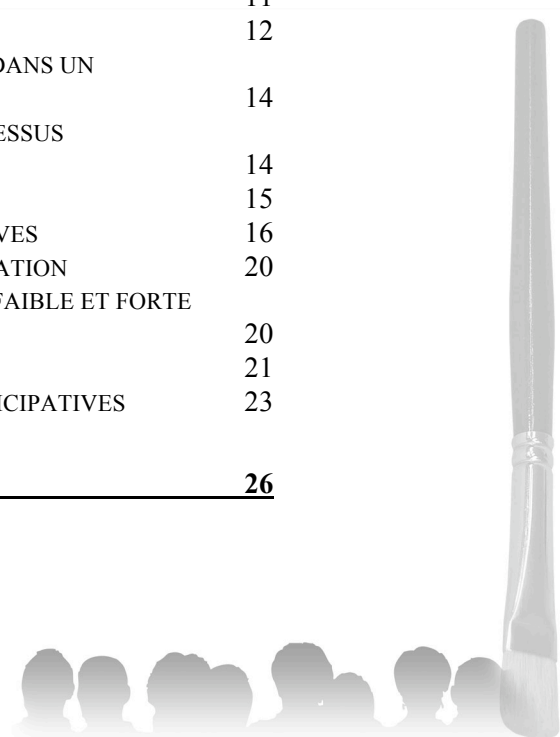


**Fabian Lenggenhager
Filière: Travail Social
Cours 05**

**HES-SO – Haute Ecole Spécialisée
De Suisse occidentale
Août 2008**

Tables des matières

<u>L'INTERET ET LA MOTIVATION PERSONNELLE</u>	<u>1</u>
<u>INTRODUCTION</u>	<u>1</u>
<u>LIEN AVEC L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE</u>	<u>2</u>
<u>QUESTION DE DIPLOME</u>	<u>2</u>
<u>BUTS DE LA RECHERCHE –CAS PARTICULIER</u>	<u>2</u>
ANIMATION SOCIOCULTURELLE (ASC)	3
COURTE DEFINITION DE L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE	
(POUR QUI, BUTS ET FONCTIONS)	3
LE MODELE D'ACTION DE GILLET	4
PROJET	5
DEFINITION	5
CARACTERISTIQUES D'UN PROJET	5
LA METHODOLOGIE DE L'ELABORATION DU PROJET	5
LE CHOIX D'UN PROJET	6
LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET	6
L'ANALYSE DU PROJET	7
UN PROJET PARTAGE	10
PARTICIPATION	11
DEFINITION DE LA PARTICIPATION	11
1. LES OBJECTIFS VISES	12
2. LES CONDITIONS POUR AVOIR DU SUCCES DANS UN PROCESSUS PARTICIPATIF	14
3. REALISATION PROFESSIONNELLE DU PROCESSUS PARTICIPATIF	14
4. CHOIX DES PARTICIPANTS AU PROCESSUS	15
5. LES DIFFERENTES METHODES PARTICIPATIVES	16
6. LES DIFFERENTS NIVEAUX DE LA PARTICIPATION	20
7. LE POUR ET LE CONTRE AU NIVEAU DE LA FAIBLE ET FORTE PARTICIPATION	20
8. LES COUTS DE LA PARTICIPATION	21
9. UTILITES ET LIMITES DES METHODES PARTICIPATIVES	23
<u>HYPOTHESES</u>	<u>26</u>



RECUEIL DES DONNEES

ETHIQUE	27
LE CHAMP DE LA RECHERCHE	27
COMPARAISON DE DEUX PROJETS TOURISTIQUES	
D'ENVERGURE DANS LE CANTON DU VALAIS	28
PARC NATUREL DES MUVERANS	28
UNESCO WELTNATURERBE - ALETSCHE	29
DAMTRIX	30
COMPARAISON DES PROJETS PARC NATUREL DES MUVERANS	
ET ALETSCHE	30
SYNTHESE POUR LE PROJET DAMTRIX	47
CONCLUSION	51

SOURCES

ANIMATION

MONOGRAPHIES

ARTICLES

SITES INTERNET

PROJET

MONOGRAPHIES

PARTICIPATION

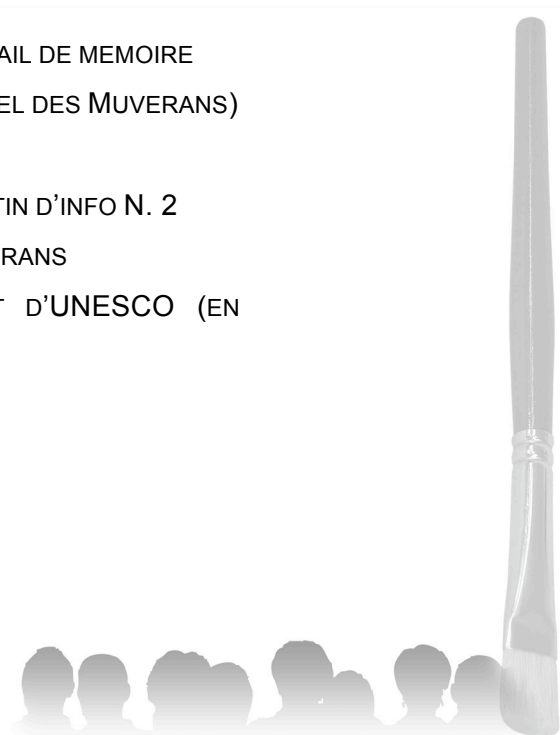
ARTICLES

MONOGRAPHIES

EXPERTS

ANNEXES

1. MINDMAP DE LA PLANIFICATION DU TRAVAIL DE MEMOIRE
2. INTERVIEWS (UNESCO ET PARC NATUREL DES MUVERANS)
3. QUELQUES ARTICLES DE PRESSE
4. PARC NATUREL DES MUVERANS - BULLETIN D'INFO N. 2
5. SYNTHESE DU PARC NATUREL DES MUVERANS
6. UN EXTRAIT DU PLAN MANAGEMENT D'UNESCO (EN ALLEMAND)



L'INTERET ET LA MOTIVATION PERSONNELLE

Ce travail de diplôme participera à un projet artistique qui porte le nom de « Damtrix ». L'association Damtrix exécute actuellement une étude de faisabilité pour la réalisation de la plus grande galerie de peinture exécutée sur des barrages du canton du Valais.

Pour moi, il y a deux points qui sont nécessaires pour avoir une bonne motivation durant tout le travail de diplôme. Le premier point est d'établir un travail de diplôme qui a pour but de servir à une réalité et non pas d'archiver un CD. Le deuxième point, c'est ce sujet, cette recherche d'informations et ce travail de diplôme qui s'intègre précisément dans ma propre démarche de développement professionnel. Ce travail de diplôme sera rédigé en français, ma deuxième langue, étant de langue maternelle allemande.

Participant à l'équipe de recherche de faisabilité de ce projet d'envergure, je suis intéressé par la possibilité de réaliser la plus grande galerie de peinture du monde. Ce travail présente donc une base importante pour la suite du projet.

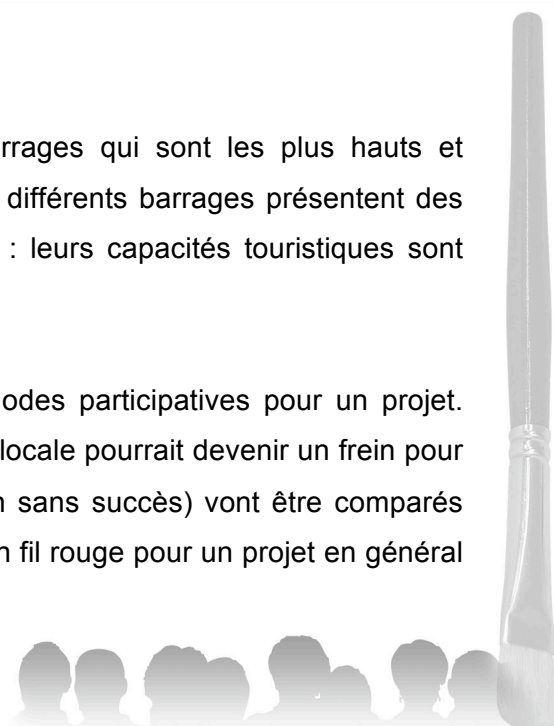
J'ai choisi le sujet "comment faire participer la population locale à un projet artistique / touristique d'envergure qui la concerne" parce que l'introduction de la participation est une des nouvelles bases dans le travail d'un animateur socioculturel. J'ai un grand intérêt personnel d'agrandir mes compétences. Le travail de diplôme me permet donc d'effectuer un travail pour lequel j'ai une grande motivation. De plus, il sera utile et nécessaire parce qu'en analysant les différents processus participatifs possibles et en comparant deux autres projets, l'association Damtrix peut se rapprocher d'une réelle réalisation finale.

INTRODUCTION

Sur le territoire du Valais se situent de nombreux barrages qui sont les plus hauts et probablement les plus attractifs de la planète. Tous ces différents barrages présentent des potentialités très diverses, mais un point les rassemble : leurs capacités touristiques sont peu exploitées.

Le but de ce travail est d'identifier les différentes méthodes participatives pour un projet. Suite à une rencontre avec Daniel Rausis¹, la population locale pourrait devenir un frein pour ce type de projet. De plus deux projets (un réussi et un sans succès) vont être comparés suite à des critères mis en place, et le résultat donnera un fil rouge pour un projet en général

¹ **Rausis Daniel**, humoriste et journaliste



(sorte de méthodologie). La connaissance de ces points pourrait définir la stratégie que l'association Damtrix décidera de mettre en place. Il est donc important d'analyser les différentes possibilités de processus.

LIEN AVEC L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE (ASC)

La participation de la population à un projet qui la concerne est le B.A.BA de l'ASC.

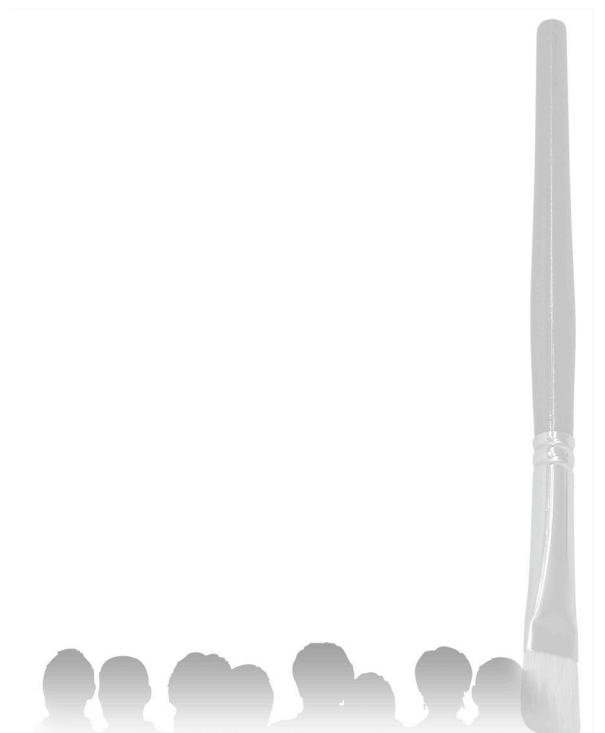
QUESTION DE DIPLOME

Comment faire participer la population locale à un projet artistique / touristique d'envergure qui la concerne ?

Une analyse des processus participatifs par l'animation socioculturelle

BUTS DE LA RECHERCHE –CAS PARTICULIER

- Identifier les différents processus participatifs
- Analyser de deux différents projets dont un projet a échoué
- Mettre en place un fil rouge (une méthodologie) pour un projet



BASES THEORIQUES

La théorie du travail est basée sur trois axes, donc l'animation socioculturelle, la participation et la théorie d'un projet en général. Ces trois thématiques ont été choisies car elles sont en lien direct avec la question de diplôme.

Animation socioculturelle (ASC)

Courte définition de l'animation socioculturelle (pour qui, buts et fonctions)

L'animation socioculturelle a pour but d'encourager, conseiller et accompagner des communautés, des groupes ou des personnes spécifiques. L'ASC veut promouvoir la communication, la créativité et l'autonomie des gens visés pour qu'ils puissent:

- Communiquer avec d'autres personnes et participer plus activement à la vie sociale.
- Réaliser des projets en communauté.
- Se rendre compte de leur situation, de leurs intérêts et d'élargir leurs compétences.
- S'adapter à des changements dans le milieu social, urbain et technique.
- Augmenter le droit d'intervention dans le milieu public.

Le but de l'animation socioculturelle est donc de:

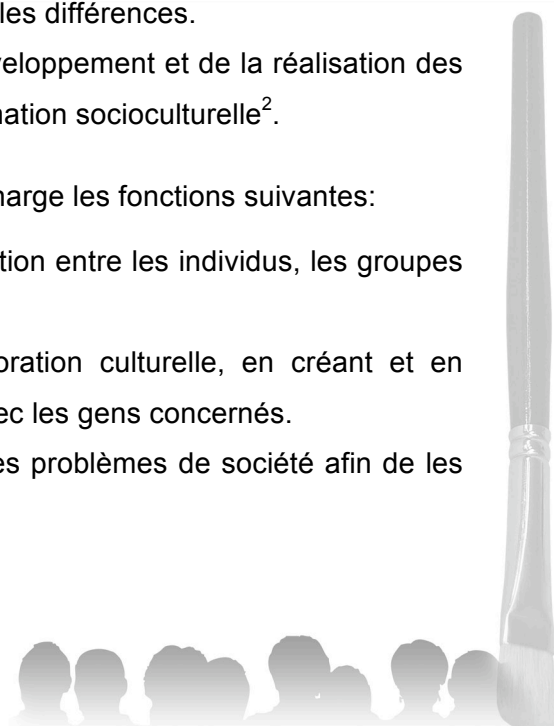
- Promouvoir la communication ainsi que la participation des groupes, des communautés et des personnes particulières, en les mettant en connexion. Avec cette action, elle fait un acte de contribution à l'intégration, à la participation, à l'autonomie et à l'auto-organisation.
- Soutenir l'articulation des besoins et des intérêts des gens concernés.
- Résoudre des conflits interculturels en respectant les différences.
- Offrir un soutien et des conseils au niveau du développement et de la réalisation des initiatives et des projets dans le domaine de l'animation socioculturelle².

En visant ces buts, l'animation socioculturelle prend en charge les fonctions suivantes:

- Fonction d'intégration, en stimulant la communication entre les individus, les groupes et les cultures.
- Fonction de participation, en activant la collaboration culturelle, en créant et en exécutant de nouvelles formes de participation avec les gens concernés.
- Fonction de prévention, en percevant assez tôt les problèmes de société afin de les prévenir³.

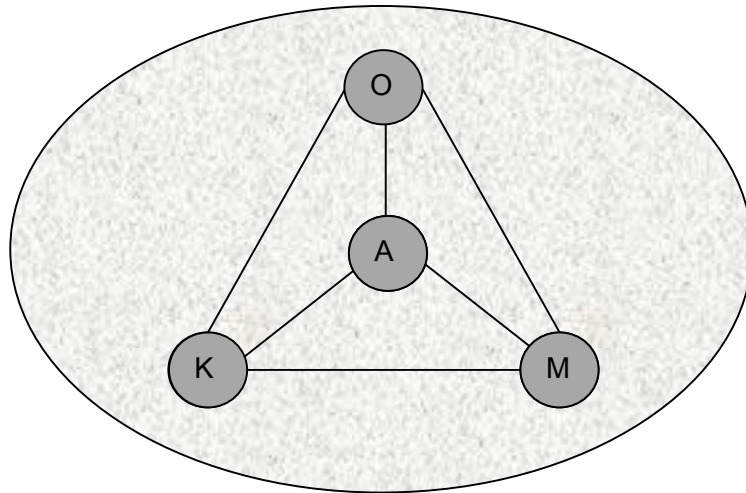
² Moser et al. 1999, S. 14-23

³ ibidem



Le modèle d'action de Gillet

Dans le modèle suivant, Moser identifie que l'animateur a quatre positions d'interventions différentes. Ce modèle veut montrer qu'il y a donc quatre façons de s'apercevoir d'une seule position (A). La position de l'Animateur (A) n'est pas vue comme une position autonome, mais en lien avec chaque autre position.



Voici les détails de chaque position d'intervention :

Animateur

Le but de cette position est de rendre actifs et autonomes des individus, des groupes ou des communautés face à différentes interventions de l'animateur.

Concepteur

Comme concepteur, il est important de prendre en considération la situation de vie actuelle, les besoins et les intérêts des personnes pour lesquelles le concepteur planifie des activités. Basé sur ces informations, le concepteur mettra en place un concept qui montrera quels buts seront réalisables au niveau de quelles ressources, quels bénéfices et pour qui.

Organisateur

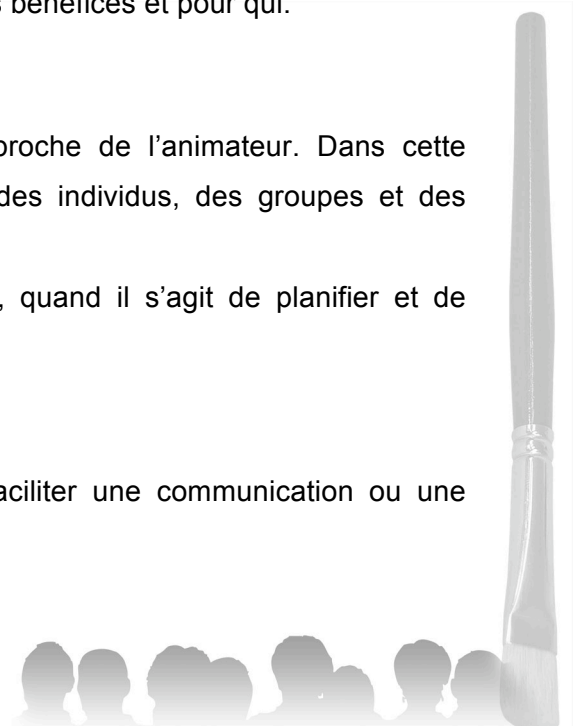
La position de l'organisateur est la position la plus proche de l'animateur. Dans cette position, il s'agit d'une intervention qui supporte que des individus, des groupes et des communautés puissent réaliser différentes activités.

L'animateur est donc actif au niveau de l'organisation, quand il s'agit de planifier et de réaliser des projets et d'en faire un rapport.

Médiateur

Une tierce personne (médiatrice) qui intervient pour faciliter une communication ou une relation. ⁴

⁴ Moser et al. 1999, S. 122



Projet

Définition

Le projet est un investissement matériel, organisationnel, humain, que l'on engage dans le but d'en retirer un avantage quantifiable. Le projet est quelque chose que l'on veut faire, mais qui n'existe pas encore et n'a pas de modèle strictement semblable.⁵

Caractéristiques d'un projet

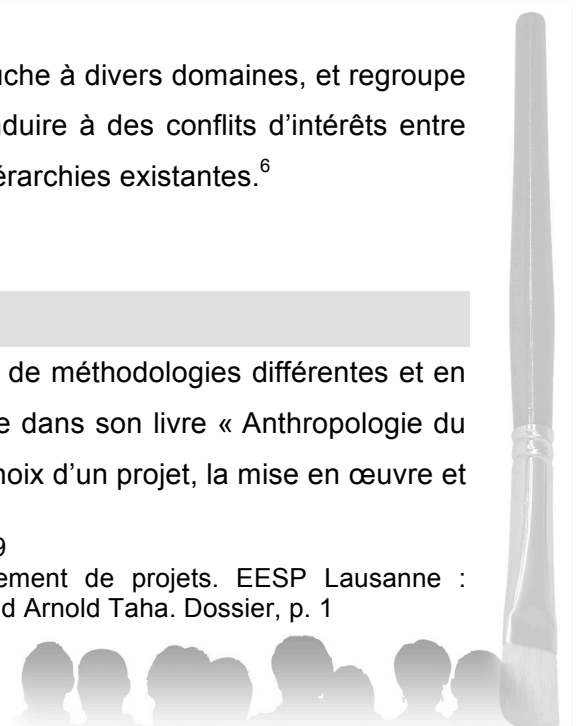
- Un projet est complexe : dépasse les formes ordinaires de l'institution ou de l'organisme existant.
- Un projet est unique : il ne répète pas des expériences déjà faites.
- Il vise des buts précis.
- Il apporte des résultats précis.
- Un projet est limité dans le temps par un point de départ et une fin précise.
- Chaque projet passe par différentes phases : le projet évolue.
- Les ressources financières, humaines, etc. sont limitées.
- Un projet est forcément lié à des incertitudes concernant le temps, le succès et les coûts.
- Ces incertitudes diminuent avec l'avancement du projet.
- Habituellement, les coûts augmentent exponentiellement avec l'avancement du projet.
- Un projet est fondamentalement dangereux pour son entourage parce que ses conséquences ne sont souvent pas prévisibles.
- Un projet est interdisciplinaire et transversal. Il touche à divers domaines, et regroupe diverses institutions/organisations. Cela peut conduire à des conflits d'intérêts entre la coordination du projet et les organisations et hiérarchies existantes.⁶

La méthodologie de l'élaboration du projet

Pour faire une élaboration d'un projet il existe beaucoup de méthodologies différentes et en même temps très similaires. Jean-Pierre Boutinet montre dans son livre « Anthropologie du projet » trois étapes qui lui paraissent essentielles : Le choix d'un projet, la mise en œuvre et

⁵ Bonnet. Réussir des projets : Construire un avant-projet. p. 19

⁶ HES-SO Module OASIS : Action culturelle et développement de projets. EESP Lausanne : septembre 2007 à décembre 2007 : Saskia Pflughard et Gertrud Arnold Taha. Dossier, p. 1



enfin l'analyse de ce dernier.

Analyse et diagnostic de situation

Cette première analyse implique une grande interrogation sur soi-même et également sur son environnement. Elle vise aussi à ressortir les points forts de la situation, les aspects positifs du projet comme les disfonctionnements.⁷

Le choix d'un projet

Le choix d'un projet dépendra d'un compromis entre le possible et le souhaitable et donnera suite à une esquisse de projet.

La stratégie entrevue

La stratégie a comme but de transformer la situation initiale dans le sens des objectifs voulus. La stratégie permet de prendre en considération les différents obstacles possibles et également le coût pour contourner ces obstacles.

Ce choix stratégique est effectué en fonction d'une double référence. C'est-à-dire le projet entrevu et de la situation analysée.⁸

La mise en œuvre d'un projet

Il y a trois phases essentielles pour la mise en œuvre d'un projet. Ce sont la planification, la gestion des écarts et l'évaluation. Pour ces trois phases, la gestion du temps devient un facteur important pour mener à bien un projet. M. Boutinet dit clairement dans son livre qu'après la mise en œuvre du projet il y a encore l'analyse du projet qui doit suivre.

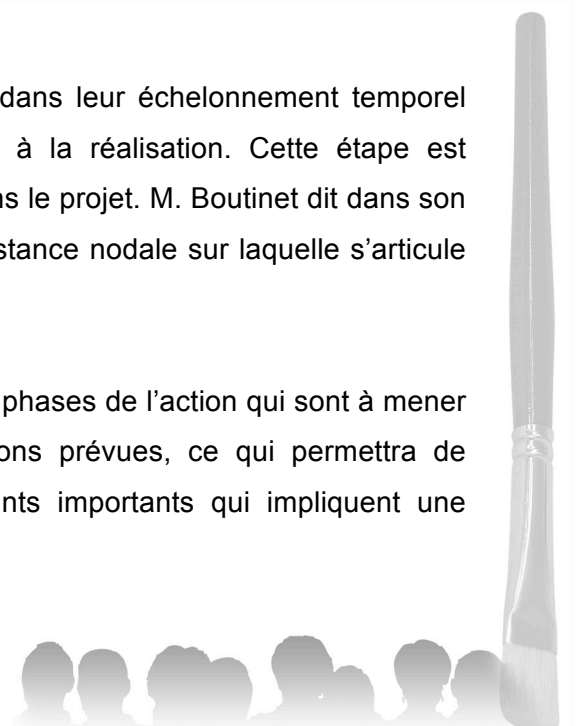
La planification

La planification des différentes activités ordonnancées dans leur échelonnement temporel est une des phases indispensables de la conception à la réalisation. Cette étape est nécessaire pour réaliser et définir la suite des étapes dans le projet. M. Boutinet dit dans son livre que : « la planification pourrait alors être comme instance nodale sur laquelle s'articule l'amont conceptuel du projet et son aval opératoire. »

La planification conclut la programmation des différentes phases de l'action qui sont à mener tout au long du projet. Il faut donc anticiper les actions prévues, ce qui permettra de déterminer les détails de chaque tâche. Voici les points importants qui impliquent une

⁷ Boutinet. Anthropologie du projet. p. 228-233

⁸ ibidem



technique d'organisation pour mettre à bien plusieurs tâches :

- Établir une liste des tâches et les déterminer du début à la fin du projet.
- Détermination des tâches antérieures.
- Préciser les tâches immédiatement antérieures.
- Construction et regroupement de graphes partiels⁹.

La gestion des écarts

La gestion des écarts est impliquée continuellement par la mise en pratique. Entre ce qui avait été pensé et ce qui est réalisé il y aura des écarts, des imprévus ou des obstacles à gérer. Le problème n'est souvent pas de gérer ces écarts, mais plutôt de savoir quand un écart est devenu trop grand et qu'il faudrait mieux réorienter la pratique pour se rapprocher des objectifs fixés. Ceci peut être fait en changeant le projet dans un sens plus réaliste afin de pouvoir atteindre les buts visés.¹⁰

L'évaluation

Il est important de dire que l'évaluation ne présente pas la phase terminale d'un projet. L'évaluation accompagne le projet et donc la pratique pendant toute sa durée ; ce qui veut dire qu'il y a des évaluations ponctuelles mises en place pendant le projet ainsi que des évaluations intermédiaires. Ceci permet à la pratique de prendre du recul et conscience des actions qu'elle est en train de mettre en place. L'évaluation devient avec cette utilisation un guide pour le projet tout au long de sa réalisation. Voici quatre indicateurs sur lesquels la réalisation se basera :

- Sur l'efficacité d'un projet se basant sur le rapport qui définit les objectifs d'action fixés et les résultats obtenus.
- Sur l'efficacité de la mise en relation par les ressources utilisées et leurs modalités d'utilisation et également les résultats acquis.
- Sur la cohérence indiquant le rapport entre les objectifs fixés au début du projet et les actions qui en découlent.
- Sur la pertinence matérialisée par rapport à la cohérence et l'environnement du projet¹¹

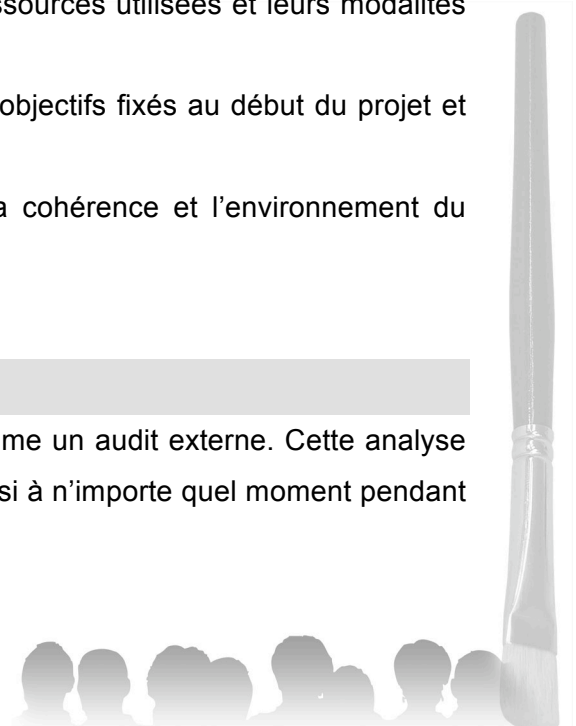
L'analyse du projet

L'analyse de projet peut être considérée également comme un audit externe. Cette analyse peut se faire non seulement à la fin d'un projet, mais aussi à n'importe quel moment pendant

⁹ Boutinet. Anthropologie du projet. p. 234-236

¹⁰ ibidem

¹¹ ibidem



le processus de la réalisation du projet. Cette analyse qui vise à apprécier la philosophie générale d'un projet à travers plusieurs étapes est beaucoup plus volumineuse qu'une simple évaluation. Ci-dessous, vous trouverez les sept paramètres sur lesquels l'analyse porte :

1. La situation problème

En se référant à la situation initiale qui a fait démarrer le projet on peut interpréter les contraintes et les opportunités que les acteurs ont perçus, quelles contraintes ou opportunités ont été valorisées ou ignorées.

2. Les acteurs du projet et leur positionnement

Il y a quatre différentes catégories pour pouvoir identifier des acteurs :

- Les agents de l'équipe de pilotage, ce sont les acteurs centraux du projet. Il faut définir si ces agents constituent sa 1^{ère} génération ou s'ils sont héritiers et sont la 2^e voir 3^e génération avec les problèmes posés par les statuts qui ont été mis en place.
- Les acteurs périphériques assistants, ce sont des acteurs qui ont un engagement partiel au niveau du projet et qui sont des acteurs de ressources pour l'équipe de pilotage du projet. Au niveau des ressources qu'ils amènent ils ont une place plus ou moins centrale dans le projet.
- Les acteurs indifférents qui se positionnent à l'extérieur du projet.
- Les acteurs confrontants, périphériques ou extérieurs avec une attitude critique au niveau du projet.

3. L'explicitation des buts et visées

Il est important de séparer ce qui est ressorti à l'ordre des finalités de ce qui avait été visé au départ. Nous cherchons donc à observer si les deux paramètres de visées et buts sont présents ensemble ou s'ils se retrouvent partiellement ou s'écartent du discours analysé.

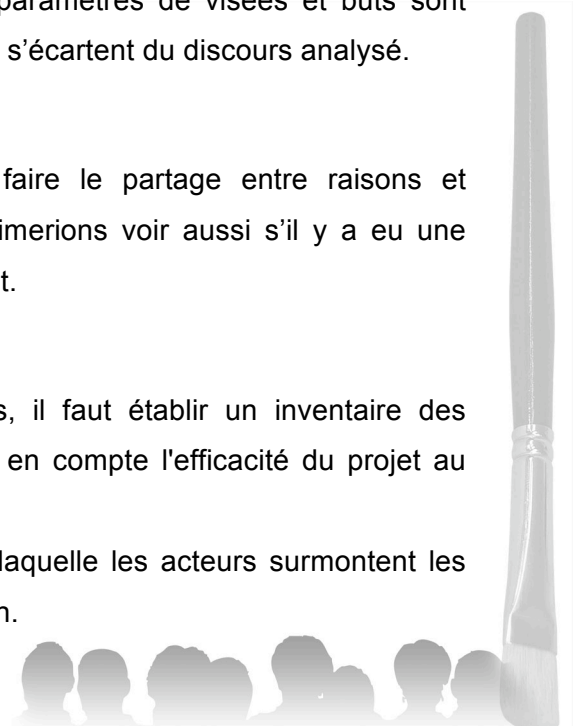
4. Les motifs invoqués

Les motifs invoqués ressortis devront permettre de faire le partage entre raisons et motivations et donner lieu à une interrogation. Nous aimerions voir aussi s'il y a eu une évolution des motifs au cours du développement du projet.

5. Les stratégies et les moyens utilisés

Par rapport aux méthodologies et techniques utilisées, il faut établir un inventaire des stratégies et moyens lancés. Il faut également prendre en compte l'efficacité du projet au travers des ressources utilisées et des résultats obtenus.

Un autre point qui est pris en charge est la façon par laquelle les acteurs surmontent les différents obstacles pendant le processus de la réalisation.



6. Les résultats obtenus

Au cours du processus, il faut cataloguer les changements intervenus.

À la fin du processus, nous pouvons apprécier les résultats au niveau de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence et de la pertinence.

7. Les effets non voulus du projet

Ces effets non voulus peuvent être mis dans deux catégories :

- Les effets négatifs qui vont à l'encontre des objectifs du projet.
- Les effets positifs qui vont dans la direction des objectifs fixés au début.¹²

Ci-dessous, vous trouverez un exemple d'une méthodologie concrète qui implique cinq différentes phases. Il faut d'abord dire que chaque projet est unique et que les phases parcourues pendant un projet peuvent différer toujours selon les cas. Certaines phases peuvent se multiplier en sous phases ou même ne pas exister du tout, ceci dépend de l'envergure du projet mis en place. Il est certain que les différentes phases se chevauchent.

1. Idée/Mandat

- Description des idées ou du mandat reçu.
- Description du contexte (la raison pour laquelle le projet est fait).
- Ici aussi une première analyse des parties prenantes
- Recherche des personnes qui dirigeront le projet.

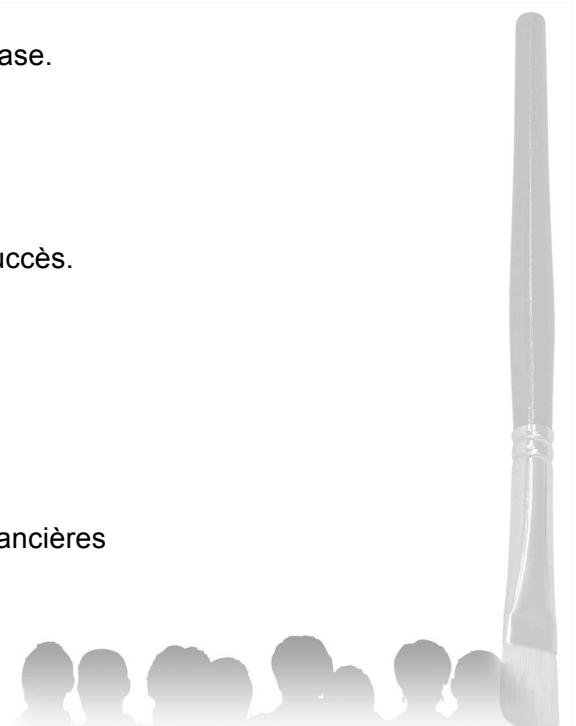
2. Concept

- Décision des éléments fondamentaux.
- Description du contexte et des éventuels problèmes qu'il y aura à résoudre.
- Délimitation du projet.
- Faire une liste des attentes et des conditions de base.
- Formuler les buts du projet.
- Créer la structure organisationnelle du projet.
- Faire une évaluation des coûts.
- Évaluer les risques possibles et les chances de succès.

3. Planification

- Faire une planification des détails
- Établir des plans :
 - Les diverses tâches à faire
 - Les ressources humaines, matérielle et financières

¹² ibidem



- Les problèmes à résoudre
- Le temps qui est à disposition pour le projet
- Une liste des échéances à observer

4. Réalisation

- Réaliser selon les plans les diverses tâches
- Avoir une bonne coordination avec les partenaires et aussi les travaux
- Déléguer et/ou mandater si c'est nécessaire
- Avoir un bon contrôle sur l'ensemble et une bonne communication
- Diriger, guider et influencer

5. Intégration et clôture

- Faire une évaluation des différents apprentissages et les expliquer
- Promouvoir d'éventuelles découvertes ou innovations
- Archiver les documents
- Élaborer une documentation ou un rapport final.
- Clore le projet formellement.
- Dissoudre la structure organisationnelle du projet.¹³

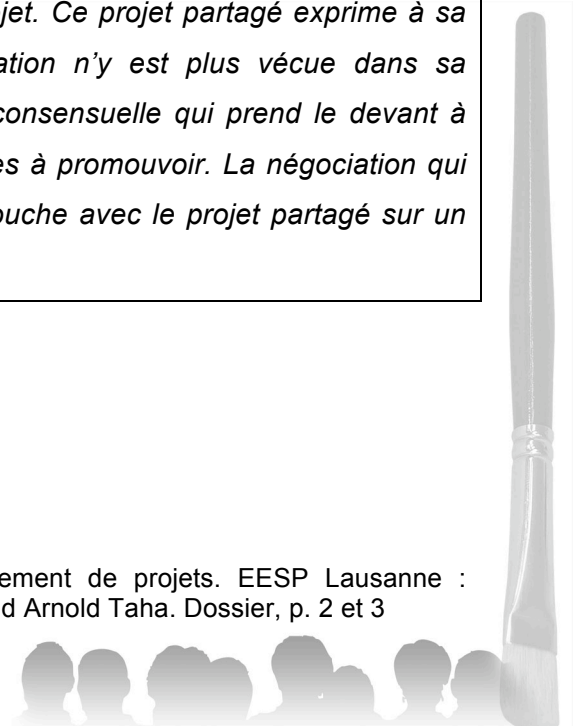
Un projet partagé

Avant de passer au prochain chapitre qui traite la thématique de la participation au niveau d'un projet, voici un extrait du chapitre « le projet partagé » du livre de M. Boutinet :

« Le projet partagé est donc tout à la fois vécu au sein de l'entreprise comme réalité à faire advenir, idéal inaccessible, illusion mystificatrice. C'est ce qui a fait de lui un projet mou en opposition à la dureté que représente la gestion par projet. Ce projet partagé exprime à sa façon une donnée de l'ère postindustrielle ; l'organisation n'y est plus vécue dans sa dominante conflictuelle ; c'est au contraire l'inclination consensuelle qui prend le devant à travers la recherche d'adhésion à des valeurs communes à promouvoir. La négociation qui jusqu'ici se présentait sous une forme conflictuelle débouche avec le projet partagé sur un mode qui se voudrait soucieux de consensus. »¹⁴

¹³ HES-SO Module OASIS : Action culturelle et développement de projets. EESP Lausanne : septembre 2007 à décembre 2007 : Saskia Pflughard et Gertrud Arnold Taha. Dossier, p. 2 et 3

¹⁴ Boutinet. Anthropologie du projet. p. 21



Participation

Pour pouvoir retirer des résultats valables d'un processus participatif il est absolument nécessaire de bien structurer au niveau de l'agenda21¹⁵. Il faut être très attentif à ce point-là, c'est possible qu'il puisse y avoir des frustrations parmi les personnes qui ont été impliquées dans le processus participatif qui avait été mis en place.

Il est important de dire qu'avant le démarrage d'un tel processus participatif il faut être sûr de différents points. Voici les points qu'il faut éclaircir:

- Les objectifs visés.
- Vérifier si les conditions pour avoir du succès dans ce processus participatif sont présentes.
- Garantir une réalisation professionnelle d'un processus participatif.
- Le choix des participants au processus.
- Les méthodes participatives qui vont être utilisées.

Les explications de chaque point suivront juste après une brève définition de la participation.¹⁶

Définition de la participation

« Action conjointe de la population (action directe ou par le biais de personnes représentant ses intérêts), d'entreprises ou d'organismes concernés par un instrument particulier [un projet, un plan directeur, une CEP, etc.] lors de l'élaboration, de la prise de décisions et/ou de la mise en œuvre de cet instrument »¹⁷

¹⁵ L'agenda local 21 : c'est un programme d'action en vue de la mise en œuvre du développement durable des villes - villages au niveau local.

¹⁶ Ce chapitre est basé fortement sur le livre de « Simmen & Walter - Façonner ensemble le paysage – Potentiels et limites des processus participatifs ». Cet ouvrage est très actuel et aussi très concret au par rapport au sujet de la participation. La source principale du livre suite à ce sujet est : Planet21-Handbuch-Wissen über nachhaltige Gemeindeentwicklung (Guide Planète 21 – Données sur le développement durable des communes, <http://www.planet21.ch> le 28.01.2008). Ce site est uniquement en allemand et il y aura dans ce chapitre les points et aspects les plus importants en lien avec ce travail.

¹⁷ Simmen, Walter. (2007), Façonner ensemble le paysage - Potentiels et limites des processus participatifs, p. 28



1. Les objectifs visés

Sur le site [planete21](http://www.planet21.ch)¹⁸, il est clairement dit que la participation en elle-même ne devrait jamais être un but en soi, mais uniquement un processus qui contient des objectifs très précis. Il est bien sûr important que ces objectifs soient mis sur pied avant de se lancer dans le processus participatif. Ceci peut se faire seulement après avoir élaboré les objectifs, les méthodes participatives et le choix des personnes impliquées dans le processus. Il est tout à fait possible qu'un processus participatif ne soit pas favorable à son bon déroulement.

Voici les objectifs visés par un **processus** participatif :

Créer une base de communication

Il faut mettre en place cette base pour que les personnes se sentent concernées et aient envie de dialoguer.

Se mettre d'accord d'agir ensemble

Par exemple dans votre commune (région) il y a un problème, une situation désagréable, et cette situation a été découverte. Il y a peut-être déjà eu des essais pour arranger ces problèmes qui, au niveau de l'acceptation et/ou d'un manque de participation n'ont malheureusement pas porté leurs fruits. C'est pour cela que vous voudriez engager une action commune avec les personnes qui sont touchées par la problématique.

Mettre en place des règles pour des procédures communes

Vous avez décidé dans votre commune d'être actifs ensemble. Pour que cela ne crée aucun conflit, vous voulez mettre en place des règles de procédure pour garantir une structure du processus (Par exemple : comment les autres acteurs seront impliqués dans la situation, comment les décisions seront prises, etc.).

Créer une vision ou un concept commun

Il n'y a pas forcément un problème dans votre commune. Mais il vous manque une vision d'ensemble des objectifs pour le développement futur. Vous voulez donc mettre en place un processus participatif et élaborer cette vision dans ce cadre-là.

Définir les mesures pour mettre en place les visions et les objectifs

Vous avez des objectifs et une vision clairs de votre commune, mais vous êtes à la recherche du chemin idéal pour atteindre ces objectifs et cette vision.

¹⁸ Planet21-Handbuch-Wissen über nachhaltige Gemeindeentwicklung (Guide Planète 21 – Données sur le développement durable des communes, <http://www.planet21.ch> le 28.01.2008).



Planification concrète des projets

Dans votre commune, il y a un projet concret qui doit être planifié. Pour cela les personnes concernées doivent être impliquées dans le processus afin de trouver une solution acceptable pour tout le monde.

Parler ouvertement des conflits et rechercher des solutions

Il y a une thématique spécifique qui existe dans votre commune, il y a un mécontentement, mais il n'y a pas de conflit. Vous voulez maintenant prendre cette thématique et chercher des solutions avant qu'un conflit ne se crée.

Analyser les problèmes et les résoudre

Vous avez dans votre commune un problème important qui ne peut pas être analysé ni être résolu par une seule personne professionnelle, vous avez donc besoin de plusieurs experts et leurs expériences dans ce domaine.

Renouveler la structure et le déroulement des opérations et modifier la culture du travail

Tout le conseil communal et les autres groupes de votre commune ont besoin d'une nouvelle structure. Les opérations actuelles ne sont pas idéales et doivent être améliorées. Pour cela, vous voulez utiliser le savoir des personnes concernées afin que la mise en place se fasse sans problème.¹⁹

Il y a trois différents moyens pour pouvoir créer une vision ou une stratégie commune :

Tableau « Participation 1 » – Prise de décision²⁰

A. Les indicateurs

La vision et la stratégie sont à présenter et la mise en place et la concrétisation sont à élaborer en commun.

B. Consulter

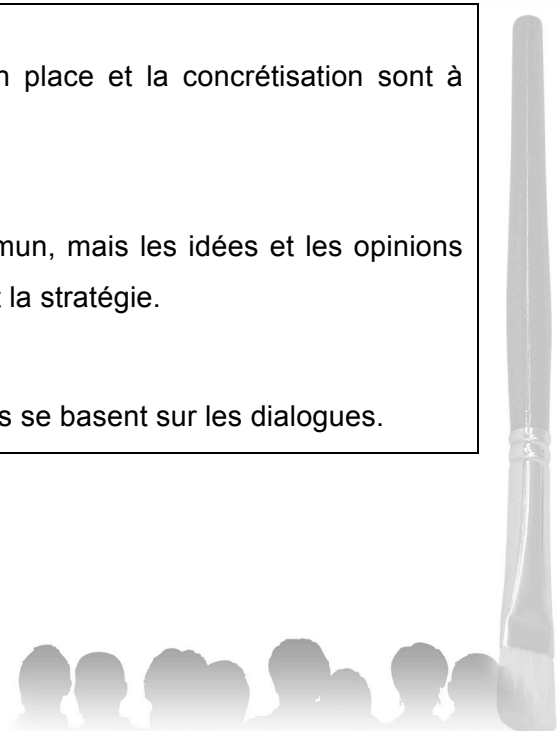
La vision et la stratégie ne sont pas à élaborer en commun, mais les idées et les opinions sont à prendre avant de développer la vision commune et la stratégie.

C. Élaborer ensemble

La vision et la stratégie sont à élaborer dans un processus se basent sur les dialogues.

¹⁹ ibidem

²⁰ ibidem



2. Les conditions pour avoir du succès dans un processus participatif

Intérêts communs et collaboration

Sans ce point-là, le processus participatif n'a aucune chance d'avoir du succès. Il est possible de réveiller un intérêt commun. Un conflit peut être aussi la raison d'une éventuelle baisse de collaboration. Plus le conflit est fort, moins la disposition à collaborer est présente.

Il faut des organismes crédibles et acceptables

Pour la mise en place d'un processus de participation, il faut des organismes crédibles. Leur composition est très importante au niveau de l'acceptation de la population locale.

Une légitimation par les instances politiques compétentes

Des processus participatifs sont très souvent rejetés par les élus politiques, parce qu'ils considèrent ce processus comme « un parlement de l'ombre ». Pour répondre à cela il faut clairement distinguer le processus participatif des structures politiques. Bien sûr il faut intégrer ces processus décisionnels comme le stipule la loi. Cette légitimation est indispensable.

Suffisamment de ressources

Des processus participatifs ont besoin de temps, de « savoir faire » et d'argent. L'initialisation d'un tel processus prend en général une année. Cette année contient les différentes étapes :

- Mettre sur pied l'organisme crédible.
- Gagner de l'acceptation chez les personnes concernées.
- Gagner la légitimation politique et obtenir le financement.

Assurer les résultats

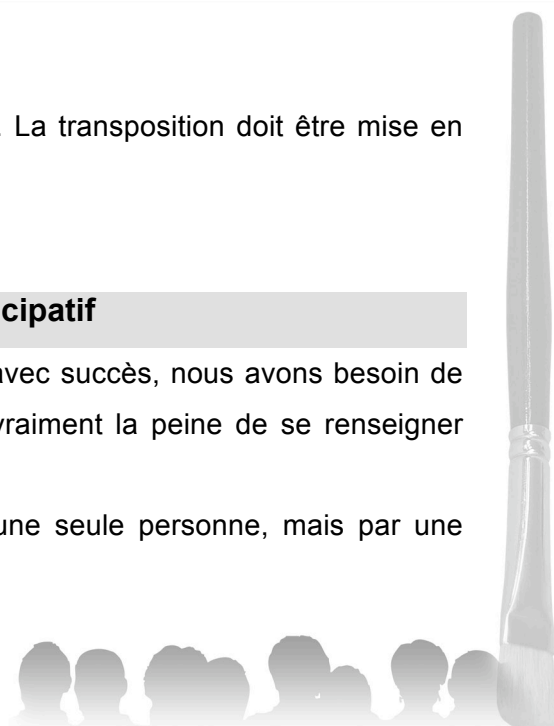
Il faut être clair dès le début avec les résultats obtenus. La transposition doit être mise en place le plus vite possible.²¹

3. Réalisation professionnelle du processus participatif

Pour créer et accompagner des processus participatifs avec succès, nous avons besoin de beaucoup d'expériences. Dans ce domaine, cela vaut vraiment la peine de se renseigner auprès d'aides professionnelles et extérieures.

Ce processus ne devrait pas être pris en charge par une seule personne, mais par une

²¹ ibidem



équipe. Cette équipe se composerait idéalement avec des représentants de chaque groupe ayant de l'intérêt et du professionnalisme. Le concept élaboré par l'équipe doit donner des réponses à ces différents points :

- Quelle est la motivation de l'organisme (des initiateurs) ?
- Quel objectif est recherché avec ce processus ? Quelle est l'importance du processus participatif ?
- Quel est le déroulement du processus ?
- Quelle fonction ont les différentes personnes impliquées dans le processus ?
- Quelles thématiques vont être discutées ?
- Comment vont être choisies les différentes personnes concernées ?
- Quelles sont les méthodes qui vont être utilisées ?
- Quels moyens vont être utilisés pour garantir un processus adéquat ?
- Comment d'éventuels conflits peuvent-ils être éliminés ?
- Que se passe-t-il avec les résultats obtenus ?
- Qui est le responsable des résultats obtenus ?
- Qui s'occupe des décisions politiques, est-ce nécessaire ?
- Comment le processus sera-t-il évalué ?²²

Après le processus participatif :

- Communiquer les résultats au public.
- Mettre en place la transposition et/ou aider le responsable qui la met en place.
- Évaluer le processus et les résultats²³.

4. Choix des participants au processus

Le choix des participants dépend fortement de l'objectif du processus à atteindre. En principe, chaque individu ayant des informations, des idées ou une propre perspective doit être intégré. De plus, les personnes qui ont à donner un support indispensable pour le processus et qui sont concernées par un conflit ou un problème doivent être impliquées également.

Les critères et le déroulement des choix des participants doivent être visibles et compréhensibles. Il faut réfléchir aux moyens d'impliquer des personnes qui ne vont pas être actives au niveau du processus (par des entretiens, des enquêtes, etc.).²⁴

²² ibidem

²³ ibidem

²⁴ ibidem

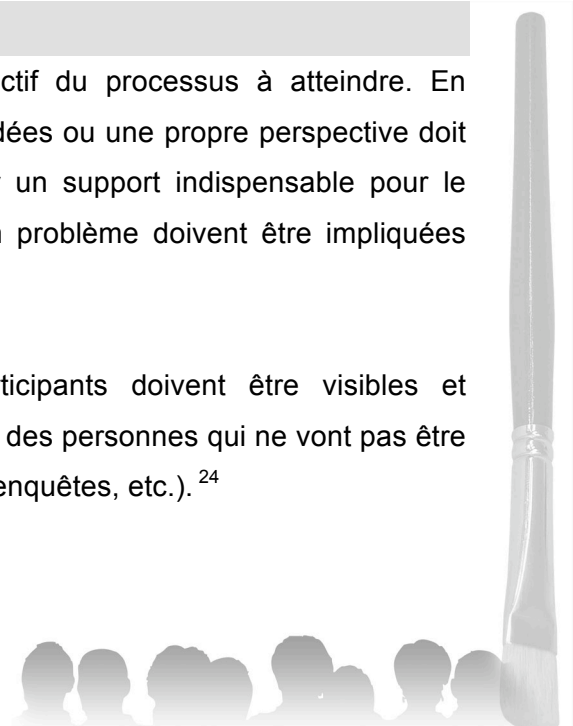
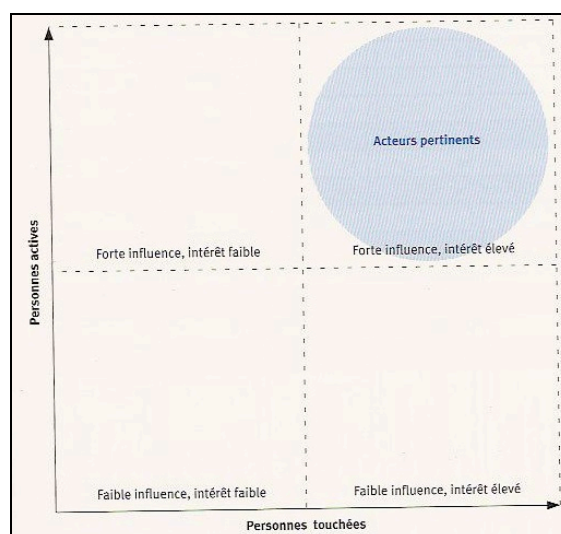


Schéma basé pour l'identification des acteurs pertinents²⁵ :



5. Les différentes méthodes participatives

Les méthodes participatives dépendent des objectifs et de leur utilisation. Dans chaque méthode participative il y a un processus, une planification et une action de mettre en œuvre qui est à respecter. Ces aspects seront également expliqués dans ce chapitre.

Un processus participatif doit être bien préparé et bien planifié. Une étape importante dans cette planification est le choix de la bonne méthode participative. Comme déjà dit, c'est l'objectif qui est le plus important pour le choix de la méthode. Il faut également respecter :

- La manière de trouver les solutions
- Le nombre de participants
- La dimension estimée

A partir la page suivante, il y aura donc les différentes méthodes participatives. Mais tout d'abord, voici une brève explication de l'utilisation de cette liste.

Les numéros sur la liste correspondent aux objectifs visés par le processus participatif. Ces objectifs sont au chapitre Participation - point 1. Les objectifs visés. Les lettres majuscules signifient la prise de décision (A voir tableau « participation 1 ») et les lettres a, b et c la dimension du processus. En triant cette liste par ces différents points, il est donc possible d'en ressortir la méthode idéale pour chaque projet.²⁶

²⁵ Simmen, Walter. (2007), Façonner ensemble le paysage - Potentiels et limites des processus participatifs, p. 83

²⁶ Simmen, Walter. (2007), Façonner ensemble le paysage - Potentiels et limites des processus participatifs, p. 28



C. communal R. régional N. national	Participants	A. Elaborer des indicateurs B. Consultation uniquement C. Elaborer ensemble Prises de décision (Tableau 1.2)	1. Créer une base de communication 2. Se mettre d'accord d'agir ensemble 3. Mettre en place des règles pour des procédures communes 4. Créer une vision ou un concept commun 5. Définir les mesures pour mettre en place les visions et les objectifs 6. Planification concrète des projets 7. Parler ouvertement des conflits et rechercher des solutions 8. Analyser les problèmes et les résoudre 9. Modifier la structure, le déroulement et la culture du travail
C R N	6 à 12	B	6 8
C R N	5 à 20	B	7 8
C R N	2 à 30	C	1 3 7
C	24 à 32	B C	2 4 5 7 8

Nom du processus participatif et les caractéristiques

Focus groupes

Ce sont des groupes de discussions modérés sur une thématique spécifique. Ils peuvent contribuer à un apport sur des opinions.

Des frais dans un cadre raisonnable et un calendrier rendent cette méthode attractive si nous souhaitons une diversité de points de vue argumentée.

Cette méthode est souvent utilisée dans la recherche sociale et dans l'étude de marchés.

Conférence de consensus

Cette méthode a pour but de donner une évaluation citoyenne de thématiques controversées.

Le groupe doit être composé d'un panel représentatif de la population. L'objectif du groupe est d'élaborer un document final après avoir entendu plusieurs experts.

Médiation

C'est un processus par lequel on essaie de trouver une solution consensuelle à des situations problématiques à l'aide d'une tierce personne neutre.

Atelier de scénarios (Workshop de sensibilisation)

L'atelier de scénarios a pour but de favoriser une planification commune par rapport à une problématique locale et en se basant en même temps sur la vision commune.

Des experts externes créent des scénarios qui seront utilisés comme base. Les participants retravailleront ces scénarios et en tireront un plan d'action.

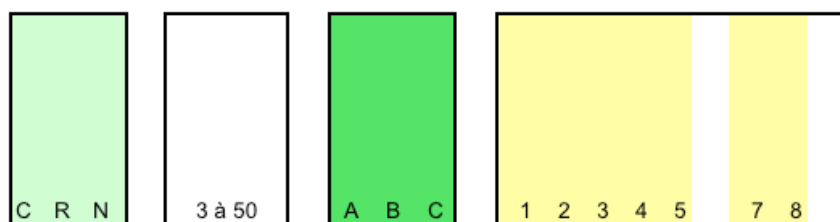
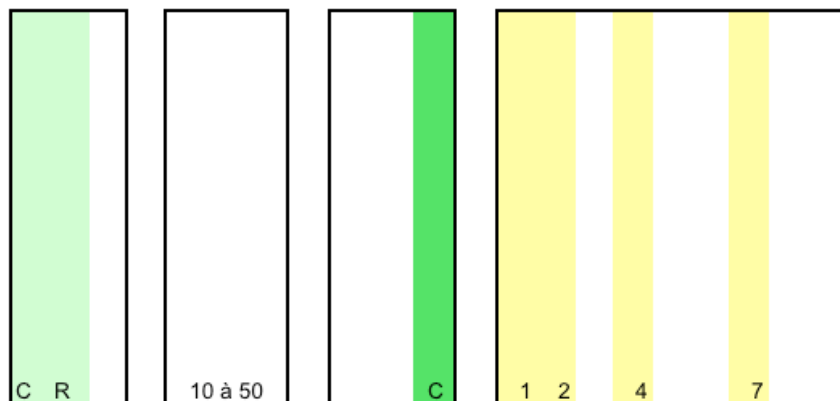


Table ronde

C'est une réunion qui implique les groupes d'intérêts qui ont été choisis de manière ciblée et égalitaire, donc indépendamment de leur force politique et économique. Un des buts est de mener un dialogue autour d'un problème concret et d'en rechercher les solutions.



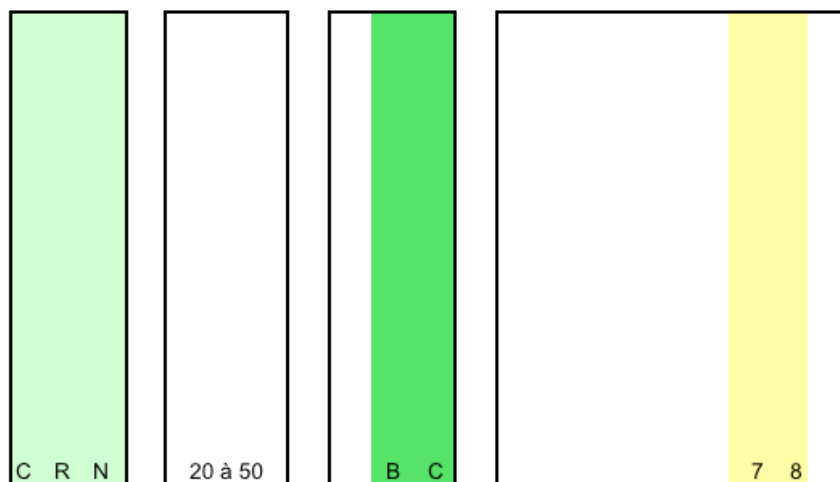
Atelier du futur

Cette méthode a pour but de motiver la population locale et/ou régionale pour éviter la résignation et l'apathie et de participer au processus de planification.

Ce processus a trois phases différentes :

- Collectionner les critiques
- Phase de phantasme
- Phase de réalisation

Les participants élaborent ensemble des scénarios de futur et examinent leurs possibilités de réalisation.

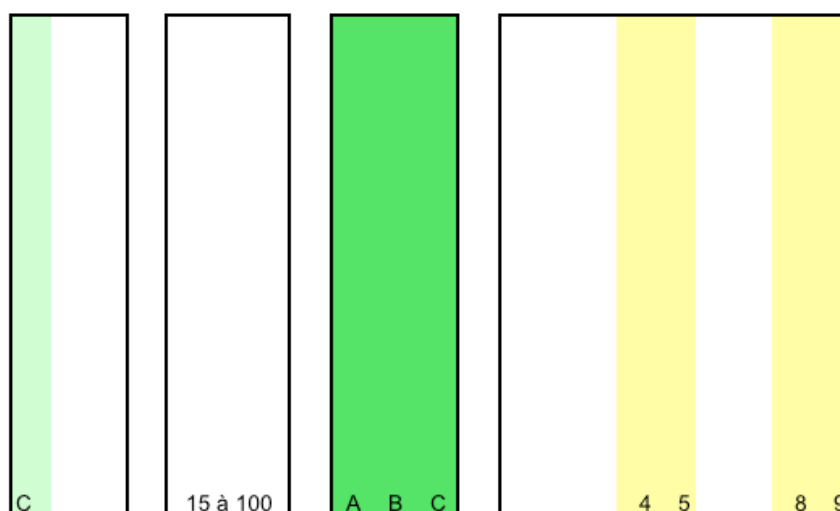


Dialogues coopératifs

Ce sont des dialogues auxquels participent tous les groupes qui ont un intérêt pertinent. Le but est de négocier des compromis entre les attitudes et les intérêts opposés. Ceci est mis en place avec les différents moyens de procédure :

- Une recherche de critère avec l'aide de la médiation
- Clarification des conséquences par des groupes Delphi*
- Comparaison des options d'action des expertises citoyenne

*Groupes Delphi : Ce sont les procédures par lesquelles un groupe essaie de structurer par des questionnaires (souvent par écrit et anonyme) une grande thématique.

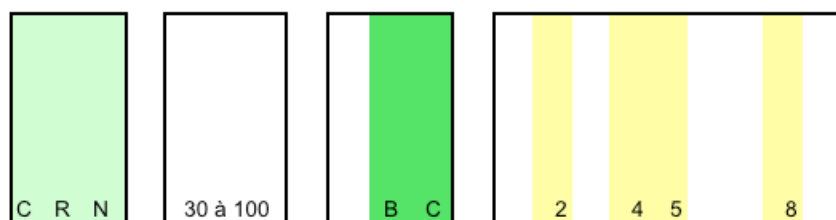


Participatory Rapid Appraisal (PRA)

« Participatory Rapid Appraisal » (Evaluation participative rapide) est une méthode qui nécessite idéalement une grande participation pour acquérir des données.

En bref, elle utilise différentes méthodes d'enquête, de planification et d'animation (par exemple différentes techniques d'interview, discussion « de bistrot, » observations, élaboration d'une hiérarchie de groupes focus)

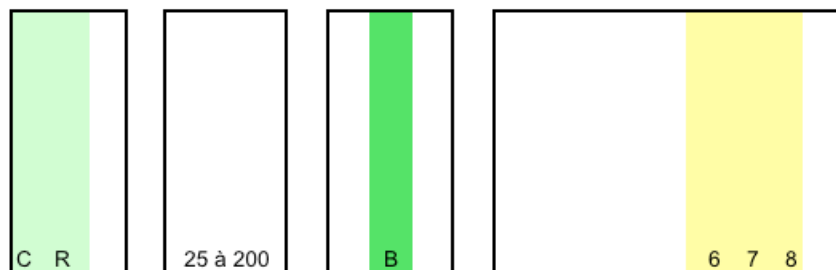
Par cette combinaison et avec la participation active des personnes interrogées, cette méthode ressort un large aperçu de la problématique et met en place un fort potentiel de développement.



Conférence d'avenir

La future conférence comprendra divers participants dont les compétences seront en rapport avec le projet.

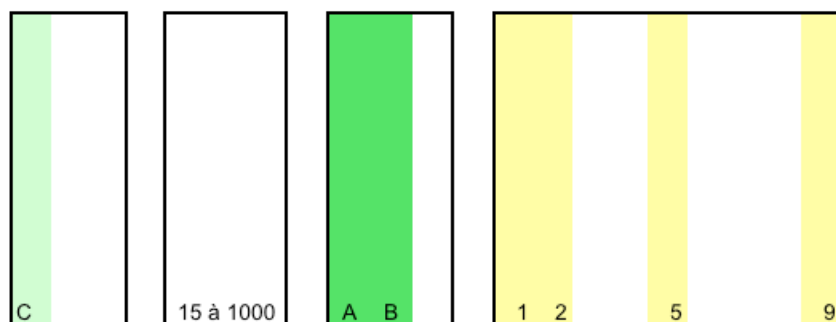
Ils travaillent sur un schéma de procédure en alternant des séances plénières en petits groupes.



Cellule de planification - Expertise citoyenne

Ceci est un regroupement aléatoire de personnes non affiliées à l'organisation. Ce groupe se rencontre pendant une période qui est limitée par le temps (par exemple 3-4 jours) contre un remboursement.

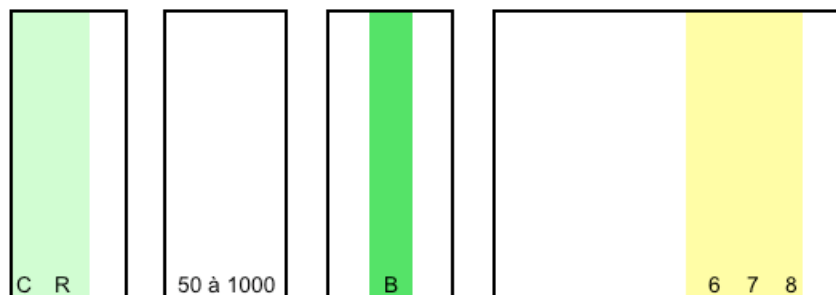
Le regroupement met un rapport d'expertise citoyenne qui est soumis aux décideurs politiques.



Open Space Technology, OST (Forum ouvert)

La méthode « Open Space Technology » est une méthode de modération qui est destinée à des procédures avec de très grands groupes. Une caractéristique très significative donne des résultats élaborés pendant le processus.

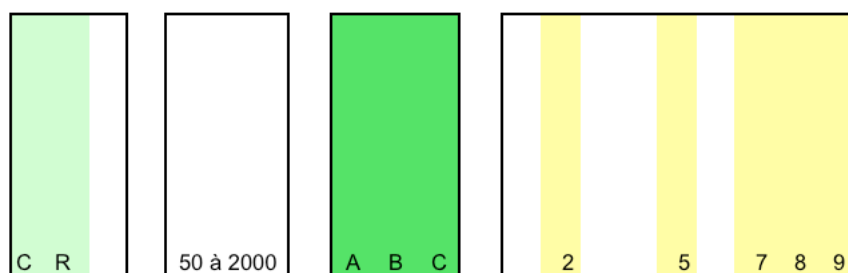
Il n'y a pas un ordre du jour, mais uniquement du temps et de l'espace où il y a des règles de discussion qui sont données.



Intervention d'avocat

L'intervention d'avocat a pour but de renforcer les intérêts des groupes mal organisés, désavantagés socialement et qui ont de la peine à s'articuler.

Les juristes rendent attentifs les personnes concernées aux enjeux potentiels et participent de temps en temps à l'élaboration des formulations et des propositions qui seront introduites dans le processus de planification.



Real Time Strategic Change (RTSC)

« The real time Strategic Change » (La conférence de changement stratégique en temps réel) a comme but de retravailler les visions, les objectifs et les programmes et de gagner l'intérêt des participants.

La mise en place du changement stratégique – culturel doit s'appuyer sur une base très large.

²⁷ Traduction personnel de l'allemand en français de : Planet21-Handbuch-Wissen über nachhaltige Gemeindeentwicklung (Guide Planète 21 – Données sur le développement durable des communes, www.planet21.ch (le 28.01.2008). De plus il y a pour chaque processus participatif un ou plusieurs cas pratiques sur ce site internet ! (en allemand)

6. Les différents niveaux de la participation

1. Les participants ne font qu'écouter

Les participants ne font que recevoir des informations car une campagne les informe.

2. Les participants écoutent et donnent des renseignements

Les personnes concernées font partie des enquêtes ou des sondages.

3. Les participants sont consultés

Les personnes concernées font parties du processus au niveau des ateliers ou des réunions qui sont organisés pour des discussions autour de la thématique.

4. Les gens participent à l'analyse et aussi à la détermination des priorités

Ceci fonctionne par des tables rondes et par des commissions.

5. Les gens participent à la recherche de consensus sur les principaux éléments stratégiques

Ceci est garanti par des tables rondes au niveau national, des comités parlementaires.

6. Les participants prennent part directement à la prise de décisions définitives sur la politique, la stratégie ou ses composantes²⁸

7. Le pour et le contre au niveau de la faible et forte participation

Faible participation	Forte participation
Participation jusqu'au niveau 3 (voir point 6 – les différents niveaux de la participation) qui veut dire que les personnes concernées sont limitées à écouter (consultations) et à donner des informations.	Participation jusqu'au niveau 5 (voir point 6 – les différents niveaux de la participation), qui veut dire que les personnes concernées sont impliquées à participer à la détermination du processus, à l'analyse et aussi à la recherche de consensus.

²⁸ Dalal-Clayton, Bass. Soutenable développement stratégies. p. 181



<p>Pour</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les coûts de la participation sont moins élevés. • Les attentes au niveau local sont moins hautes. • Le processus participatif est beaucoup plus rapide. • La gestion de la stratégie est facile. • Il y a peu de conflits pendant le processus participatif. • La possibilité d'un impact au niveau de la politique est plus rapide. 	<p>Pour</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il y a une forte compréhension du public. • Il faut moins d'énergie au niveau de l'élaboration des idées. • La stratégie ne surprendra pas les acteurs impliqués dans le processus. • Beaucoup plus d'exécution privée et locale. • Il y a une contribution appropriée des experts externes.
<p>Contre</p> <ul style="list-style-type: none"> • La compréhension du public est limitée. • L'engagement au niveau de l'exécution est limité. • Le processus est faible sur le plan des compromis du développement durable. • Seul le gouvernement peut assurer l'exécution. • Beaucoup d'informations pertinentes ne sont pas recueillies. 	<p>Contre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les coûts sont plus élevés. • Il est possible que des attentes soient soulevées. • Le processus en général est beaucoup plus lent. • Possibilité d'avoir des problèmes de fiabilité. • La gestion est très complexe au niveau de la stratégie. • Beaucoup de conflits pendant les séances mises en place. • Nécessite d'avoir de bonnes compétences au niveau de la participation.²⁹

8. Les coûts de la participation

Dalan-Clayton et Bass disent clairement dans leur livre qu'il n'est pas toujours bon qu'un maximum de population participe. Une participation de toute la population pourrait avoir l'effet d'inertie. Les coûts de la participation listés ci-dessous sont susceptibles de réduire au

²⁹ Dalal-Clayton, Bass. Soutenable développement stratégies. p. 197



niveau de chaque répétition de la stratégie mise en place.

Le coût de la communication

Pour que la population locale puisse participer activement au processus de participation mis en place, il faut qu'elle comprenne tout d'abord tout le déroulement du processus entier. Les différents groupes, institution etc. doivent avoir l'accès aux informations les plus importantes et avoir la possibilité de débattre sur des questions diverses.

Pour que ce soit possible, il faut communiquer les informations par des moyens qui soient tout à fait adaptés aux personnes et aux groupes participatifs (à voir chapitre 5 – les différentes méthodes participatives).

Le coût de créer des attentes

Au moment où des participants sont impliqués, des attentes commencent à se créer. Si, au moment des discussions initiales, il n'y a pas une suite qui est établie, il y a de fortes chances que les groupes de participants n'aient plus la volonté de continuer à participer au projet.

Pour anticiper ceci, il est important de faire comprendre aux participants dès le début ce qui est possible et ce qui ne l'est pas.

Les coûts de compétences spécialisés

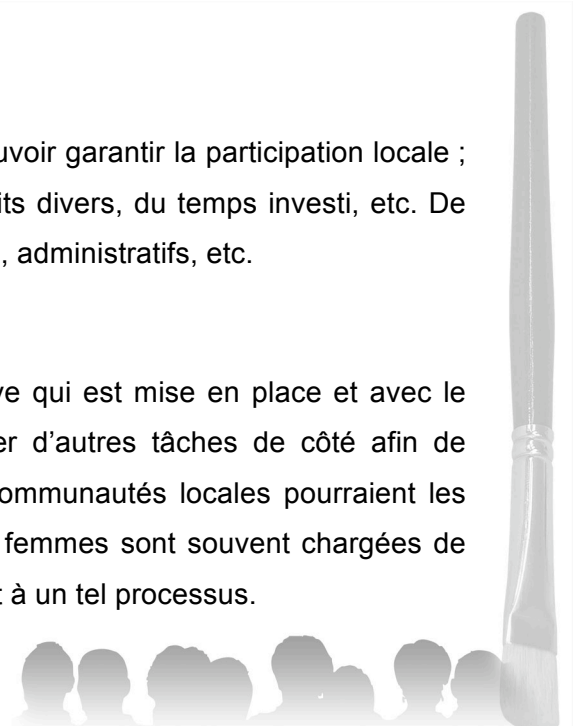
Il est obligatoire d'avoir des compétences spécialisées pour garantir des liens convenables et aussi la qualité de la participation. Avec des compétences spécialisées, il est possible de répondre à des questions clés et ainsi ne pas provoquer de conflits entre les différents groupes participatifs.

Les coûts de transaction

Bien sûr, il y a aussi des coûts de transaction afin de pouvoir garantir la participation locale ; des coûts non monétaires comme la résolution de conflits divers, du temps investi, etc. De plus, il y a également des coûts d'hébergement, de repas, administratifs, etc.

Les coûts pour les parties à s'engager activement

Ces coûts varient en fonction de la stratégie participative qui est mise en place et avec le nombre de participants. Les participants devront laisser d'autres tâches de côté afin de pouvoir s'engager activement. Les représentants des communautés locales pourraient les forcer à s'absenter au moment de récoltes, ou bien les femmes sont souvent chargées de beaucoup de tâches et ont du mal à participer activement à un tel processus.



Il est donc nécessaire de trouver des possibilités afin que ces personnes-là puissent participer activement au processus mis en place.

Les contraintes de temps

Pour établir une confiance de base il faut du temps. Cet aspect du temps varie également au niveau de la grandeur du processus mis en place (locale, régional, national).³⁰

9. Utilités et limites des méthodes participatives

Simmen et Walter disent qu'au niveau empirique il est très difficile de répondre à la question: Est-ce que le processus se serait déroulé de la même manière si la méthode participative n'avait pas été utilisée? Ci-dessous vous trouverez les avantages et les inconvénients liés aux méthodes participatives :

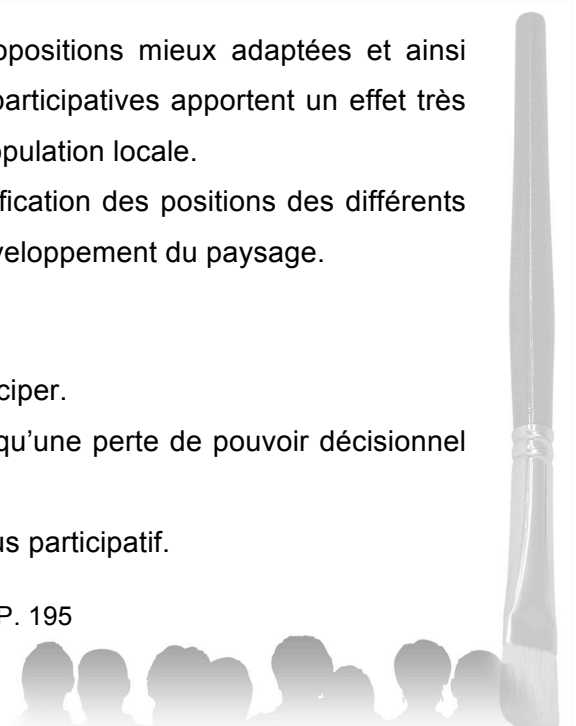
Ce que les méthodes participatives apportent :

- Il est possible uniquement par une méthode participative de concilier durablement les différents intérêts et attentes.
- C'est par la méthode participative qu'il est possible de réunir toutes les personnes ayant des intérêts, des idées ou des opinions différentes.
- Les résultats atteints par la méthode participative ont très souvent une plus grande acceptation et donc une plus grande durabilité.
- La mise en œuvre peut souvent être réalisée plus rapidement.
- Le processus participatif apporte ainsi le point de vue des différents groupes d'acteurs, ce qui est un élément très central de la composante mentale pour la structuration du paysage.
- Ils ont comme avantage de trouver plus de propositions mieux adaptées et ainsi rendre les débats plus concrets. Les méthodes participatives apportent un effet très préventif au niveau des éventuels conflits de la population locale.
- Les méthodes participatives constituent une clarification des positions des différents groupes dans la population en rapport avec le développement du paysage.

Les inconvénients des méthodes participatives :

- Si les personnes locales ne souhaitent pas y participer.
- Si le soutien au niveau politique manque parce qu'une perte de pouvoir décisionnel est envisagée.
- Si les décisions sont déjà prises avant le processus participatif.

³⁰ Dalal-Clayton, Bass. Soutenable développement stratégies. P. 195



- Les inégalités sociales et l'accès aux méthodes participatives ne peuvent pas être éliminés et donc nous n'arrivons pas à faire participer tous les groupes, même s'ils sont concernés.
- Il y a le risque que les participants aient des attentes trop élevées ce qui peut provoquer des frustrations.
- Ce n'est pas possible d'atteindre tous les consensus.³¹

Voici l'enseignement des études de cas du « PNR 48³² » :

Efficacité

Par les méthodes participatives, il est possible de résoudre très rapidement les conflits de procédure et d'utilisation. Les méthodes ayant permis d'élaborer également des solutions à long terme économisent du temps et de l'argent.

Acceptation

La participation présente toujours en même temps aussi une gestion de l'acceptation. Ces méthodes participatives laissent de la place à des consensus, à d'autres solutions successibles ce qui permet d'éviter parfois des recours juridiques, bien sûr à condition que tous les acteurs concernés soient invités à participer au processus.

Effectivité et Stabilité

Il est difficile d'affirmer que par l'utilisation d'une méthode participative, un processus a pris une direction spécifique. Mais une chose est sûre, les personnes qui ont participé à la méthode apprécient les résultats car ils y ont collaboré eux-mêmes. Leur compréhension au niveau du projet est donc plus grande et aussi plus stable, ce qui aide à la durabilité du projet.

Démocratie

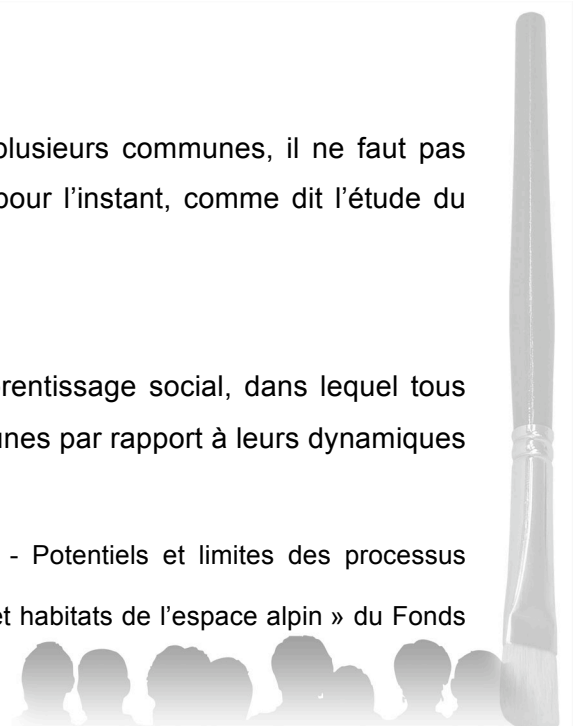
Il est important de dire que si un projet est établi sur plusieurs communes, il ne faut pas qu'une commune se sente dépassée par l'autre. Mais pour l'instant, comme dit l'étude du PNR 48, rien n'indique que ces difficultés surviendront.

Effet d'apprentissage social

Les méthodes participatives impliquent bien sûr un apprentissage social, dans lequel tous les acteurs sont impliqués à trouver des solutions communes par rapport à leurs dynamiques

³¹ Simmen, Walter. (2007), Façonner ensemble le paysage - Potentiels et limites des processus participatifs, p.18-19 et 123-125

³² PNR 48 : Programme national de recherche 48 « paysage et habitats de l'espace alpin » du Fonds national Suisse de la recherche scientifique FNS

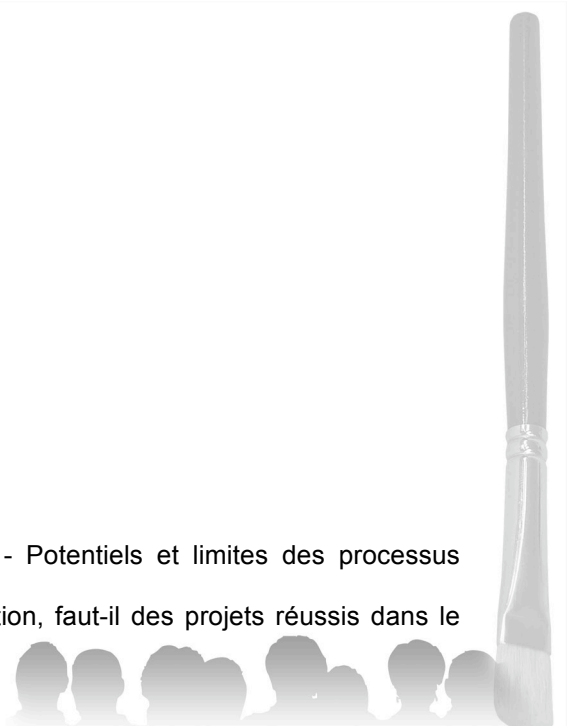


personnelles.³³

« Un territoire ne peut pas fournir toutes les « prestations » souhaitées par les différents acteurs. Des conflits apparaissent inévitablement. Ces conflits peuvent être résolus par différents instruments pour lesquels différentes méthodes participatives sont envisageables. »³⁴

³³ Simmen, Walter. (2007), Façonner ensemble le paysage - Potentiels et limites des processus participatifs, p. 125-126

³⁴ Extrait du séminaire de Christoph Clivaz « Quelle participation, faut-il des projets réussis dans le domaine du territoire et de l'environnement, décembre 2007



HYPOTHESES

H0 : La réussite d'un projet dépend des spécificités du projet, de sa gestion et de l'implication des populations locales

H1 : Spécificités du projet

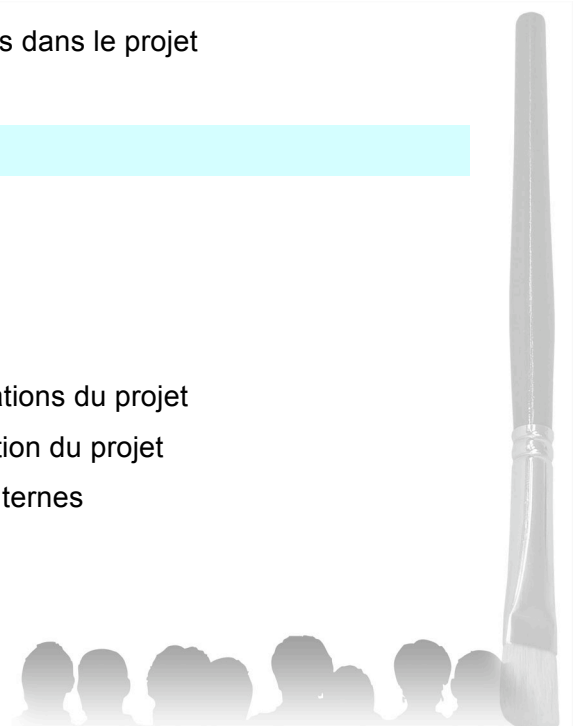
- H 1.1 La localisation du projet est pertinente (lien évident entre qualité du lieu et qualité du projet)
- H 1.2 Le projet est compatible avec les valeurs dominantes du lieu
- H 1.3 Le projet s'inscrit dans l'histoire locale (tradition et politique de développement)
- H 1.4 Le projet est faisable (technique et financement)
- H 1.5 Le projet a un faible impact sur l'environnement
- H 1.6 Le projet a des retombées économiques positives

H2 : Gestion du projet

- H 2.1 Le projet est construit sur une méthodologie pertinente
- H 2.2 Les leaders du projet sont compétents et reconnus (estime, confiance)
- H 2.3 La communication est basée sur une méthodologie
- H 2.4 Un large réseau soutient le projet
- H 2.5 Les politiques sont impliquées et intégrées dans le projet

H3 : Participation de la population locale

- H 3.1 La population locale est informée
- H 3.2 La population locale est sondée
- H 3.3 La population locale est consultée
- H 3.4 La population locale détermine les orientations du projet
- H 3.5 La population locale est intégrée à la gestion du projet
- H 3.6 La population peut résoudre les conflits internes



RECUEIL DES DONNEES

Consultation

- Experts (H1+H2+H3)
- Groupes d'intérêts (H1+H2+H3)
- Commune (H3.1+H3.2+H3.3)

Enquêtes

- Écrit
- À divers experts (H1+H2+ H3)
- Orale

Ouvrages

- (H1+H2+H3)

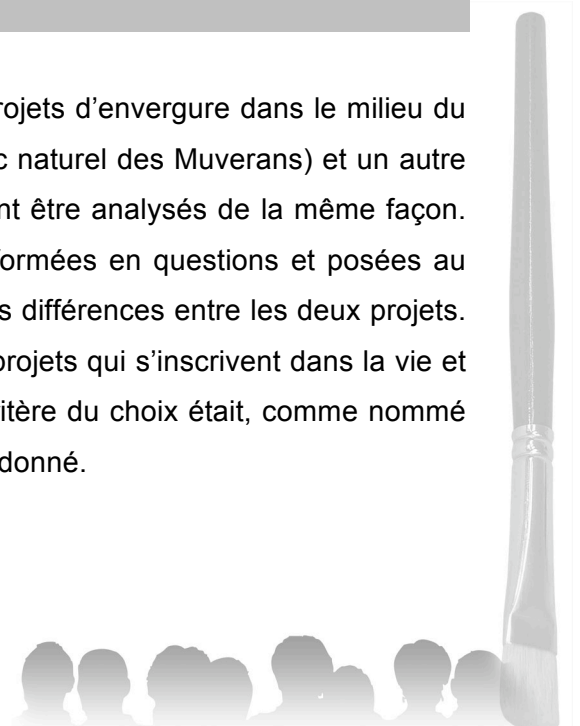
Ethique

Au niveau de l'éthique, dans les recherches d'informations, il est important de :

- Donner des informations exactes
- Protéger la personnalité
- Avoir une stricte confidentialité
- Que les personnes sollicitées soient d'accord de donner des informations

Le champ de la recherche

Dans le chapitre suivant, le but est de comparer deux projets d'envergure dans le milieu du tourisme. Un projet qui avait dû être abandonné (Le parc naturel des Muverans) et un autre qui avait réussi (Welterbe-Aletsch). Ces deux projets vont être analysés de la même façon. C'est-à-dire que les hypothèses élaborées seront transformées en questions et posées au responsable de chaque projet afin de pouvoir ressortir les différences entre les deux projets. Ces deux projets ont été choisis parce que ce sont des projets qui s'inscrivent dans la vie et aussi dans la nature de la population locale. Un autre critère du choix était, comme nommé ci-dessus, l'aspect qu'un des deux projets a dû être abandonné.



La concentration dans cette comparaison s'effectue sur le processus de participation de la population locale, mais également sur les autres critères des hypothèses. D'autre part un pré-test des questions avec, M Tony Arborino, le responsable du projet de la correction du Rhône a été réalisé. Suite à ce pré-test, il est ressortie que les hypothèses doivent être formulées en questions de manière à ce que l'expert puisse donner des réponses ouvertes et concrètes. La mise en échelle pour chaque question sera effectuée seulement après, suite à des critères qui ont été mis en place et visés par un expert. Ce pré-test avait été très utile pour élaborer ces ajustements pertinents et nécessaires.

L'avantage de la comparaison entre ces deux projets est que les responsables ont aujourd'hui une vision plus objective, car les deux élaborations sont terminées.

Comparaison de deux projets touristiques d'envergure dans le canton du Valais

Après une brève explication des deux projets à analyser, il y aura les comparaisons en se basant sur les questions qui avaient été posées aux deux représentants de chaque projet.

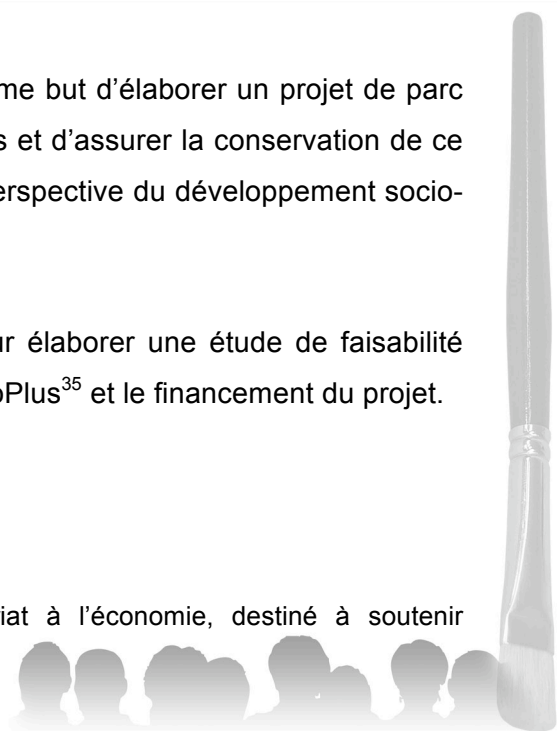
Parc naturel des Muerans

L'association du Parc naturel des Muerans regroupe en total 11 communes valaisannes (Ardon, Chamoson, Collonges, Conthey, Dorénaz, Fully, Leytron, Saillon, Savièse, St. Maurice, Vétroz) et 5 communes vaudoises (Bex, Gryon, Lavey-Morcles, Ollon, Ormont-Dessus).

L'association s'est formée en mars 2002. Elle avait comme but d'élaborer un projet de parc naturel, national ou régional pour la région des Muerans et d'assurer la conservation de ce patrimoine unique et également de mettre en valeur la perspective du développement socio-économique durable de toute la région des Muerans.

En février 2003, l'association avait reçu un mandat pour élaborer une étude de faisabilité pour un parc naturel et de préparer un dossier pour RegioPlus³⁵ et le financement du projet.

³⁵ RegioPlus c'est un programme d'impulsion du secrétariat à l'économie, destiné à soutenir l'évolution structurel en milieu rural



Voici l'avant-propos de Dominique Rast, ancien président de l'association Parc naturel des Muverans :

„L'étude de faisabilité d'un parc naturel des Muverans conduit à l'intérêt de poursuivre sur la voie d'un parc national. Ce résultat est positif. Il démontre la valeur élevée, exceptionnelle, de notre région. L'étude reconnaît que, par le maintien de traditions vivantes et par le respect et l'attachement des communes et de leurs habitants à ce patrimoine, celui-ci est resté parfaitement conservé. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles tant de visiteurs et de touristes l'apprécient. Nous avons l'opportunité de poursuivre la concrétisation d'un projet bénéfique pour toute la région (au sens large) et les deux cantons, et renforcer ainsi leur notoriété en assurant la protection du massif. Le futur Parc national de la Suisse romande se dessine grâce aux initiatives et sous la responsabilité des communes. À l'heure des mutations profondes de notre société, ce projet représente une chance pour leur développement durable.“ ³⁶

UNESCO Weltnaturerbe – Aletsch

Sur demande du Conseil National, l'UNESCO avait donné le titre « Welterbe – héritage mondial » à Aletsch le 13 décembre 2001.

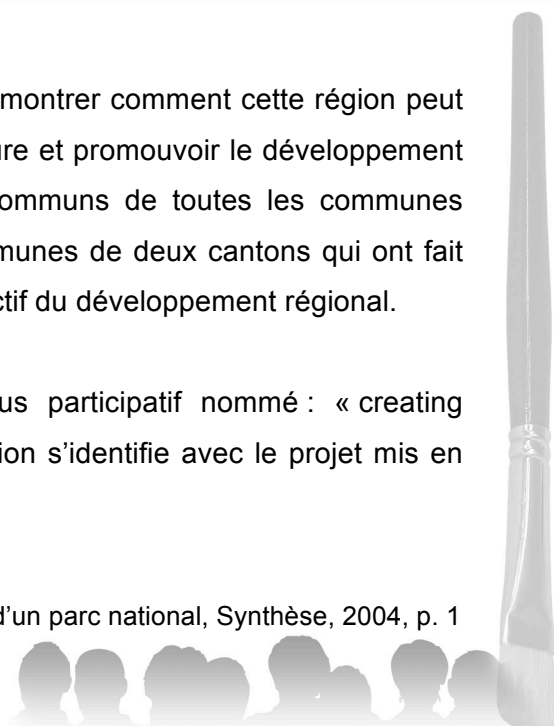
Le but du projet est de créer un cadre pour une protection efficace et aussi de mettre en place une manière adéquate de l'utilisation de la région « Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (JAB) ». De plus le projet veut un développement sur trois différentes dimensions, l'économie, la société et l'environnement.

Le projet veut donc assurer la protection de la région et montrer comment cette région peut être mise en valeur. S'apercevoir de l'héritage de la nature et promouvoir le développement durable de toute cette région avait été un des buts communs de toutes les communes intégrées dans le processus. Au total, il y avait 26 communes de deux cantons qui ont fait partie du projet. Ce premier but met en place aussi l'objectif du développement régional.

Pour réussir l'UNESCO a mis en place un processus participatif nommé : « creating ownership » qui veut dire : faire en sorte que la population s'identifie avec le projet mis en place.³⁷

³⁶ Association Parc naturel des Muverans, Etude de faisabilité d'un parc national, Synthèse, 2004, p. 1

³⁷ UNESCO, plan de management, 2005, p. 5-15



Damtrix

En quelques mots comment l'association Damtrix décrit son propre projet :

« Dans une immersion entre nature et technologie, l'art s'unira momentanément au patrimoine industriel par des œuvres sur les murs des barrages valaisans. Ce projet audacieux se donne pour objectif de créer au fil des ans différentes performances artistiques pour cette galerie planétaire. Ces actions témoigneront de notre situation sociétale envers les enjeux du futur. Ainsi, 14 régions périphériques du Valais sont invitées avec leurs populations à participer à la régulation de ces événements collectifs, afin d'offrir de l'émotion, de la réflexion, à des centaines de milliers d'habitants, de visiteurs, voyageurs, promeneurs et amoureux de l'art. L'utopie actuelle, c'est de réaliser l'inauguration de cette galerie hors du commun qui aura lieu l'été 2009. La première exposition sera consacrée à la thématique de l'anniversaire des 20 ans des droits de l'enfant. Elle présentera des événements exceptionnels sur chaque barrage grâce à la participation des populations locales et des enfants au travers d'un concours international de dessin. A cette occasion, l'institut des droits de l'enfant et différentes ONG internationales participeront à la mise en réseau de ce projet.

Les partenariats noués avec les communes, les exploitants de barrages, les autorités cantonales et différents centres de formation garantiront la pérennité des différentes expositions. Celles-ci pourront prendre la forme de dessins, de photos, de fresques ou de performances originales. Elles seront exécutées grâce à un robot unique au monde, une véritable imprimante géante, fabriquée spécialement à cet effet.

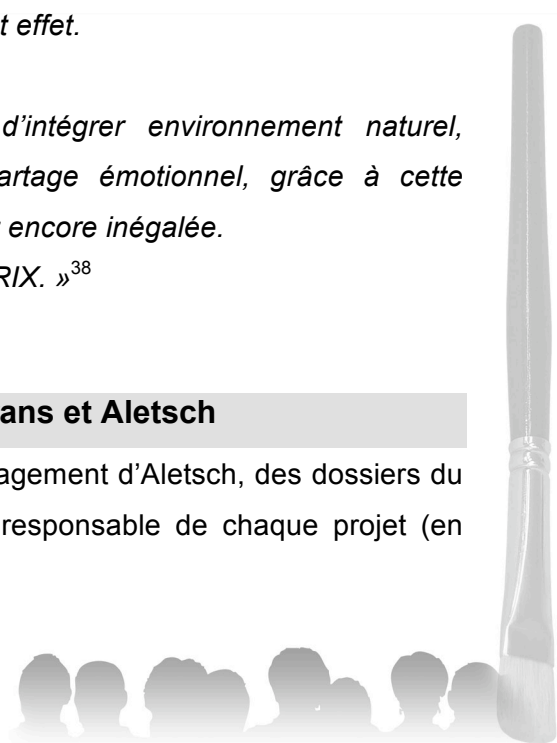
Bienvenue donc dans cette aventure, qui permet d'intégrer environnement naturel, patrimoine industriel, conscientisation écologique et partage émotionnel, grâce à cette nouvelle galerie d'une ampleur monumentale, originale et encore inégalée.

Yvan Forclaz - Initiateur et coordinateur du projet DAMTRIX. »³⁸

Comparaison des projets Parc naturel des Muverans et Aletsch

Cette comparaison est basée sur la lecture du plan management d'Aletsch, des dossiers du parc naturel des Muverans, et des interviews avec le responsable de chaque projet (en

³⁸ Yvan Forclaz - Initiateur et coordinateur du projet DAMTRIX



considérant tous les aspects de la partie éthique). Pour le parc naturel des Muverans : Dominique Rast, pour le projet Aletsch : Ruppen Beat et pour le projet Damtrix : Forclaz Yvan.

Pour chaque point il y aura une mise à l'échelle (de zéro à dix) qui sera effectuée suite à des critères³⁹ déterminés. L'analyse clarifiera où le projet Damtrix doit être absolument attentif et mettre toute son attention pour ne pas échouer. Les points donnés par rapport aux critères, seront les points que le projet a déjà accueilli jusqu'au ce stade actuel.

Suite à cela, une synthèse clarifiera pour l'association Damtrix comment accueillir les points restant pour que le projet Damtrix puisse se réaliser.

Les qualités du projet au niveau de la localisation

Points	Critères
3	<ul style="list-style-type: none">• Le lieu du projet profite à développer l'économie locale
2	<ul style="list-style-type: none">• Le projet respecte les valeurs du développement durable
2	<ul style="list-style-type: none">• Il y a un lien évident entre le lieu, ses particularités/spécificités et le projet
2	<ul style="list-style-type: none">• Le projet s'introduit dans le lieu de destination
1	<ul style="list-style-type: none">• Le projet est favorable pour le tourisme régional

Parc naturel des Muverans 8/10

La région des Muverans aurait été la seule région de toute la Suisse romande pour prétendre à un parc national. Le projet aurait donné un atout majeur pour toute la région des Muverans.

En bref, les qualités du projet au niveau de la localisation :

- Géologiquement, toute la région des Muverans est encore célèbre.
- Géographiquement cette région est privilégiée et favorise aussi le développement d'une diversité floristique. L'altitude du projet aurait été de 450 M à 3200 M.

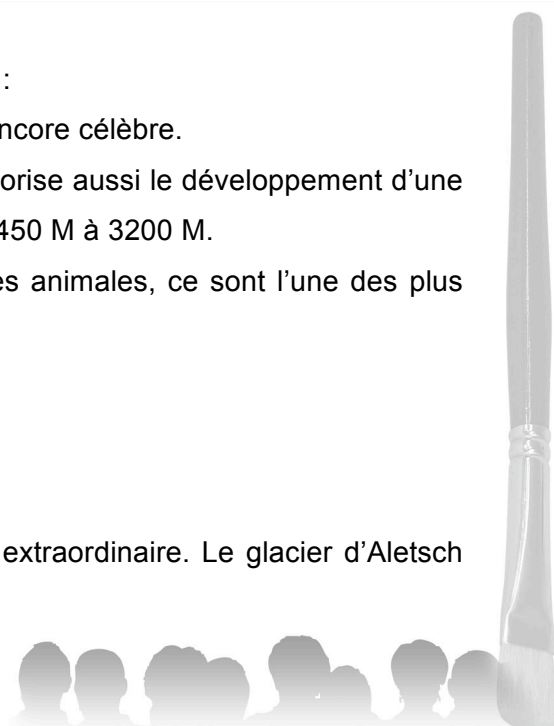
Une autre qualité importante est la diversité des espèces animales, ce sont l'une des plus importantes de toute la Suisse.

Aletsch 10/10

Les qualités suivantes suite à la localisation du projet :

- La localisation pour mettre en valeur une région est extraordinaire. Le glacier d'Aletsch

³⁹ Les critères ont été visés par un expert



bouge, ce qui le rend très attractif. La région a reçu le titre d'héritage mondial de l'UNESCO pour promouvoir la protection de cette région.

- L'espace de la nature, les processus écologiques de la nature, la géologie, la glacier, l'altitude et les différences climatiques sont unique à Aletsch.
- L'économie et la culture sont en train de monter dans cette région

Projet Damtrix 8/10

Le projet Damtrix est destiné à 14 différentes régions pour le canton du Valais. Ces lieux périphériques et leur économie vont beaucoup profiter du projet mis en place. Spécialement le développement du tourisme va être favorisé par le projet. Les lieux du projet sont pertinents, car il s'agit actuellement des régions moins développées au niveau du tourisme. Le projet Damtrix dispose d'une commission développement durable guidé par un expert dans ce domaine. Ceci permet d'être au point au niveau du sujet de l'écologie. Suite à la manière d'exécuter, il peut s'introduire dans le lieu.

Les valeurs du projet

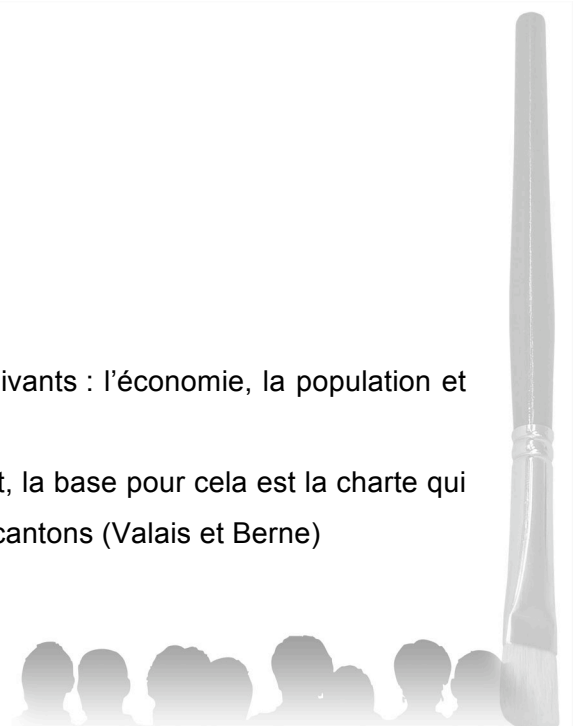
Points	Critères
2	<ul style="list-style-type: none">• L'intégration du projet dans la nature
2	<ul style="list-style-type: none">• Favorise le développement durable
4	<ul style="list-style-type: none">• Favorise l'économie
2	<ul style="list-style-type: none">• Favorise et développe le bien-être des gens

Parc naturel des Muverans 8/10

- La valorisation de la nature et du paysage
- La maîtrise du pouvoir décisionnel des communes
- Le développement régional durable
- L'obtention d'un label de qualité prometteur

Aletsch 10/10

- Assurer le développement durable de la région
- Le développement durable dans les trois secteurs suivants : l'économie, la population et l'environnement
- Un rôle central et la relation entre la région et l'endroit, la base pour cela est la charte qui avait été signée par les 26 communes dans les deux cantons (Valais et Berne)



Projet Damtrix 10/10

« DAMTRIX entend intégrer les principes du développement durable dans toutes les phases et activités du projet. Pour ce faire, une commission développement durable a été créée dans l'organigramme du projet. Cette commission a pour but de veiller à ce que toutes les commissions réfléchissent à la manière dont elles peuvent intégrer ces principes dans leur fonctionnement et leurs activités. Son rôle est donc de faire en sorte que les membres des commissions se posent les bonnes questions en matière de développement durable. Ci-dessous figure une première liste de questions qui concernent les différentes commissions.

Cette notion du développement durable recouvre les aspects suivants :

- la prise en compte des dimensions économiques, écologiques et socioculturelles
- la prise en compte de la dimension temporelle : solidarité dans le temps avec les générations futures
- la prise en compte de la dimension spatiale : solidarité dans l'espace avec les régions plus défavorisées, que ce soit en Suisse ou au niveau planétaire
- une nouvelle gouvernance s'appuyant sur la participation de tous les acteurs concernés
- l'action de chacun au niveau où il se trouve (responsabilité individuelle) »⁴⁰

Également profite non seulement l'économie régionale, mais aussi l'écologie cantonale, voire nationale. Le projet fera marcher de nombreux systèmes et est donc favorable à l'économie.

Ce projet permet donc d'intégrer l'environnement naturel, patrimoine industriel, conscientisation écologique et partage émotionnel, grâce à cette galerie mise en place.

L'inscription du projet dans la tradition locale et aussi dans la politique du développement (on considère que les autorités politiques défendent les traditions locales)

Points	Critères
2	• La politique locale fait partie du projet
2	• La politique locale décide de la stratégie
3	• La politique locale peut décider de la direction du projet
2	• La politique locale peut apporter ses idées
1	• La politique locale est informée

⁴⁰ Christophe Clivaz – Concept du développement durable pour l'association Damtrix



Parc naturel des Muverans 3/10

Au niveau de la politique, le projet venait de Berne, et que tout ce qui arrive de Berne n'est pas bien vu dans les régions où le projet aurait dû avoir lieu. Finalement il y avait les communes valaisannes qui n'ont pas accepté le projet d'un parc naturel et le projet n'a pas pu avoir lieu.

Au niveau de l'histoire locale du territoire, l'endroit serait été idéal pour réaliser un parc national.

Aletsch 10/10

La région d'Aletsch a toujours été une région reconnue, même avant que l'UNESCO ait donné son titre. Le projet avait été élaboré uniquement avec les habitants de chaque commune. La politique locale avait pu apporter des idées, décider où le projet ira et décider ouvertement de la stratégie. Le projet d'Aletsch avait été basé sur tous ces aspects.

Projet Damtrix 10/10

La politique locale est intégrée dans le processus du projet. Suite à cela, la politique locale peut décider jusqu'à quel niveau elle a envie de s'engager au projet. C'est-à-dire que chaque commune peut décider de la stratégie mise en place pour sa propre région.

Le projet Damtrix porte en plus un accent particulier à la participation des enfants et des populations locales.

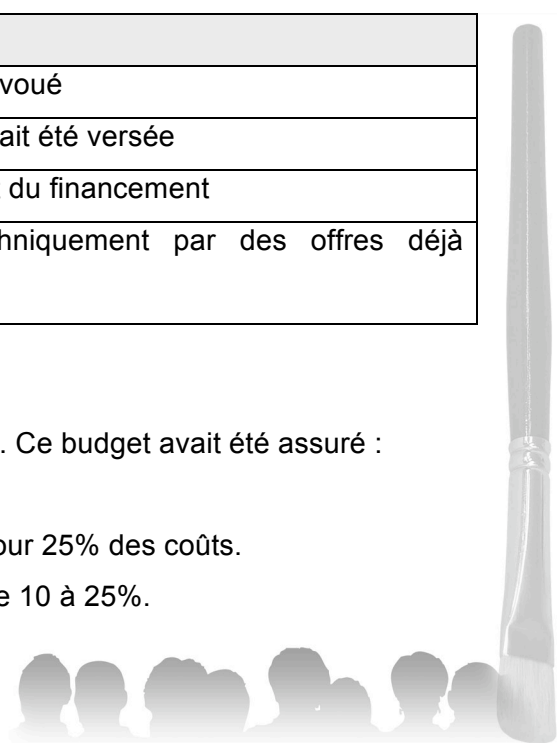
Faisabilité : financement et technique

Points	Critères
5	<ul style="list-style-type: none">• Le financement complet est avoué
2	<ul style="list-style-type: none">• Une partie du financement avait été versée
2	<ul style="list-style-type: none">• Il y a un accord de versement du financement
5	<ul style="list-style-type: none">• Le projet est faisable techniquement par des offres déjà déposées

Parc naturel des Muverans 7/10

Les coûts du projet s'élèvent à CHF 1'930'000 pour 4 ans. Ce budget avait été assuré :

- 50% du financement aurait été assuré par RegioPlus.
- Les cantons avaient annoncé un accord de principe pour 25% des coûts.
- La participation des Communes aurait été de l'ordre de 10 à 25%.
- Les prestations en nature sont évaluées à 18%.



Aletsch 10/10

Au niveau des finances, il n'y avait aucun problème. Les finances s'élevaient à CHF. 3'000'000.- et ont été assurées de la manière suivante :

- Par le public : 52%
- La confédération 27%
- Instrument de développement du public 15%
- Cantons VS et BE 5%
- Communes, régions et organisations 5%

Par le privé : 48%

- Sponsoring et Labelling par le centre de management
- Prestations par l'économie⁴¹

Projet Damtrix 7/10

Suite à des offres et à une étude de faisabilité, le projet Damtrix garanti sa faisabilité technique. Une participation financière de l'Etat du Valais avait toujours été annoncée. L'association Damtrix met actuellement ses énergies sur le sponsoring du projet.

Le rapport du projet avec l'environnement

Points	Critères
10	<ul style="list-style-type: none">• Le projet a un impact positif sur l'environnement
5	<ul style="list-style-type: none">• Le projet n'a pas d'influence sur l'environnement

Parc naturel des Muverans 10/10

Au niveau de l'environnement, il y aurait eu un changement par rapport l'utilisation du territoire, car le but d'un parc naturel est de protéger la nature. Il y aurait eu quand même une grande souplesse au niveau de cette thématique.

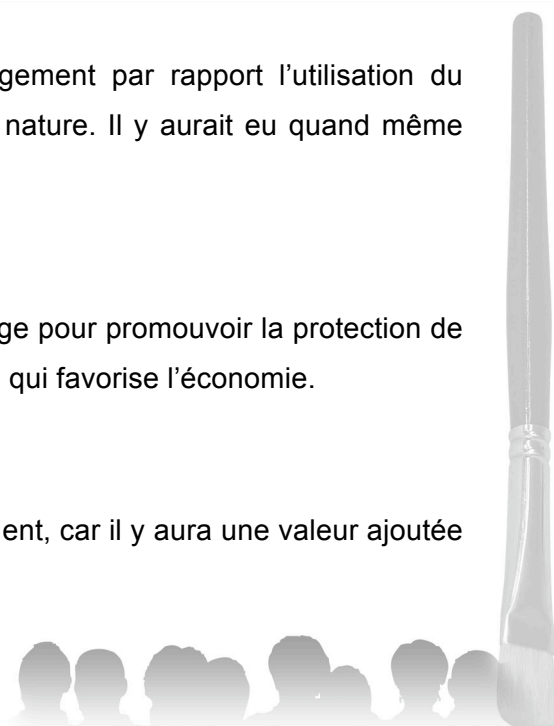
Aletsch 10/10

Par rapport à l'environnement, le projet apporte un cadrage pour promouvoir la protection de la région d'Aletsch et en même temps la met en avant, ce qui favorise l'économie.

Projet Damtrix 10/10

Le projet Damtrix apporte un effet positif sur l'environnement, car il y aura une valeur ajoutée

⁴¹ UNESCO, plan de management, 2005, p. 68



au paysage. Suite à des enquêtes mises en place sur le barrage d'Emosson (plus de 100 personnes interviewés), plus que deux tiers préfèrent que le barrage soit peint, mais que la peinture mise en œuvre s'accorde avec les alentours du paysage.

Les retombées économiques du projet

Points	Critères
6	<ul style="list-style-type: none">• Toute l'économie locale profite du projet
5	<ul style="list-style-type: none">• L'économie locale profite du projet, mais pas tous les domaines
3	<ul style="list-style-type: none">• L'économie cantonale profite du projet
1	<ul style="list-style-type: none">• L'économie de la Suisse profite du projet

Parc naturel des Muverans 10/10

Pour l'économie, suite à la réalisation d'un tel parc national, il y aurait eu une centaine de places de travail directes et plus de mille places de travail indirectes qui auraient été créées.

L'accent avait été mis aussi sur le tourisme, parce que la réalisation aurait attiré grand nombre de nouveaux touristes : il y aurait eu une valeur ajoutée à la région, sans compter bien sûr l'utilisation des transports, l'occupation des hôtels, etc.

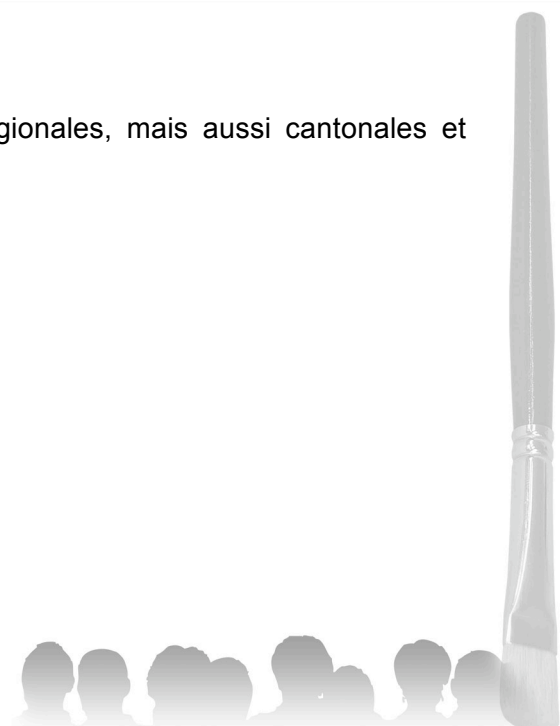
Aletsch 10/10

Au niveau de l'économie, le plan de stratégie d'Aletsch montre clairement qu'un but du projet est de développer le tourisme dans la région d'Aletsch.

Un autre point central du projet est de savoir comment garder les traditions sans empêcher le développement de l'économie dans la région.

Projet Damtrix 10/10

Les retombées économiques seront non seulement régionales, mais aussi cantonales et nationales.



L'élaboration du projet

Points	Critères
2	<ul style="list-style-type: none">• L'élaboration du projet est basée sur une méthodologie officielle
2	<ul style="list-style-type: none">• La méthode d'élaboration est mise en place de manière structurée
3	<ul style="list-style-type: none">• La méthode utilisée est suivie et il n'y a pas de pause pendant la mise en place
3	<ul style="list-style-type: none">• Le fonctionnement de l'élaboration et l'avancement du projet sont clairs pour tous les membres

Parc naturel des Muverans 6/10

Il n'a pas fonctionné précisément sur une méthodologie exacte d'un projet. M. Rast est directeur de l'ORIPH⁴² où il avait réalisé déjà beaucoup de projets. Pour le projet du parc naturel des Muverans, il avait fonctionné également sur sa propre manière d'élaboration qui se basait sur beaucoup d'années d'expérience.

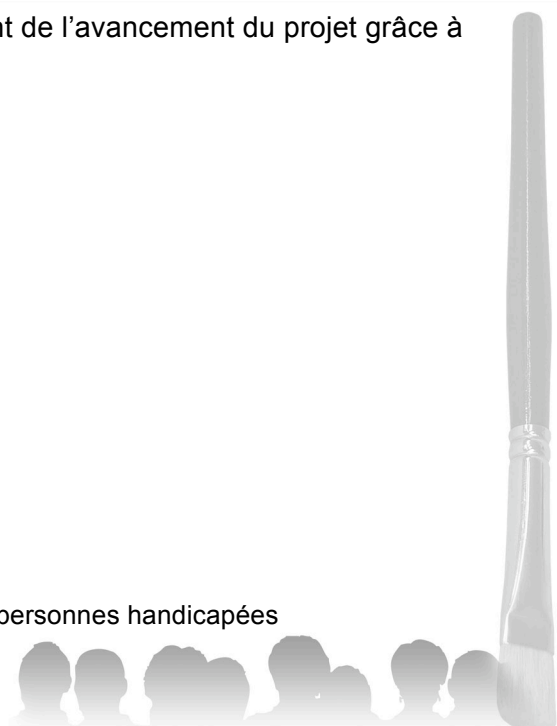
Aletsch 10/10

Le projet d'Aletsch est basé sur une méthodologie très détaillée et avait été mise en place en respectant exactement cette structure d'avancement. Toutes les personnes impliquées ont été toujours au courant du stade actuel du projet Aletsch.

Projet Damtrix 8/10

L'élaboration du projet Damtrix ne se base pas sur une méthodologie officielle, mais par contre la méthode d'élaboration est très structurée et suivie sans arrêt. Aussi au niveau du fonctionnement, les personnes impliquées sont au courant de l'avancement du projet grâce à un site internet actualisé régulièrement.

⁴² Organisation romande pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées



Les compétences des personnes impliquées dans l'élaboration du projet

Points	Critères
4	<ul style="list-style-type: none">• Toutes les personnes impliquées sont des experts, et leurs compétences sont utilisées dans une commission spécifique du projet
3	<ul style="list-style-type: none">• La plupart des personnes impliquées ce sont des experts dans leur secteur du projet
2	<ul style="list-style-type: none">• Il y a peu d'experts engagés dans le projet
4	<ul style="list-style-type: none">• Chaque secteur du projet a suffisamment de personnel
2	<ul style="list-style-type: none">• Il y a des ressources humaines (bénévoles) derrière le projet

Parc naturel des Muverans 4/10

Au niveau des compétences il n'y a pas eu un manque dans le projet, mais il n'y a pas eu suffisamment de ressources humaines pour garantir que tous les freins puissent être éliminés. Le projet n'a pas pu être professionnalisé, et, suite à cela a créé un manque de ressources humaines

Aletsch 10/10

Dans le projet d'Aletsch, il y a eu des experts au niveau de chaque étape. Ils ont fait attention à ce qu'il y ait toujours suffisamment de ressources humaines.

Projet Damtrix 9/10

L'association Damtrix est basée sur des personnes et leurs compétences individuelles. Actuellement le projet compte environ 65 personnes impliquées. Ces personnes-là ont été choisies suite à leur savoir faire pour le projet Damtrix.

Le fonctionnement de la communication dans le projet de l'association et avec l'extérieur

Points	Critères
2	<ul style="list-style-type: none">• Il y a un expert engagé pour le secteur de la communication
1	<ul style="list-style-type: none">• La publicité extérieure est faite par un graphiste compétent
2	<ul style="list-style-type: none">• La communication est faite régulièrement
2	<ul style="list-style-type: none">• Les informations à l'extérieur arrivent aux destinataires
2	<ul style="list-style-type: none">• Il y a une possibilité pour le public d'avoir des réponses sur des questions
1	<ul style="list-style-type: none">• Le public peut trouver plusieurs informations sur le projet



Parc naturel des Muverans 4/10

Ceci est un des points délicat. Il n'y a pas eu de plan de communication au niveau de l'étude de faisabilité. La stratégie avait été d'établir le contact avec l'extérieur en utilisant les médias afin de garantir une même version d'information. Avant cette décision, il y a eu parfois de mauvaises informations qui ont été transmises et qui ont généré des confusions. Des malentendus sont parvenus aussi par un communiqué qui parlait du droit de l'accès à des diverses routes dans le parc naturel des Muverans.

Donc suite à cela, le directeur avait décidé de ne plus avoir deux sources d'informations et de faire lui-même le contact avec l'extérieur.

Voici les points importants au niveau de la communication de l'association du parc naturel :

- Établir un contact direct avec les 16 communes touchées par le projet - Tous les représentants des communes sont membres du comité de l'association.
- Les informations ont été diffusées uniquement par les relations publiques (conférences de presse et communiqués), donc par le président de l'association.
- Pour les gens de la commune, un classeur avait été remis à chaque commune afin d'informer tous les habitants sur le projet.
- Il y avait eu un bulletin d'informations.
- Le contact direct avec la population n'a pas été assuré comme dit Alain Stauber⁴³ en 2005 après l'abandon du projet.

La communication ne fonctionnait pas toujours dans les deux sens, ce qui veut dire que les communes avaient des informations qui n'ont pas été transmises au comité de l'association.

Aletsch 10/10

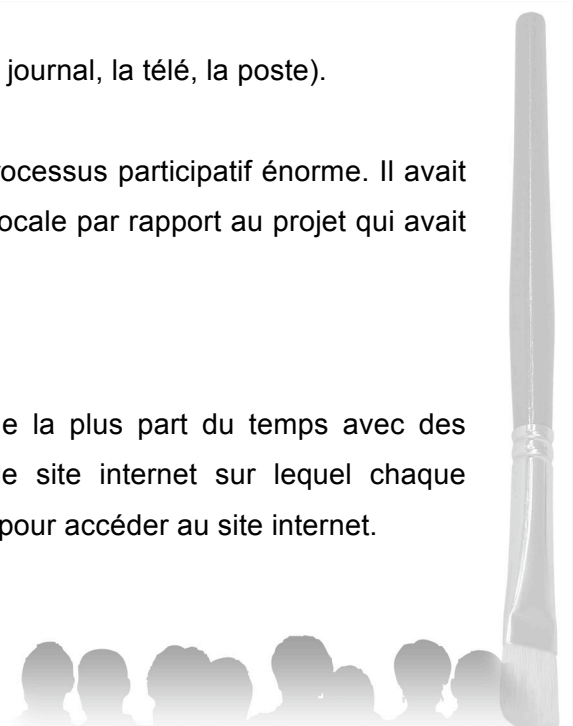
Au niveau de l'extérieur, il a fonctionné avec la presse (le journal, la télé, la poste).

Il faut dire que le projet Aletsch avait mis en place un processus participatif énorme. Il avait comme but de créer une identification par la population locale par rapport au projet qui avait été mis en place (« Creating ownership »).

Projet Damtrix 5/10

La communication au niveau de l'association fonctionne la plus part du temps avec des rencontres, des emails/téléphones, mais aussi avec le site internet sur lequel chaque membre ou partenaire du projet a un « login » personnel pour accéder au site internet.

⁴³ Hintermann & Weber SA, Montreux



La communication avec l'extérieur sera l'étape de novembre 2009. Cette étape va être planifiée et exécutée par la commission de la communication. La responsable de cette commission est une experte et directrice dans ce métier. Les pistes exactes seront organisées les cinq prochains mois.

Le réseau qui supporte le projet

Points	Critères
2	• La politique locale fait partie du réseau
1	• Certaines politiques locales font partie du réseau
3	• La politique cantonale fait partie du réseau
1	• La politique nationale fait partie du réseau
1	• Les médias font partie du réseau
3	• Le réseau est basé sur des personnes de compétences

Parc naturel des Muverans 9/10

Le réseau de l'association du parc de Muverans se composait de la manière suivante :

- Les 16 communes qui auraient été touchées par le parc national, donc de chaque commune il y avait un représentant directement dans l'association.
- La confédération : OFEFP⁴⁴ (soutenait le projet avec tous les moyens à disposition).
- Les représentants des deux cantons (Vaud et Valais)
- Le bureau d'étude mandaté
- Les membres de l'association (les différentes commissions)
- Pro Natura et le WWF

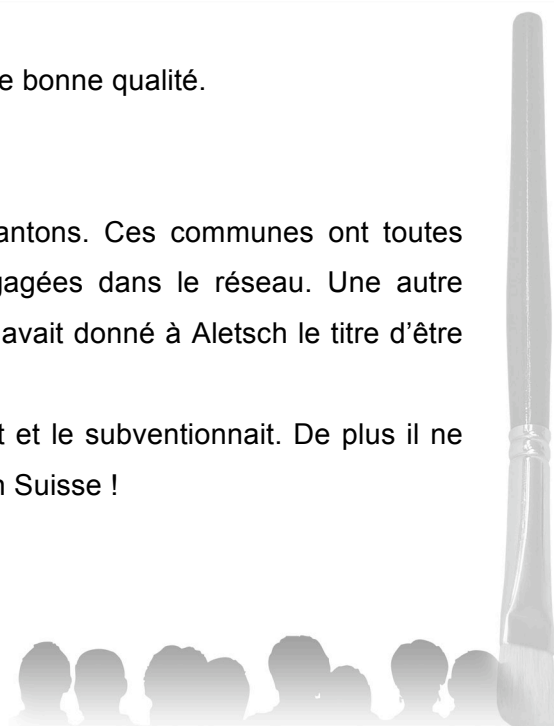
Donc le réseau qui supportait l'association était large et de bonne qualité.

Aletsch 10/10

Le projet touche 26 communes différentes sur deux cantons. Ces communes ont toutes signé la charte du projet Aletsch et se sont donc engagées dans le réseau. Une autre organisation dans le réseau est bien sûr l'UNESCO, qui avait donné à Aletsch le titre d'être un héritage mondial.

Les deux cantons étaient aussi dans le réseau du projet et le subventionnait. De plus il ne faut pas oublier dans le réseau d'Aletsch la Confédération Suisse !

⁴⁴ L'Office fédérale de l'environnement et du paysage



Projet Damtrix 7/10

La politique cantonale (le service culturel et le service du tourisme) font partie du projet et le supportent. Actuellement le projet fait les rencontres avec les communes touchées par le projet. Au sujet de ce point il y a déjà des communes qui ont accepté le projet Damtrix.

Tout le réseau est basé sur des gens compétents comme expliqué déjà sous le point des compétences des personnes impliquées au projet.

La politique nationale n'est pas encore été intégrée au projet, mais ce point reste encore ouvert suite à l'avancement du projet. Egalement les médias ne sont pas encore informés par rapport au projet Damtrix.

L'intégration de la politique dans le projet

Points	Critères
4	<ul style="list-style-type: none">• La politique locale fait partie du réseau
2	<ul style="list-style-type: none">• Certaines politiques locales font partie du projet
4	<ul style="list-style-type: none">• La politique cantonale fait partie du réseau
2	<ul style="list-style-type: none">• La politique nationale fait partie du réseau

Parc naturel des Muverans 10/10

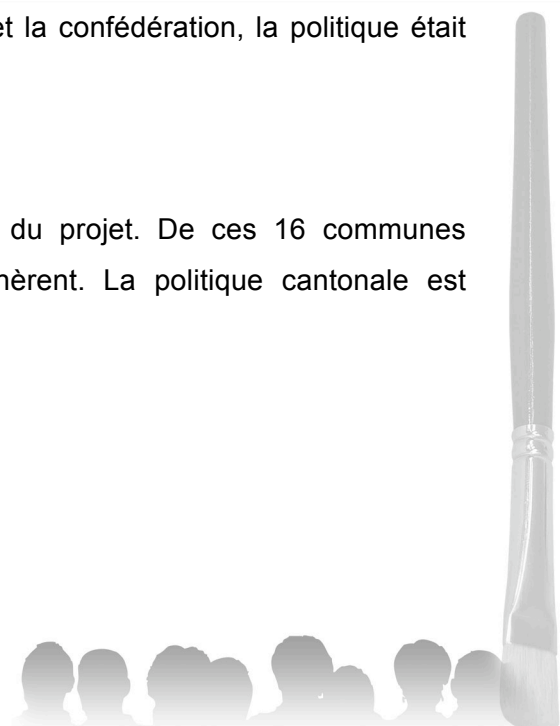
Comme déjà dit, il y avait les 16 communes qui ont été directement incluses dans l'association par un représentant de chaque commune. De plus il y avait également les représentants des cantons qui supportaient ce projet.

Aletsch 10/10

Avec les 26 communes, les cantons (Valais et Berne) et la confédération, la politique était très fortement intégrée au niveau du projet.

Projet Damtrix 6/10

Il y a 14 barrages sur 16 communes qui font partie du projet. De ces 16 communes actuellement deux sont au courant du projet et l'adhèrent. La politique cantonale est complètement intégrée dans tout le processus du projet.



L'information de la population locale au niveau du projet

Points	Critères
1	<ul style="list-style-type: none">La population concernée est informée par les journaux cantonaux
2	<ul style="list-style-type: none">La population concernée est informée par les journaux locaux
2	<ul style="list-style-type: none">La population concernée est informée par courrier
2	<ul style="list-style-type: none">L'information à la population concernée touche les destinataires
2	<ul style="list-style-type: none">Ce sont des experts qui font la communication à l'extérieur
1	<ul style="list-style-type: none">Le « Bouche-à-oreille

Parc naturel des Muverans 5/10

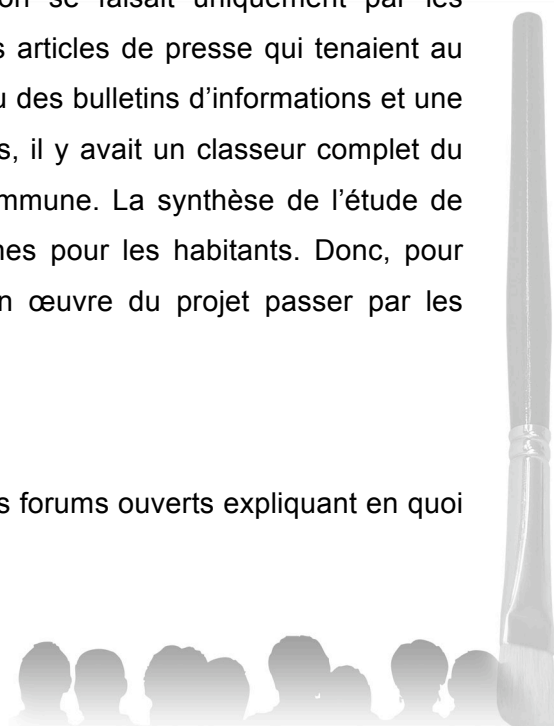
Tout d'abord, voici les groupes que l'association avait pris comme public cible :

- Canton, communes, réseaux politiques et les bourgeoises
- La population
- La Chasse
- Les acteurs liés à la forêt
- L'agriculture
- Utilisateurs de la montagne pendant les loisirs
- Milieu du tourisme
- Autres milieux économiques
- Les milieux écologiques
- La Confédération

La communication qui avait eu lieu avec la population se faisait uniquement par les communes (les conseils) ou par la presse. Il y avait des articles de presse qui tenaient au courant de l'avancement du projet. Les communes ont eu des bulletins d'informations et une plaquette qui était à la disposition des habitants. De plus, il y avait un classeur complet du projet qui pouvait être vu par chaque habitant de la commune. La synthèse de l'étude de faisabilité avait été imprimée et distribuée aux communes pour les habitants. Donc, pour résumer, l'information à la population avant la mise en œuvre du projet passer par les conseils communales.

Aletsch 10/10

La population avait été informée par courrier, médias, des forums ouverts expliquant en quoi consistait le projet.



Il est important de dire qu'à ce moment-là, rien n'avait été décidé car le projet d'Aletsch est basé sur la participation de la population locale.

Projet Damtrix 2/10

Actuellement le projet Damtrix n'est pas encore au stade de passer l'information à la population. L'information à la population sera prise en charge par une des commissions du projet Damtrix. Cette commission de la communication est déjà en train de mettre sur pied la méthode de communication avec l'extérieur.

Sondage auprès de la population

Points	Critères
3	<ul style="list-style-type: none">• La population est invitée à un sondage de manière personnel (lettre)
1	<ul style="list-style-type: none">• Le sondage est fait par lettre de renvoi (questionnaire)
1	<ul style="list-style-type: none">• Le sondage est fait par site internet
3	<ul style="list-style-type: none">• Le sondage est fait par un processus participatif
2	<ul style="list-style-type: none">• Le sondage est effectué par des experts

Parc naturel des Muverans 0/10

Il y aurait eu un sondage auprès de la population, mais seulement dans la 2^{ème} phase. Cette phase n'a malheureusement jamais vu le jour. Des éléments qui auraient été présents dans cette 2^{ème} phase (phase avant-projet RegioPlus) :

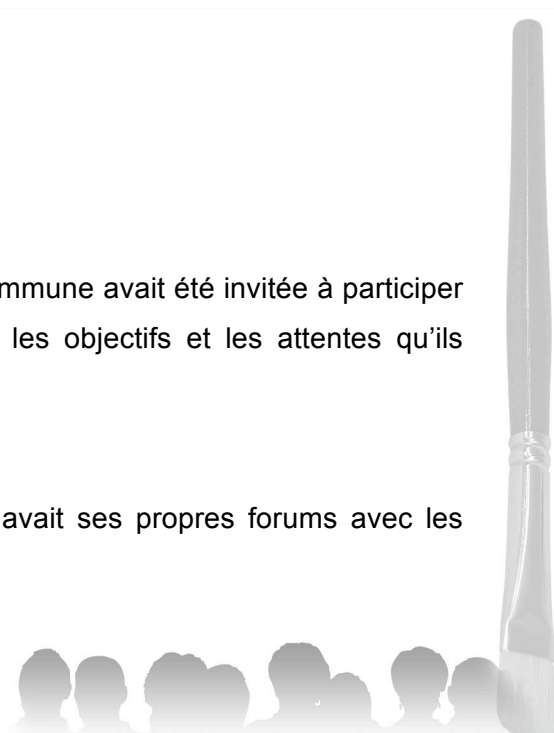
- Mise en place d'un site internet
- Des conférences et aussi des rencontres
- La mise en place d'une plate-forme d'échange
- Forums publics

Aletsch 8/10

Comme dit auparavant, toute la population de chaque commune avait été invitée à participer à un forum ouvert, où le but était de mettre en place les objectifs et les attentes qu'ils avaient.

Pour éclaircir le déroulement de ces forums ouverts :

- Chaque commune (26 communes sur deux cantons) avait ses propres forums avec les habitants de la commune.



- Il y a eu dans chaque commune trois forums, le premier était un échange de visions et d'attentes des populations par rapport au projet. Dans le 2^{ème} il y avait les discussions sur les objectifs du projet. Et le 3^{ème} était pour des discussions (s'il y a des conflits) des concrétisations des objectifs pour définir les lignes du projet.
- Pour terminer ces forums il y avait un 4^{ème} forum dans toutes les communes et les deux cantons ont été réunis dans une salle à Naters. L'objectif avait été de déterminer le champ d'action avec tous les participants et de déterminer également les priorités.

Projet Damtrix 0/10

Egalement au niveau du sondage auprès de la population le projet Damtrix n'a pas encore avancé.

Consultation de la population locale

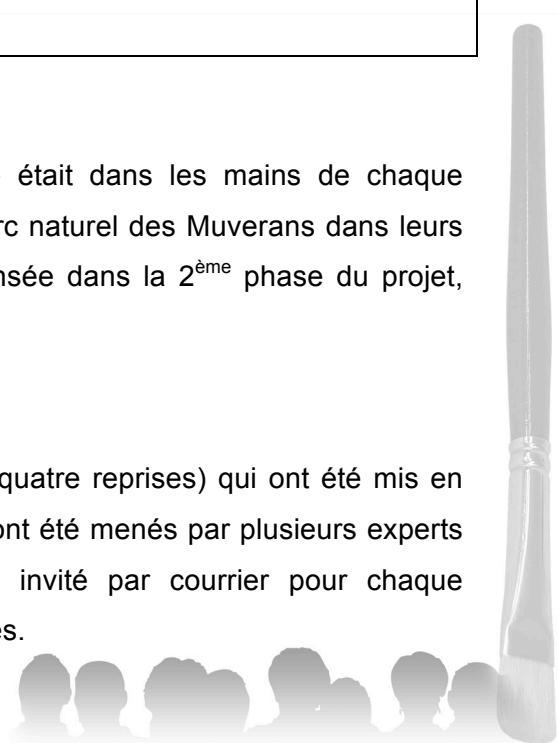
Points	Critères
3	<ul style="list-style-type: none"> • Toute la population locale est consultée quatre fois ou plus dans un grand forum ouvert à la population locale
2	<ul style="list-style-type: none"> • La population locale est consultée deux fois ou plus dans un grand forum ouvert à tous
1	<ul style="list-style-type: none"> • La population locale est consultée une fois
3	<ul style="list-style-type: none"> • Les consultations sont menées par des experts
2	<ul style="list-style-type: none"> • Les informations pour les séances de consultations sont envoyées par courrier
2	<ul style="list-style-type: none"> • Les informations pour les séances de consultations sont publiées dans les journaux

Parc naturel des Muverans 0/10

L'information à la population avant la mise en œuvre était dans les mains de chaque commune. Une minorité des communes ont parlé du parc naturel des Muverans dans leurs journaux. La consultation de la population avait été pensée dans la 2^{ème} phase du projet, dans la phase RegioPlus.

Aletsch 10/10

Oui, elle avait été consultée par ces forums ouverts (à quatre reprises) qui ont été mis en place dans chaque région (26 communes). Ces forums ont été menés par plusieurs experts des processus participatifs. Le public local avait été invité par courrier pour chaque consultation et les informations ont également été publiées.



Projet Damtrix 0/10

Aussi ce point sera mis en route dès fin novembre 2008.

Possibilité de déterminer des orientations par la population locale

Points	Critères
7	<ul style="list-style-type: none">La population locale peut déterminer tous les buts du projet dès le départ du projet
6	<ul style="list-style-type: none">La population locale peut déterminer les buts du projet dans sa région dans une phase avancée du projet
3	<ul style="list-style-type: none">La population locale peut déterminer certains buts du projet qui sont important pour sa région
3	<ul style="list-style-type: none">La mise en place de cette enquête de détermination est prise en charge par des experts du projet

Parc naturel des Muverans 0/10

La population aurait pu déterminer les orientations dans cette 2^{ème} phase du projet.

Aletsch 10/10

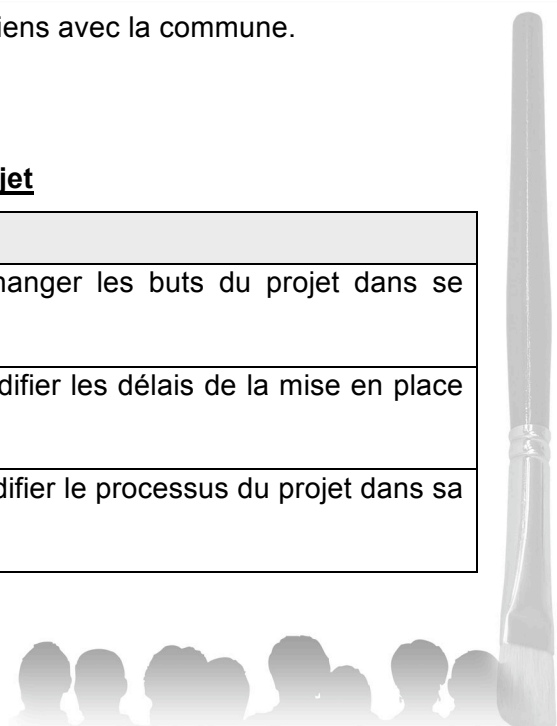
Par ce processus participatif, la population avait la possibilité de déterminer toutes les orientations du projet. Pour cela il y avait des experts qui ont été engagés.

Projet Damtrix 0/10

Le projet Damtrix a dans ses buts de faire participer la population locale de chaque région. Mandatés pour cela, des experts qui mèneront ces entretiens avec la commune.

Intégration de la population locale à la gestion du projet

Points	Critères
4	<ul style="list-style-type: none">La population locale peut changer les buts du projet dans sa région
3	<ul style="list-style-type: none">La population locale peut modifier les délais de la mise en place du projet dans sa région
3	<ul style="list-style-type: none">La population locale peut modifier le processus du projet dans sa région



Parc naturel des Muverans 0/10

Dans la 2^{ème} phase RegioPlus la population locale de chaque région aurait été intégrée à la gestion du projet.

Aletsch 10/10

La population locale était donc complètement intégrée au niveau de la gestion du projet et pouvait donc décider de toute la gestion.

Projet Damtrix 0/10

En conséquence, l'intégration de la population locale à la gestion du projet est un point sur lequel l'association Damtrix devra être attentif. Actuellement ce n'est pas encore élaboré par l'association Damtrix.

La possibilité de résoudre des conflits internes par la population locale

Points	Critères
2	<ul style="list-style-type: none">La population locale a des établissements mis à disposition pour résoudre des conflits internes
4	<ul style="list-style-type: none">Il y a un expert pour trouver des solutions avec la population locale
4	<ul style="list-style-type: none">Le projet est flexible au niveau du temps en cas de conflits internes

Parc naturel des Muverans 0/10

Elle aurait pu le faire dans la 2^{ème} phase.

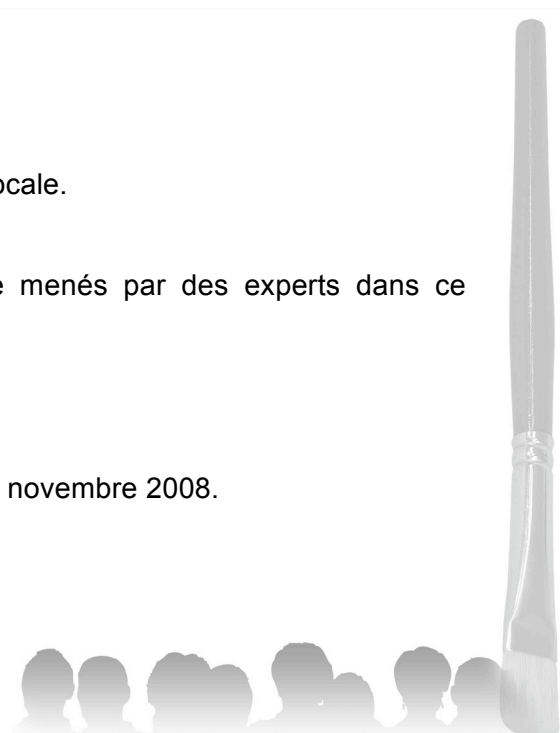
Aletsch 10/10

Les conflits ont été également résolus par la population locale.

Ici il faut encore dire que ces forums ouverts ont été menés par des experts dans ce domaine !

Projet Damtrix 0/10

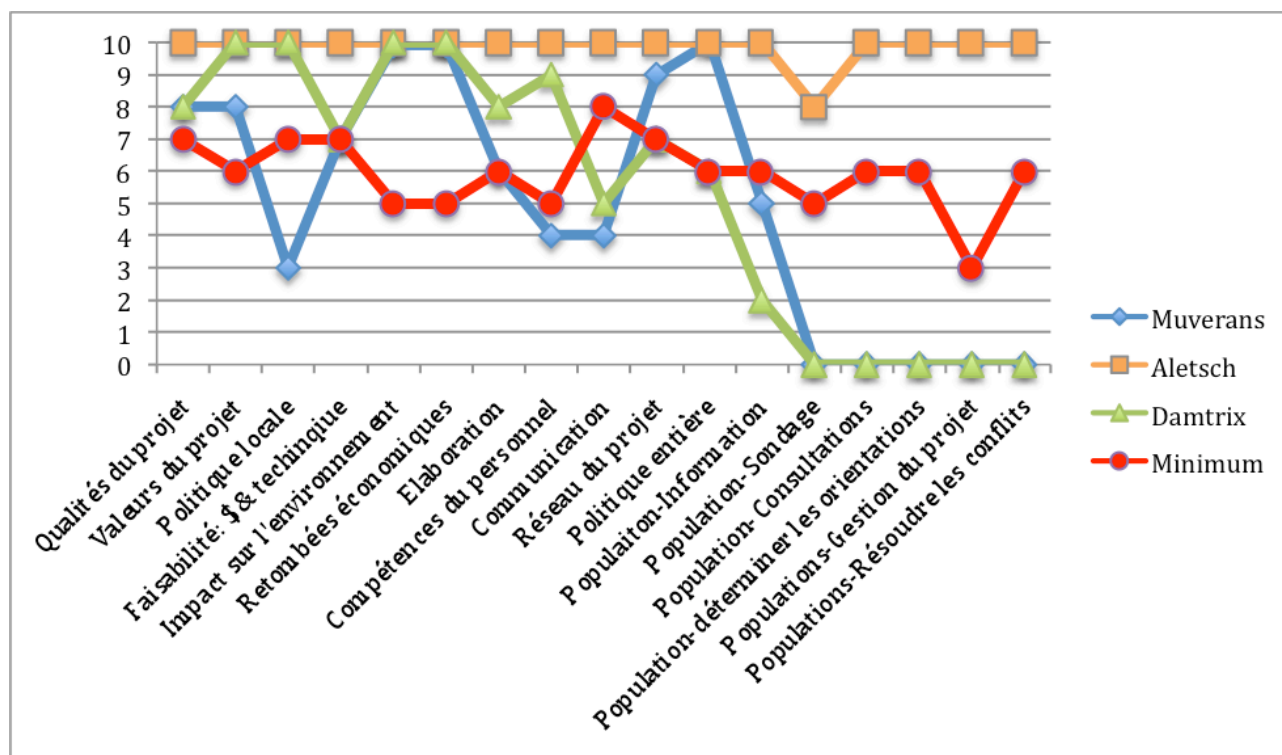
Cet aspect sera également pris en charge dès le mois de novembre 2008.



Synthèse pour le projet Damtrix

Cette synthèse a comme objectifs de donner un guide pour le projet Damtrix, basé sur la théorie et aussi sur la comparaison et l'analyse des deux projets.

Dans le graphique ci-dessous, on peut revoir tous les aspects sur lesquels la comparaison avait été effectuée. Il y a une ligne rouge qui montre le minimum de points à devoir acquérir pour que le projet puisse se réaliser.



Il y a plusieurs aspects qui ressortent dans ce graphique. Le premier est sûrement que le projet d'Aletsch a réussi sans aucun doute tous les différents aspects qui ont été analysés. Il y avait un processus participatif énorme qui coûtait non seulement beaucoup d'argent, mais aussi du temps et du savoir faire. La direction du projet Aletsch avait tous les moyens et ressources au niveau du soutien et de l'organisation pour planifier tout en détail.

Un autre aspect beaucoup plus intéressant qui ressort, c'est la courbe bleue du parc naturel des Muverans. Au début cette ligne descend largement sous la ligne rouge. Il n'y avait pas assez d'investigations au niveau de la politique locale. La deuxième phase auprès de la population locale n'a pas pu avoir lieu, parce que le projet a dû être arrêté suite aux votations communales. De plus la communication dans ce projet n'était pas toujours efficace.

Dominique Rast affirme que s'il pouvait refaire le projet, il ferait des séances beaucoup plus intensives, plus régulièrement et spécialement avec les présidents de chaque commune. Il a dû travailler avec les conseillers délégués de chaque commune. Ceci aurait permis que toutes les communes comprennent le projet et le message qui l'accompagne.

J'aimerais relever maintenant les points du projet Damtrix qui sont inférieurs ou limites à la ligne rouge dans le tableau ci-dessus.

Sous le point des qualités du projet, il ressort que l'association Damtrix doit être attentive sur l'aspect, que le projet s'implante dans le lieu de destination. Ceci est un des points qui avait été ressorti lors d'une enquête sur le barrage d'Émosson. Il est donc primordial que les fresques peintes sur les barrages soient adaptées à l'environnement social et géographique. Pour la mise en place, il faudra être très prudent sur cet aspect-là.

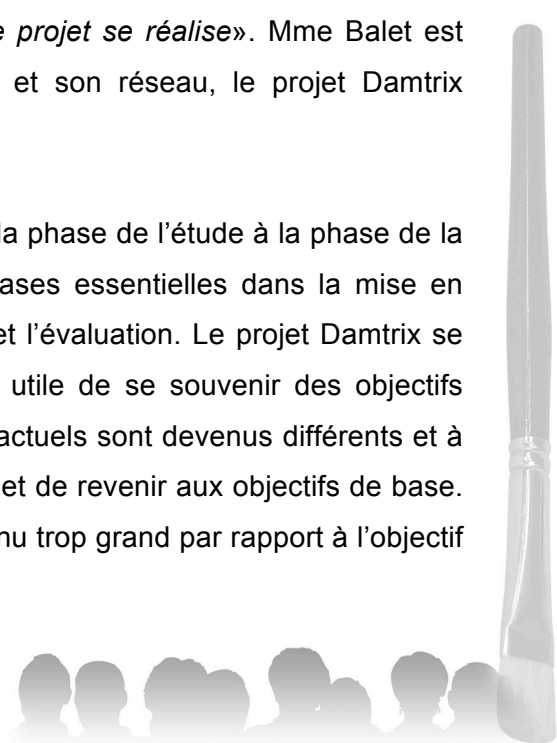
Un autre point qui est ressorti lors des entretiens avec Georges Pfründer⁴⁵ et Chantal Balet⁴⁶ est celui de l'excellence artistique. Ce niveau de qualité doit rester au bénéfice des régions. Des artistes internationaux reconnus seront mis en avant par la commission artistique dirigée par Georges Pfründer.

Au niveau de la faisabilité financière l'Etat du Valais soutient le projet avec un préfinancement. Mais ce préfinancement ne suffira pas pour garantir une réalisation jusqu'au bout. Le projet Damtrix doit concentrer ses ressources au niveau de la faisabilité financière. Le budget total du projet s'élève à plusieurs millions de francs suisses pour lesquels il faudra trouver un partenaire engagé. Mme Balet disait lors d'une séance : « *Il est important de trouver un partenaire qui a un grand intérêt pour que le projet se réalise* ». Mme Balet est intéressée au projet Damtrix, et avec sa compétence et son réseau, le projet Damtrix augmente ses chances de réalisation.

Au sujet de l'élaboration du projet Damtrix, il a passé de la phase de l'étude à la phase de la mise en œuvre. Pour répéter la théorie, il y a trois phases essentielles dans la mise en œuvre du projet. La planification, la gestion des écarts et l'évaluation. Le projet Damtrix se trouve dans la phase de la gestion des écarts. Il sera utile de se souvenir des objectifs initiaux. Suite à cela, il faut se demander si les objectifs actuels sont devenus différents et à quel(s) niveau(x). Il serait peut-être favorable pour le projet de revenir aux objectifs de base. Le projet Damtrix doit être attentif si un tel écart est devenu trop grand par rapport à l'objectif

⁴⁵ Pfründer Georges, directeur de l'ECAV Sierre

⁴⁶ Balet Chantal, avocate-conseil



initial. Cet aspect de revenir en arrière permettra après, au projet Damtrix, de mieux gérer la suite de celui-ci.

On avait vu que le projet Damtrix dispose d'une commission pour la communication. Il sera important que cette commission de communication continue à être autant régulière comme actuellement. Un autre aspect très important est de s'assurer que les informations arrivent aux destinataires. Ici, il faudrait mettre en place un outil pour vérifier cela. De plus, il faut que le public ait une possibilité de trouver des informations supplémentaires, comme des réponses sur leurs éventuelles questions.

A ce stade du projet, il faut avouer que le réseau est déjà très large. Des partenaires importants pour la suite de la mise en place seront les différents médias comme les journaux, télévisions, radios etc. Ici, il est prévu de faire des conférences de presse pour bien informer la population. De plus, il faut garder un contact régulier avec les médias, pour qu'ils soient toujours au courant de l'avancement du projet.

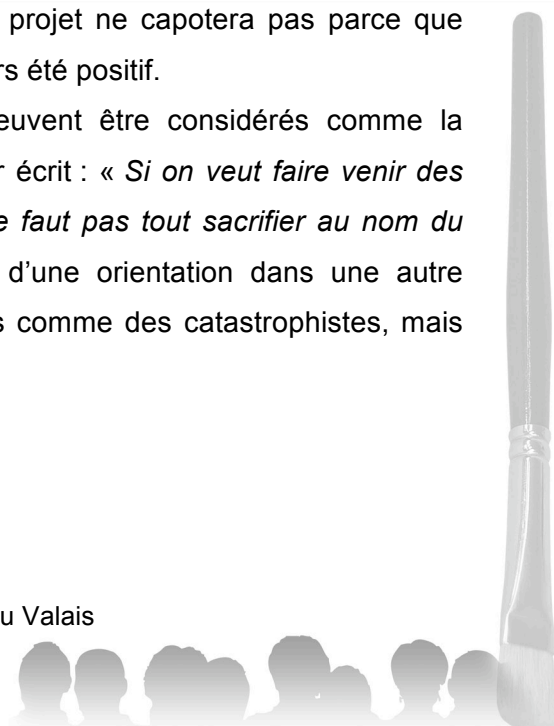
La politique cantonale et certaines politiques régionales sont déjà intégrées dans cette nouvelle aventure. Maintenant il est très important d'intégrer les autres communes. Pour assurer la continuité d'une galerie planétaire, il faut l'adhésion de toutes les communes possibles.

Par le chef de service de l'économie, François Seppey⁴⁷, le conseil d'Etat sera invité à soutenir le projet Damtrix au niveau national.

J'aimerais relever ici le livre (rêver – à l'écoute de son village) dans lequel Bernard Attinger (Ex Architect du canton du Valais) dit clairement qu'un projet ne capotera pas parce que l'Etat aurait dit non. Pour ce type de projet, l'Etat a toujours été positif.

Sur cette même page, il est dit que les barrages peuvent être considérés comme la concrétisation de projets fous. De plus, Bernard Attinger écrit : « *Si on veut faire venir des gens en Valais, il faut que le paysage soit beau et il ne faut pas tout sacrifier au nom du tourisme d'hiver.* » Les gens qui parlent actuellement d'une orientation dans une autre direction que le tourisme d'hiver sont encore considérés comme des catastrophistes, mais M. Attinger affirme clairement qu'il faut les écouter.

⁴⁷ François Seppey, Chef du service de l'économie au canton du Valais



Les prochains paragraphes traiteront des aspects de l'intégration de la population locale suite au projet Damtrix. La théorie a montré les six différents niveaux de la participation⁴⁸ sur laquelle la troisième partie de l'analyse auprès des projets avait été basée. Le projet Damtrix n'est actuellement pas encore dans cette phase de l'intégration de la population locale. Les critères sous chaque niveau montrent ce qui est primordial pour acquérir les points nécessaires pour ne pas avoir de doutes au niveau de la réalisation.

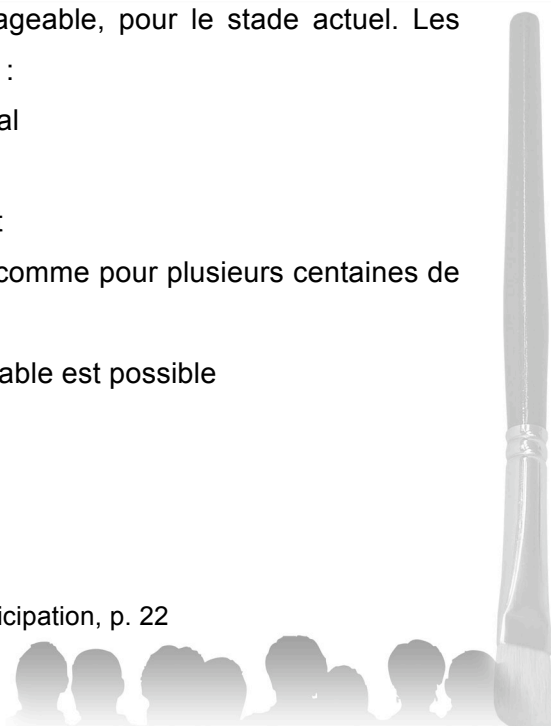
Selon discussion avec les responsables du projet Damtrix, le projet va s'orienter dans une direction de faible participation. Cette pré-décision avait été prise lors d'une séance avec le président de la commune d'Hérémece et également avec le président de la commune d'Ayent, qui n'estiment pas nécessaires de s'investir dans un processus de forte participation.

Les aspects évidents du « Contre » pour une faible participation se limitent sur la consultation et l'information à la population. Le premier aspect est que la compréhension du public restera limitée et que des informations pertinentes ne seront pas recueillies. Un autre point est que le processus est faible sur le plan des compromis du développement durable. Si le projet Damtrix décide de rester sur le chemin de la faible participation (donc les trois premiers niveaux) il va falloir éliminer ces deux aspects forts contre la faible participation pour ne pas prendre un risque de capoter à cause de cela.

Actuellement il n'y a pas un conflit existant, mais le projet Damtrix aura une influence sur le paysage au niveau de l'habitation et le tourisme dans cette région. Suite à cet aspect on peut prétendre que le processus participatif aiderait à la prévention d'un éventuel conflit. J'aimerais donc ressortir le processus participatif envisageable, pour le stade actuel. Les critères obligatoires pour ce processus envisageable sont :

- Le processus peut être mis en place au niveau communal
- La prise de décision n'est pas élaborée ensemble
- Le public comprend bien les aspects pertinents du projet
- Le processus peut être mis en place pour peu de gens comme pour plusieurs centaines de participants
- Un compromis au niveau du plan du développement durable est possible

⁴⁸ Participation, paragraphe 6 – les différents niveaux de la participation, p. 22



Sous le point de la participation (Chapitre 5 – Les différentes méthodes participatives) on peut ressortir le processus « **Open Space Technology (OST) – Forum ouvert** » qui correspond aux critères posés ci-dessus.

Voici comment le projet Damtrix pourrait s'attribuer la méthode d'OST concrètement :

Si on traduit « Open Space Technology » on comprend le terme de la liberté. C'est exactement cette méthode. C'est du temps et de l'espace pour en savoir plus sur la thématique du jour. Du temps mis à disposition pour des personnes qui ne sont pas au courant de l'actuel projet, ou bien pour les curieux de la commune. Cette méthode ne connaît pas un agenda strict qui doit être respecté lors du processus, mais régulièrement il y a une thématique qui est mise en place après avoir expliqué le projet ou le sujet pour lequel la journée avait été organisée.

La méthode est un processus de faible participation qui inclut tout à fait les trois premiers niveaux (*voir chapitre participation – point 6 : les différents niveaux de la participation*) :

Les participants écoutent, font partie des sondages et ils sont consultés par les personnes qui mettent le projet en place. De plus, il est important pour l'association Damtrix d'être crédible lors de cette journée. Il faut que les experts du projet soient présents pour pouvoir répondre exactement à des questions précises. Aussi, il est très important qu'il y ait plusieurs experts des processus participatifs (cela dépend de la grandeur de la commune) qui seront présents lors de la journée pour organiser cette rencontre. Il est très important que ces experts sachent ce que l'association Damtrix propose comme objectifs.

Conclusion

Le succès d'un projet dépend de plusieurs ingrédients nécessaires pour qu'un projet puisse se réaliser. Le graphique (le fil rouge avec les critères à atteindre) qu'on a vu dans le chapitre de la comparaison des deux projets d'envergure nous montre ce qui est nécessaire pour se rapprocher le plus possible d'une réalisation d'un projet. A l'intérieur de ces points, il y a des variations importantes, comme on peut le voir suite à la ligne rouge. Il ne faut jamais sous-estimer un critère, car souvent un point est atteint en se construisant sur un autre point.

Est-ce que le projet du parc naturel des Muerans aurait pu se réaliser s'il y avait eu un processus participatif ? On ne peut pas en avoir la certitude aujourd'hui, mais il semble qu'un processus participatif est nécessaire pour les autorités politiques et la population.



Les présidents des petites communes valaisannes ont souvent une très grande influence sur les habitants, car ils connaissent leurs citoyens. Le projet Damtrix doit être absolument attentif à s'orienter directement vers eux. Il serait préférable que les présidents deviennent directement membres de l'association.

Il serait été très intéressant d'approfondir les recherches en faisant des comparaisons plus larges. En allant dans les détails et en effectuant des analyses plus approfondies, les processus participatifs apporteraient également des indicateurs supplémentaires pertinents.

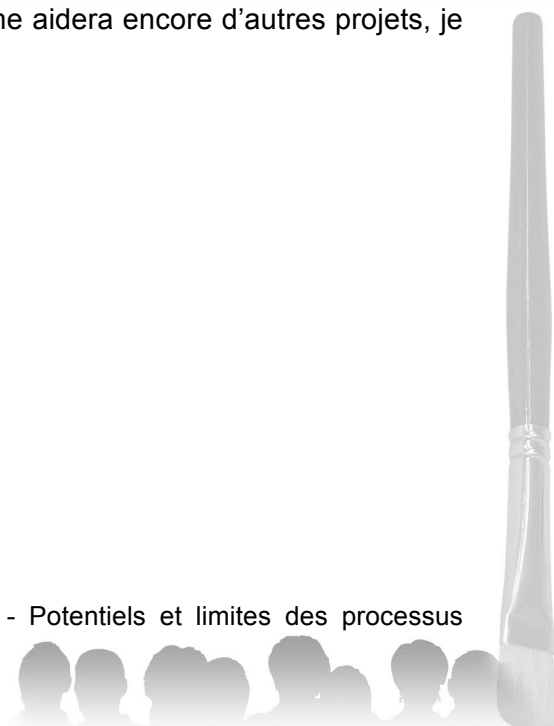
On peut donc affirmer que la réussite d'un projet dépend de ses spécificités et du processus mis en œuvre. Dans une action environnemental, telle que proposée par Damtrix, l'implication des populations locales est une condition « sine qua non » pour sa réussite.

Pour ma part, je partage l'avis de Simmen et Walter⁴⁹, qu'aujourd'hui les méthodes participatives jouent un rôle très important dans l'espace alpin, parce que la valeur du paysage est élevée pour le tourisme et aussi pour l'écologie. Mais nous savons que les problèmes dans l'espace alpin deviennent toujours plus complexes avec le changement climatique et structurel, l'exode rural ou les conflits d'utilisation. Nous pouvons dès lors supposer que les différentes méthodes participatives seront à l'avenir encore beaucoup plus importantes pour toute la gestion du paysage alpin.

De plus, je trouve qu'il est évident de distinguer chaque projet par rapport au processus participatif qui est mis en place, car tous les projets n'appliquent pas la même méthode participative.

En espérant que le guide élaboré par ce travail de diplôme aidera encore d'autres projets, je souhaite toute la réussite pour l'association Damtrix !

⁴⁹ Simmen, Walter. (2007), Façonner ensemble le paysage - Potentiels et limites des processus participatifs, p. 18-19



La direction est maintenant éclairée



SOURCES

Animation

Monographies

GILLET, Jean-Claude. Animation : Der Sinn der Aktion. Luzern : Verlag für Soziales und Kulturelles, 1998

MOSER, Heinz et al. Soziokulturelle Animation: Grundfragen, Grundlagen, Grundsätze. Luzern: Verlag für Soziales und Kulturelles, 1999

RAPILLARD, Fabrice. Le développement d'une station touristique en Valais et son impact sur la communauté locale – Anzère-Ayent, 2001

RÜTTER, Heinz et al. Le tourisme en valais : étude sur la valeur ajoutée. Visp : nbv Druck AG, 2001

SPIERTS, Marcel. Balancieren und Stimulieren : Methodisches Handeln in der soziokulturellen Arbeit. Luzern : Verlag für Soziales und Kulturelles, 1998

VALAIS TOURISME. Marketing et plan d'activités : Développement touristique valais, 2007

VOISARD, Michel. Soziokulturelle Animation beobachtet : ein systemtheoretischer Beitrag zur Freizeitpädagogik. Heidelberg : Verlag für systemische Forschung, 2005

Articles

RIBORDY, Véronique. Sonvillaz sort de sa torpeur : exposition à Saint-Léonard, culture et politique ont trouvé un moyen de faire bon ménage avec un nouveau concept d'animation artistique de Sonvillaz. Nouvelliste : 2006, 195, p.31 : ill

Sites internet

Planet21-Handbuch-Wissen über nachhaltige Gemeindeentwicklung (Guide Planète 21 – Données sur le développement durable des communes, <http://www.planet21.ch> le 28.01.2008).

Projet

Monographies

Association Parc naturel des Muverans, Etude de faisabilité d'un parc national, Synthèse, 2004

BENDER, Gabriel. DUC, Mélanie. FELLAY, Jean-Charles. Rêver : Voyage onirique et imaginaire en Valais. Sembrancher, Mai 2006

BONNET, Claude. Réussir des projets : Construire un avant projet. Lyon 1998

BOUTINET, Jean-Pierre. Anthropologie du projet. Paris, 1990

BOY, Jacques. DUDEK, Christian. KUSCHEL, Sabine. Projektmanagement : Grundlagen, Methoden und Techniken, Zusammenhänge. Gabal Verlag : Offenbach, 2003

CHAMBON, Martine. PETROUZE Henri. Conduire un projet dans les services. Lyon, 2000

KELLNER, Hedwig. Ganz nach oben durch Projektmanagement. Wien : Carl Hanser Verlag, 2000

KESSLER Heinrich, WINKELHOFER, Georg. Projektmanagement: Leitfaden zur Steuerung und Führung von Projekten. Berlin : Springer Verlag, 2004

KUNOW, Ilonka. Projektmanagement. Planegg : Haufe 2004

Module OASIS HES-SO : Action culturelle et développement de projets. EESP Lausanne : septembre 2007 à décembre 2007 : Saskia Pflegard et Gertrud Arnold Taha

RIETIKER, Stephen. Der neunte Schlüssel : Vom Projektmanagement zum projektbewussten Management. Bern : Haupt, 2006

ROHDE, Adolf. Ganzheitliches Projektmanagement. Zürich : Versus, 2006

SHELLE, Heinz. Projekte zum Erfolg führen : Projektmanagement systematisch und kompakt. München : Dt. Taschenbuch-Verl., 2004

SCHULZ-WIMMER, Heinz. Projektmanagement Trainer. Planegg : Haufe, 2005

UNESCO, Managementstrategie für das UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschorn, Naters, 2005

Participation

Articles

Christoph Clivaz Séminaire « Quelle participation faut-il des projets réussis dans le domaine du territoire et de l'environnement. Sierre, décembre 2007

Monographies

GILLET, Jean-Claude. Animation : Der Sinn der Aktion. Luzern : Verlag für Soziales und Kulturelles, 1998

LIMBOS, Eduard. La participation : Conseil et méthodes pour développement la qualité et l'animation de la „vie associative“. France, 1986

MOSER, Heinz et al. Soziokulturelle Animation: Grundfragen, Grundlagen, Grundsätze. Luzern: Verlag für Soziales und Kulturelles, 1999

SIMMEN, Helen, WALTER, Felix. Façonner ensemble le paysage – Potentiels et limites des processus participatifs. Zürich, 2007

SPIERTS, Marcel. Balancieren und Stimulieren : Methodeisches Handeln in der soziokulturellen Arbeit. Luzern : Verlag für Soziales und Kulturelles, 1998

SUDEICK, Bernhard W. Politische Partizipation und Lehrerfort – und – Eeiterbildung. Frankfurt am Main; Bern; New York; Paris : Lang, 1988

UEBERSAX, Peter. Betroffenheit als Anknüpfung für Partizipation. Basel und Frankfurt am Main, 1991

Experts

Balet Chantal, Avocate-Conseil

Bender Gabriel, Sociologue et Historien. Développement local - jeunesse - politique de la jeunesse - culture locale - histoire économique et sociale - micro histoire – CREPA

Blanc Jacques, Vice président de la commune d'Ayent

Clivaz Christoph Expert en thématique de la participation, et responsable de la commission du développement durable du projet Damtrix

Cordonnier Jacques, Directeur des médiathèques VS

Dayer Joseph, Président de la commune d'Hérémente

Deslarzes Bertrand, Responsable de la culture "Vallée de Bagnes"

Forclaz Yvan, Coordinateur et responsable du projet Damtrix

Jack Michelet, Expert en Economie et développement durable

Pfründer Georges, Directeur de l'ECAV à Sierre

Rast Dominique, Ancien directeur du projet parc naturel des Muverans

Rausis Daniel, humoriste, comédien, journaliste, librettiste, parolier, chroniqueur suisse

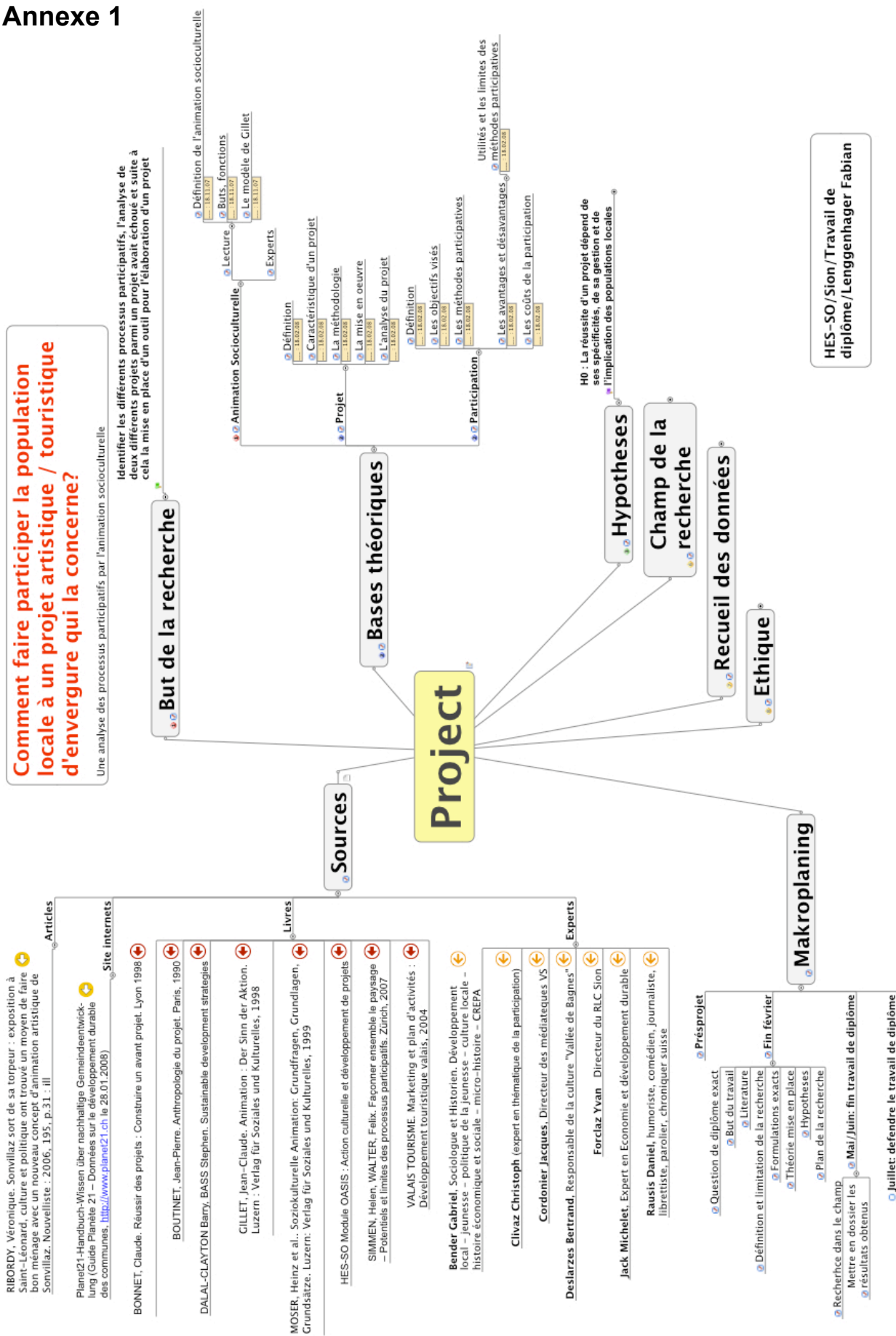
Ruppen Beat, Responsable du projet d'Aletsch et du plan de management d'Aletsch

Vasileva Mila, Graphiste/Artiste de Sofia (Bulgarie), l'image du peintre, du tunnel et le léger design de chaque page ce sont sa propre création

ANNEXES

1. MindMap de la planification du travail de mémoire
2. Interviews (UNESCO et Parc naturel des Muverans)
3. Quelques articles de presse
4. Parc naturel des Muverans - bulletin d'info N. 2
5. Parc naturel des Muverans – Etude de faisabilité
6. Un extrait du plan management d'UNESCO (en allemand)

Annexe 1



Annexe 2

Questionnaire Parc naturel des Muverans

Quelles ont été pour vous les qualités du projet au niveau de la localisation

Quelles sont les valeurs du projet?

Comment trouvez-vous que le projet s'inscrivait dans la tradition locale et aussi dans la politique du développement? (L'histoire locale)

Était le projet faisable financement ? Et techniquement ?

Qu'est ce qui changeait pour l'environnement si le projet serait passé?

Quel seront été les retombés économiques suivi du projet?

Comment le projet avait été élaboré ? Avait-il une méthodologie utilisé ?

À votre avis, est-ce qu'il y avait eu un manqué de compétences dans un de ces différents organes, si oui à quel niveau?

Comment avait fonctionné la communication dans le projet au niveau de l'association et aussi au niveau l'extérieur?

Comment était le réseau qui supportait le projet du parc naturel des Muverans?

Comment les politiques ont été intégrés dans le projet?

Comment la population locale avait été informée au prés du projet?

Avait-il un sondage auprès de la population ? Si oui, comment, sinon, pourquoi pas ?

Était la population locale consultée ?

Avait la population la possibilité de déterminer les orientations ?

Était la population locale intégrée à la gestion du projet ?

Pouvez la population locale résoudre les conflits internes ?

Questionnaire Aletsch

Welches sind für Sie die Qualitäten des Projekts in Bezug auf die Lokalisation der Projektdurchführung?

Wie sehen Sie die Übereinstimmung hinsichtlich der Qualität des Projektes und der Qualität des Durchführungsortes?

Welches sind die Werte des Projektes?

Wie sehen sie den Einbezug des Projektes in die lokale Geschichte des Durchführungsgebietes?

Gab es bei der Projektplanung Schwierigkeiten bei der technischen wie auch der finanziellen Durchführung?

Was hatte das Projekt für Auswirkungen auf die Umwelt?

Wie sehen die wirtschaftlichen Auswirkungen aus?

Was waren für wirtschaftliche Auswirkungen geplant bei der Projektgestaltung?

War das Projekt Aletsch auf eine Projekt-Methodologie aufgebaut? (eine durchdachte methodologische Strategie)

Waren die Leader des Projektes alle fachkompetent, oder gab es einen Kompetenzmangel in einem Organ der Projektgliederung?

Wie funktionierte die Kommunikation beim Projekt Aletsch in Bezug nach Aussen?

Wie sah das Netzwerk aus, welches das Projekt Aletsch unterstützte?

Wie war die Politik im Projekt Aletsch integriert?

Wie wurde die lokale Bevölkerung über das Projekt informiert?

Gab es eine Umfrage bei der lokalen Bevölkerung? Wenn ja wie sah diese aus, wenn nein, wieso gab es keine?

Wurde die lokale Bevölkerung konsultiert? Wenn ja, in welcher Form geschah diese, wenn nein, wieso..?

Hatte die lokale Bevölkerung die Möglichkeit die Richtung des Projektes zu determinieren? Wenn ja, in welcher Weise, wenn nein, wieso..?

War die lokale Bevölkerung bei der Verwaltung des Projektes integriert? Wenn ja wie..

Annexe 3

Anzeige

**NZZ Online**

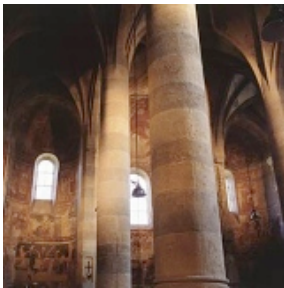
Montag, 15. September 2008, 03:34:16 Uhr, NZZ Online

Nachrichten > Schweiz

8. Juli 2008, 10:01, NZZ Online

Welterbe als überzeugendes Argument

Erstrebenswerte Aufnahme in die Unesco-Liste



Die Klosterkirche St. Johann in Müstair ist seit 1983 Unesco-Welterbe. (Bild: pd)

Die Schweiz ist bisher auf der Unesco-Liste mit sieben schützenswerten Stätten vertreten. Wie hat sich die Auszeichnung als Weltkulturerbe oder Weltnaturerbe ausgewirkt?

Von Isabelle Imhof

Die Aufnahme in die Unesco-Liste des Welterbes ist begehrt. Die Schweiz ist bisher auf der Unesco-Liste mit sieben schützenswerten Stätten vertreten. Bereits seit 25 Jahren gehören das Benediktinerkloster St. Johann in Müstair, der Stiftsbezirk St. Gallen sowie die Altstadt von Bern zum Weltkulturerbe. Im Jahr 2000 kamen die Festungen Castelgrande, Castello di Montebello und Castello di Sasso Corbaro von Bellinzona dazu. Später folgten die Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn-Region, der Monte San Giorgio und die Weinberge des Lavaux.

Wie hat sich dieser Weltkulturerbe-Status auf die verschiedenen Stätten ausgewirkt? Es handle sich, sagt Beat Ruppen, Geschäftsführer der Stiftung Unesco Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, um eine Auszeichnung, sozusagen einen Nobelpreis an eine Landschaft. Diese könne Stolz bei den Einheimischen hervorrufen. Mit der Wertschätzung seien aber auch Verpflichtungen verbunden, mit den Ressourcen und der Landschaft sorgsam umzugehen, sagt Ruppen. Die Bevölkerung sei aufgefordert, den Schutz und die Pflege mitzutragen, handelt es sich doch um ein weltweit schützenswertes Erbe.

Ähnlich reagiert auch Franco Ruinelli, Direktor von Bellinzona Turismo. Durch die Aufnahme in die Unesco-Liste nähmen die Tessiner die drei Burgen anders wahr, das Ansehen und die Anerkennung seien gewachsen. Die Kandidatur sei schwierig gewesen, da bemängelt worden war, dass am Castel Grande zu grosse architektonische Eingriffe erfolgt seien. In einer eigens einberufenen Sitzung habe die Unesco-Kommission jedoch gewürdigt, dass sich die neuen baulichen Elemente deutlich von der historischen Bausubstanz unterscheiden würden und somit für die Besucher transparent werde, was alt und was neu sei.

Keine Unterhaltszahlung

Für das Benediktinerkloster St. Johann in Müstair hat sich die Anerkennung auch finanziell ausgezahlt. Sie habe als überzeugendes Argument bei Gesuchen um Forschungs- und Spendengelder gedient, führt der Historiker

Jürg Goll aus. Die Auszeichnung erinnere die Politiker daran, das Weltkulturerbe zu erhalten und zu pflegen. Denn die Unesco zahle nichts an den Unterhalt der Denkmäler.

Bei allen Welterbe-Stätten handelt es sich auch um ein wirtschaftliches Gut. Dies zeigt sich besonders im Tourismus-Sektor. Bellinzona profitiere von der erhöhten Aufmerksamkeit, sagt Franco Ruinelli. So habe die Zahl der Tagesausflügler zugenommen. Auffällig sei auch, dass die Besucher aus sehr entfernten Ländern, etwa Japan oder Korea stammten. Für Thomas Lüthi, Vizedirektor von Bern Tourismus steht die Bezeichnung Weltkulturerbe für Tradition und Ursprünglichkeit. Die Berner Altstadt sei noch sehr authentisch. Damit hat die Tourismusorganisation, in Kombination mit weiteren Attraktivitäten, ein starkes Verkaufsargument.

Für die nachfolgenden Generationen

Auch für die Jungfrau-Aletsch-Region hat sich die Aufnahme als Weltnaturerbe auf den Tourismus ausgewirkt. Verschiedene lokale Organisationen kooperierten und es entstanden interkantonale Projekte, wie etwa touristische Angebote unter der Bezeichnung «Ferien in der Welterberegion Jungfrau-Aletsch». Die Hochgebirgslandschaft mit der vergletscherte Zone der Jungfrau-Aletsch-Region sei einmalig, sagt Beat Ruppen. Es seien deshalb nachhaltige Projekte entwickelt worden, die auch von Privaten unterstützt würden. Bereits bei der Aufnahme im Jahr 2001 habe man auch die Gebiete um Grimsel, Engelhörner und die Blüemlisalp im Auge gehabt. Diese wurden im vergangenen Jahr zum Welterbe hinzugefügt.

Das Kloster in Münstair erfreue sich zunehmender Besucherzahlen, sagt eine Sprecherin. Ob dies direkt mit dem Weltkulturerbe zusammenhänge, könne sie nicht sagen. Doch sei man vom Massentourismus weit entfernt und das sei auch gut so. Denn das Kloster wird noch immer von Nonnen genutzt.

Innerhalb der Unesco beobachtet Beat Ruppen ein Umdenken. Es gehe jetzt nicht mehr nur darum, ein wichtiges Kulturgut zu schützen und zu erhalten, sondern es optimal zu bewirtschaften. Ziel sei es nun vermehrt, die Integrität der Stätten zu erhalten und der nachfolgenden Generation zu überlassen, wie sie mit dem Erbe umgehen will. Die Welterbe-Gebiete seien weiterhin vielfältigen Veränderungen ausgesetzt. So führen Klimaveränderungen etwa zu einem Rückgang der Gletscher und verändern damit das ökologische Gleichgewicht. Die Trägerschaft des Welterbes Jungfrau-Aletsch verfasst daher regelmässig Berichte über die Veränderungen und liefern auf Vorschläge für mögliche Massnahmen.

Diesen Artikel finden Sie auf NZZ Online unter:

http://www.nzz.ch/nachrichten/schweiz/welterbe_als_ueberzeugendes_argument__1.778279.html

Copyright © Neue Zürcher Zeitung AG

Alle Rechte vorbehalten. Vervielfältigung oder Wiederveröffentlichung zu gewerblichen oder anderen Zwecken ohne vorherige ausdrückliche Erlaubnis von NZZ Online ist nicht gestattet.

Les communes s'engagent

Tout en demandant au Conseil fédéral de revenir sur sa position, les 16 communes membres de l'**Association Parc Naturel des Muverans** ont décidé d'aller de l'avant dans leur projet.

Jeudi soir, à Saillon, les membres de l'Association Parc naturel des Muverans (voir encadré) ont unanimement décidé de poursuivre leurs travaux, malgré la récente prise de position du Conseil fédéral. On rappellera que pour des raisons financières, ce dernier entend geler les projets en cours en les reportant de quatre ans au moins (cf. «Le Nouvelliste» du 27 février dernier). Plusieurs raisons ont poussé les membres à prendre cette décision. D'une part, pas plus tard que mercredi dernier, des parlementaires (Conseil des Etats et Conseil national) ont affirmé vouloir reprendre le dossier et pousser le Conseil fédéral à revenir sur son incompréhensible prise de position. D'autre part, une autre initiative allant dans ce sens est en train d'être lancée par l'Association des présidents des communes suisses. Enfin, les membres ont été convaincus par les arguments développés par le comité de direction de Parc naturel des Muverans (PNM) qui veut continuer à se battre pour son projet.

Président de l'Association PNM, Dominique Rast présente les éléments principaux développés par le comité de

direction: «Suite à la déception engendrée par l'annonce du Conseil fédéral, nous voulons réagir et lui demander de reconsidérer sa position. La révision partielle de la loi sur la protection de la nature et du paysage permettrait la création de parcs naturels avec un label prometteur pour les régions cherchant un développement économiquement viable, socialement équitable et durable du point de vue environnemental. Tout en demandant donc au Conseil fédéral de revenir sur sa décision, l'Association PNM, convaincue de l'importance du projet et de la grande valeur naturelle et paysagère de la région des Muverans, est déterminée à poursuivre ses travaux. Toutes les communes membres de notre association nous soutiennent unanimement dans cette démarche. Je précise que l'option choisie pour la poursuite des travaux est celle d'un parc naturel national.»

Solides arguments

Le comité de direction s'appuie sur de solides arguments, développés dans une prise de position officielle, pour déplorer l'attitude du Conseil fédéral. Dominique Rast nous en dit plus: «La position du gouvernement est dommageable à

plus d'un titre: elle porte atteinte aux efforts des régions périphériques désireuses de dessiner de nouvelles perspectives d'avenir; elle empêche la Suisse de se doter d'un second parc national et de plusieurs parcs régionaux; elle supprime la possibilité de disposer d'un label – parc national ou régional – officiel reconnu internationalement, label qui constituerait un atout majeur pour une politique touristique liée au parc naturel; elle place la Suisse en position de concurrence défavorable par rapport aux destinations touristiques des pays alpins voisins; elle compromet de manière regrettable des créations d'emplois dans les domaines du tourisme, de l'agriculture et des PME; elle décourage les initiatives volontaires des régions et collectivités locales.»

Fort du soutien des membres de l'association, le comité de direction va donc poursuivre ses activités. En 2004, il prévoit notamment de finaliser l'étude de faisabilité et de défendre une politique de soutien aux régions périphériques par la réactivation d'une politique fédérale de soutien aux parcs naturels.

Olivier Rausis

Après l'examen de 53 procédés et 19 sites (!?! réd.), les autorités de Monthey ont finalement donné par leur permis de construire, le feu vert à un projet pionnier d'une grande importance. Mais, maintenant que la planification est achevée, sa réalisation immédiate s'avère impossible dans les conditions-cadre qui prévalent aujourd'hui.

D'ici à la réalisation d'une solution pour la Suisse consistant dans la construction de notre propre installation ou dans la participation à une installation étrangère avec exportation des RBA suisses, on va poursuivre, d'entente avec l'Office fédéral de l'environnement (OFEFP) et avec le

soutien financier de la Fondation, la co-incinération actuelle des RBA dans les installations d'incinération des ordures ménagères. Les importateurs d'automobiles continuent à être favorables à une utilisation écologiquement optimale des RBA mais, compte tenu de cette nouvelle orientation, ils ne voient pas la nécessité de continuer à payer leurs contributions à la Fondation SARS.

Fondation Auto Recycling Suisse
Communiqué de presse du 28.09.2005

¹ RBA = Résidus de broyage d'automobiles

Selon l'OFEFP, la Suisse devait impérativement posséder la meilleure installation de traitement des RBA. Les coûts d'investissement et d'exploitation d'une telle usine la rendent malheureusement irréalisable, car elle serait en concurrence avec des procédés étrangers plus avantageux. Il serait temps de se rendre compte que l'utopie coûte cher. Dommage pour le Groupe Métraux d'Etagnières (VD), qui a beaucoup investi dans ce projet en se conformant à des directives probablement trop ambitieuses.

Parc naturel des Muverans : de qui se moque-t-on ?

Les communes valaisannes ont choisi. Ce sera « non » ! Elles l'ont décidé en toute légitimité démocratique.

Le président de Conthey, Jean-Pierre Penon, cité par « Le Temps » du 7 avril 2005, résume bien la situation : « Je me battraï pour que nos sites ne tombent pas entre des mains qui ne se-

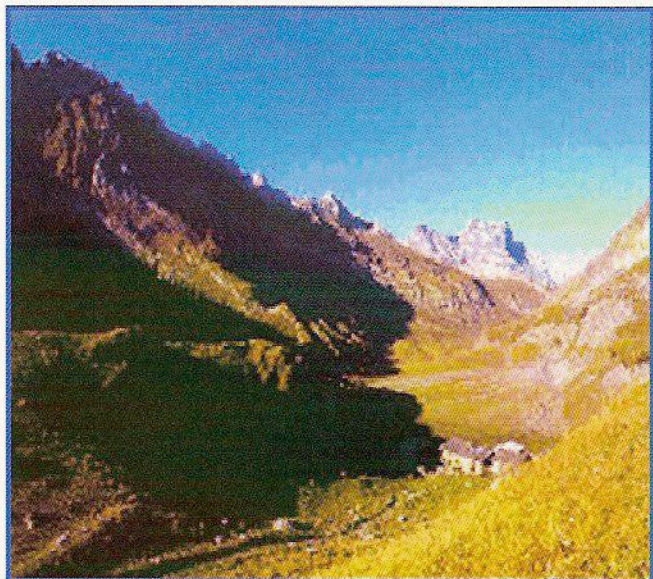
raient pas sensibles aux aspects locaux, à l'exploitation et à l'entretien des terres, qui idéaliserait trop la nature. Et pour que ce projet ne soit pas une mainmise extérieure ».

Non au colonialisme écologique !

AQUA NOSTRA a toujours eu comme ligne de conduite le respect de la volonté de la population et des autorités locales.

Comme par hasard, la dernière étude de faisabilité du « parc naturel » s'était transformée en celle d'un « parc national ». Pour ceux qui connaissent la portée de ces 2 termes, la nuance est de taille ! Un exemple typique de la désinformation systématique utilisée par les promoteurs du projet.

Que dire encore de l'indélicatesse de la rédaction du Temps, qui sous le titre « La phobie valaisanne de l'écologie... », affirme péremptoirement que « les communes valaisannes n'ont pas grand-chose dans le ventre » (sic) et cite les propos sarcastiques de Dominique Rast « On ne peut pas faire le bonheur des gens malgré eux. »



Région du Muveran

Bulletin d'information Aqua Nostra Valais

[Go To First Hit]

© Le Temps; 07.04.2005[0]

régions

VAUD/VALAIS. Cinq communes valaisannes ont décidé hier de laisser tomber le projet, mieux soutenu du côté vaudois. Le parc ne verra vraisemblablement jamais le jour. Au développement durable, on a préféré le développement touristico-économique.

La phobie valaisanne de l'écologie a eu raison du projet de Parc naturel des Muverans

«Je me réjouis de voir ce que les communes ont dans le ventre.» A l'interrogation, lancée il y a quatre ans par le géologue de l'Université de Lausanne Marcel Burri, un des premiers concepteur du **Parc[97] naturel[100] des Muverans[97]**, on pourrait être tenté de répondre aujourd'hui: pas grand-chose. Le refus de cinq communes valaisannes – Ardon, Saillon, Fully, Leytron et Conthey – mardi soir d'aller plus loin dans ce projet de **parc[33]** national à cheval sur Vaud et Valais l'a définitivement condamné et entraîné la dissolution de l'association des seize communes qui y adhéraient.

Les motifs invoqués font état d'un manque d'information et d'un flou persistants dans la définition des zones de protection – centrales, avec protection totale, et périphériques, où les activités humaines sont permises. En arrière-fond se profile la crainte d'une perte de l'autonomie communale, et la peur de contraintes écologiques qui menaceraient le développement tel qu'on le comprend en Valais: sans entrave aucune.

Le plus explicite, ces derniers jours, a été le président de Conthey, Jean-Pierre Penon, parlant d'un projet qui mettait en danger «l'accès, l'exploitation des alpages, des eaux, des cultures, l'utilisation des chalets». Même son de cloche du côté d'Ardon et de Leytron: «zone périphérique plus étendue que prévu», «aucune certitude en ce qui concerne les activités humaines, les constructions possibles et la gestion de la faune», «trop d'interrogations sur l'activité humaine dans la zone centrale», etc. Et pour que tout soit bien clair, hier matin, Jean-Pierre Penon dessinait déjà un futur plus conforme à la mentalité valaisanne: «On ne parlera plus de **parc[33]** désormais, mais de développement touristico-économique, un tourisme qui se sente libre de toute action.»

Dès les premières discussions d'ailleurs, le président de Conthey, commune territorialement très concernée par le **parc[33]** avec, notamment, le fameux site de Derborence, lançait cette mise en garde: «Je me battraï pour que nos sites ne tombent pas entre des mains qui ne seraient pas sensibles aux aspects locaux, à l'exploitation et à l'entretien des terres, qui idéaliserait trop la nature. Et pour que ce projet ne soit pas une mainmise extérieure.»

Tous les exécutifs ne partageaient pas cette méfiance a priori. La présidente de Saillon, Alba Mesot, explique par exemple que sa commune a été longtemps favorable au projet de **parc[33]**: «On nous assurait qu'il n'y aurait pas de contraintes exagérées en ce qui concerne l'activité humaine, et, notamment pour nous, viticole. Nous adhérons à la notion de développement durable et y voyions une possibilité de mise en valeur de notre patrimoine **naturel[33]** et historique.»

Mais la machine a fini par se gripper: «Il y a eu de la part des opposants, ces dernières semaines, une cabale, un vrai travail de sape auprès de la population, avec des

contrevérités aberrantes, du genre: on ne pourra plus sulfater nos vignes par hélicoptère, on ne pourra plus faire de peau de phoque, on ne pourra plus accéder dans nos vignobles qu'à pied, ou que les écologistes imposeraient leur loi, alors que cela fait deux ans que Pro Natura ne participe plus au projet. On a sous-estimé cette peur des écologistes dans la population.» Autre explication du refus du [parc\[33\]](#), selon Alba Mesot: le rapport de faisabilité publié par l'association n'aurait pas contribué à détendre l'atmosphère: «Il insistait trop sur les contraintes et pas assez ou pas du tout sur les bénéfices économiques qu'on aurait pu en retirer.»

Conseiller communal écologiste à Fully, Camille Carron partage le même sentiment: «Ce qui est décevant, ce n'est pas la décision négative, mais la manière, cette façon qu'ont eue les opposants de placer le débat sur un plan émotionnel et irrationnel pour empêcher toute discussion. Au départ, ces opposants ne représentaient pas grand monde, les milieux de la chasse. Puis, par contamination, quelques agriculteurs, qui ont réussi à effrayer la population. Tellement qu'on a préféré renoncer pour ne pas couper la commune en deux.» Le Fullierain évoque, par contraste, l'attitude différente des communes vaudoises: «Un syndic, celui de Bex je crois, a fait remarquer que le projet donnerait la possibilité aux communes de choisir elles-mêmes des contraintes écologiques imposées jusqu'ici par le canton.»

Et puis, il y a le cas de Savièse, qui s'est prononcé contre le projet mais pour le maintien de l'association, comme l'explique le conseiller communal Grégoire Luyet: «Tout arrêter est la pire des solutions, c'est le meilleur moyen de ne plus pouvoir décider de son destin. C'est pourquoi j'ai proposé la création d'une synergie entre les 16 communes, non pas pour un [parc\[55\]](#) national, mais pour la création d'une destination touristique [Muverans\[55\]](#).» Le Saviésan évoque également un sentiment de peur: «La grande crainte des gens était de ne plus rester maîtres chez eux, on redoutait qu'on nous impose un [parc\[33\]](#) aussi restrictif que celui des Grisons. Ce refus s'explique: quand on a peur, on refuse toujours, il est plus facile de dire non que de comprendre.»

Quant au président de l'association, Dominique Rast, il a prononcé hier sur les ondes de Rhône FM ce laconique hommage funèbre: «On ne peut pas faire le bonheur des gens malgré eux.»

Indexation

Topterm: Environnement; Société; Politique
Catégorie: Environnement; Voyages, tourisme; Gouvernement, parlement, partis
Géographie: Suisse; Valais; Vaud; Parc naturel des Muverans; Ardon; Saillon;
Fully; Leytron; Conthey

Référence

Doc-ID: OI2005040700926
Nombre de caractères: 5296
Indexé: oui
Droit d'auteur: Le Temps
Auteur: Laurent Nicolet
Indexé par: rufinije 07.04.2005

[\[Go To Last Hit\]](#)[\[Go To Top of Document\]](#)

Das Welterbe in den Alpen ist kein Rummelplatz

Vom Jungfrauojoch abgesehen, ist die grösste zusammenhängende Eisfläche der Alpen dem sanften Tourismus vorbehalten. Eine Tour ins Unesco-Welterbe. Von Richard Diethelm, Kiental

Wer vom hinteren Kiental in die Welterberegion aufsteigt, nimmt - unfreiwillig - eine kalte Dusche. Oberhalb der Alp Gamchi schmiegt sich der Bergweg an eine überhängende Felswand. Ein Giessbach stürzt über die Felsen und versperrt als Wasservorhang den Pfad. Da hilft nur die von der Berner Leichtathletin Anita Weyermann geprägte Taktik weiter: Gring ache u seckle.

Wie sich die Berggänger wieder aufrichten, kehrt die wilde Natur ihre verführerische Seite hervor. Für einen Augenblick reisst die Nebeldecke auf. Am tiefblauen Himmel leuchtet die weisse Firnkappe des Morgenhorns in der Herbstsonne. Das Schauspiel spornt die Gruppe an, den steilen Aufstieg zur SAC-Hütte Gspaltenhorn fortzusetzen.

Besucherrekord in der SAC-Hütte

Auf 2455 Meter über Meer heissen zwei «Insider» des ersten Welterbes im Alpenraum die Gäste willkommen. Als das Welterbekomitee der Unesco das Gebiet Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn Ende 2001 in die exklusive Liste aufnahm, bewarteten Christian und Rosmarie Bleuer die Konkordiahütte im Herzen dieser Hochgebirgslandschaft. Vor zwei Jahren wechselten sie in die Gspaltenhornhütte. Für die Grindelwaldner Familie mit schulpflichtigen Kindern liegt diese Hütte günstiger.

Im Juni dieses Jahres hiess das Welterbekomitee eine Erweiterung des Schutzperimeters um 285 auf 824 Quadratkilometer gut. Seither stellt Hüttenwart Bleuer unter den Gästen ein wachsendes Interesse fest: «Auswärtige Berggänger fragen uns, was es mit dem Welterbe auf sich hat.» Trotz des schlechten Wetters verzeichnete sie in der abgelaufenen Saison mit 2100 Besuchern einen neuen Rekord.

In der SAC-Hütte stösst Bergführer Kilian Aellig am Abend zu seinen drei Unterländer Gästen. Unter den jüngeren Kientalern ist der 31-Jährige der Einzige, der sein Hobby, die Berge, zum Beruf gemacht hat. Die Honorare als Bergführer würden in dieser Gegend allein nicht ausreichen, um eine Familie zu ernähren. Die Rechnung geht für den jungen Familienvater Aellig nur auf, weil eine Firma für Felssicherungen den Kletterspezialisten nebenbei beschäftigt.

Das Unesco-Label «Welterbe» hält Aellig für eine gute Sache, «so weit es uns Bergführer nicht einschränkt». Der Nachsatz ist wichtig. Denn Berner und Walliser Bergler befürchteten anfänglich, die Unesco werde ihnen künftig vorschreiben, was sie zu tun und zu lassen hätten. Bevor das Welterbekomitee die Auszeichnung verleiht, beurteilen seine Experten jedoch nur, ob die bestehenden Schutzvorschriften genügen und

Vorkehrungen zur nachhaltigen Entwicklung des Gebietes getroffen worden sind (siehe Kasten).

Tagesausflügler und Bergbauern

Das Kiental lebt von Tagesausflüglern und der Berglandwirtschaft. Politisch gehört es zu Reichenbach. Die Gemeinde sperrte sich zunächst gegen die Erweiterung des Welterbes auf ihr Gebiet. «Die Kientaler hatten Angst vor Einschränkungen beim Bauen», erinnert sich Aellig. Als die Nachbargemeinde Kandersteg wegen des Tourismus das Blüemlisalp-Massiv, den Kanderfirn und den Petersgrat einbeziehen wollte, sahen die Reichenbacher Behörden jedoch ein, dass «man beim Welterbe besser mitmacht». Die anfängliche Skepsis wich. «Das Welterbe kann mehr Touristen auf die Idee bringen, ins Berner Oberland zu fahren», fasst der Bergführer die heute unter Einheimischen verbreitete Auffassung zusammen.

Von der Gspaltenhornhütte aus bricht die Gruppe frühmorgens zum Gamchigletscher auf. Auf dem Eis nimmt Bergführer Aellig die drei Unterländer ans Seil und achtet darauf, dass die Steigeisen gut angeschnallt sind. Im Zick-Zack gehts bergauf. Einzelne Gletscherspalten müssen umgangen werden, andere erfordern beim Überspringen etwas Mut.

Beidseits der Gamchilücke ist die Eisdicke in den letzten Jahrzehnten stark geschwunden. Ohne Klettern im mürrischen, tropfenden Fels gibt es kein Durchkommen. Aellig geht voran und zeigt, wo ein sicherer Halt zu finden ist. Am Fixseil, das Hüttenwart Bleuer in der Wand verankert hat, splittert ein dünner Eismantel unter den festen Griffen. Höchste Konzentration unterdrückt das Schwindelgefühl der Unterländer, bis sie das Hindernis auf dem Weg zur Mutthornhütte überwunden haben.

167 kleine und grosse Gletscher

Das Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn umfasst die grösste zusammenhängende Eisfläche der Alpen. Glaziologen zählten 167 Gletscher; drei Viertel davon sind namenlose Eispanzer, die höchstens einen Quadratkilometer Fläche bedecken. Mitte des 19. Jahrhunderts war die vergletscherte Fläche der Alpen noch doppelt so gross. Seither schrumpfte sie an manchen Stellen zu Tupfern.

Unter der Tür der Mutthornhütte erwartet Erika Brunner am frühen Nachmittag mit einem Glas Kräutertee ihre ersten Gäste. Bis zum Abend werden es mehr als 80 sein. Für ihren Ehemann Toni ist die auf 2900 Meter gelegene Hütte das zweite Zuhause. Seine Eltern bewirteten während mehr als dreier Jahrzehnte Bergsteiger in dieser von Eis, Wind und extremen Temperaturunterschieden modellierten Landschaft. Seit 2004 kümmern sich Erika und Toni Brunner um das Wohl der Gäste, die den sechsstündigen Aufstieg aus dem Lauterbrunnen- oder dem Gasterntal nicht scheuen. In einer guten Saison sind es etwa 1300 Personen.

Der 44-jährige Hüttenwart, Bergführer und Skilehrer aus Lauterbrunnen wollte wie andere Oberländer erst sicher sein, dass wegen der Auszeichnung als Welterbe «keine Seilbahnmasten abmontiert oder Gebiete für Skifahrer gesperrt werden». Seit zwei Jahren wirbt Toni Brunner jedoch mit dem Unesco-Label.

Ein Schauplatz der Erdgeschichte

Der Geologe Toni Labhart schreibt in einem neuen Buch über das Welterbegebiet*: «Die Region Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn ist während mindestens einer halben Milliarde Jahre Erdgeschichte Schauplatz aller denkbaren geologischen und geografischen Szenarien gewesen: Tropenmeer, Mangrovensumpf, Wüste und Hochgebirgsvergletscherung.» In Abständen von jeweils 150 bis 200 Millionen Jahren hätten sich dreimal Gebirge aufgefaltet und seien wieder abgetragen worden. Der emeritierte Professor spendet jenen, die heute die Alpen nur noch als Ort von Verwitterung, Steinschlägen, Felsstürzen, Hochwasser und Rufen wahrnehmen, einen kleinen Trost: Im Bereich des Welterbes heben sie sich pro Jahr um 0,5 bis 0,7 Millimeter.

Neben der Mutthornhütte stehen die Unterländer im Morgengrauen fröstelnd vor dem Plumpsklo an. Im Osten wölbt sich ein rötlich gefärbter Himmel über dem Jungfraumassiv, dessen Umrisse schärfer und schärfer hervortreten. Ein wolkenloser Tag kündigt sich an. Der sanfte Aufstieg zum über 3000 Meter hohen Petersgrat verleitet zum Meditieren. Im gleichmässigen Takt der Schritte knirschen die Steigeisen im gefrorenen Schnee. Das gestreifte Kletterseil verwandelt sich in eine Schlange, die geräuschlos über den Boden gleitet.

Je näher der Petersgrat rückt, desto grösser wird die Neugier auf das Panorama, das sich hinter dem flachen, weissen Horizont verbirgt. Zuerst taucht die Spitze des Bietschhorns auf. Danach kommt die ganze Kette der Walliser Viertausender zum Vorschein. Marianne, die einzige Frau in der Seilschaft, findet die passenden Worte für dieses erhabene Gefühl: «Es ist, wie wenn man in einem Buch eine neue Seite aufschlägt.» Eine Bilderbuchseite.

* Astrid Wallner, Elisabeth Bäschlin, Martin Grosjean, Toni Labhart, Ursula Schüpbach, Urs Wiesmann: Welt der Alpen - Erbe der Welt. Haupt-Verlag, 2007. 287 Seiten, 58 Franken.

Über der 2900 Meter hoch gelegenen Mutthornhütte thront das Tschingelhorn.

Schwung durch neue Trägerschaft

Naters. - Ein Zug der BLS führt Touristen vom Weltkulturgut Berner Altstadt zum Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (JAB) und legt auf der Bergstrecke der Lötschberglinie mehrere Zwischenhalte ein. Jede der 18 Walliser und 8 Berner Gemeinden, auf deren Gebiet die von der Unesco ausgezeichnete Hochgebirgslandschaft liegt, richtet einen Informationspunkt ein, wo Besucher unter anderem Tipps für Exkursionen ins Welterbe finden.

Das sind zwei von zwei Dutzend Projekten, die eine neue Trägerschaft des Welterbes zügig umsetzen will. Die gestern in Naters gegründete Stiftung Unesco Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn ersetzt die bisherige, schwerfällige Doppelstruktur, die aus dem Gründerverein und einer Stiftung für ein in Naters geplantes «Dialog-Center» bestand. Als Arbeitsgrundlage dient ihr ein Managementplan, den ein kleines Team in Naters und Interlaken in Zeit raubenden Diskussionen mit den Standortgemeinden und anderen Interessengruppen erarbeitet hat. Zu dessen Umsetzung sind für die nächsten vier Jahre insgesamt rund 9 Millionen Franken budgetiert.

Die neue Trägerschaft handelt mit dem Bund und den Kantonen Bern und Wallis Leistungsvereinbarungen aus, damit die einzigartige hochalpine Landschaft zwischen Berner Oberland und Oberwallis künftigen Generationen erhalten bleibt. Zudem soll eine sanfte touristische und landwirtschaftliche Nutzung den rund 34 000 Einwohnern, die im Einzugsgebiet des JAB leben, einen Mehrwert bringen. Einen Ansatzpunkt sieht der frühere SBB-Chef und Präsident der neuen Stiftung, Benedikt Weibel, im starken Trend zu «Outdoor»-Aktivitäten: «Hier können Touristen in funktionaler Ausrüstung einen Hauch Abenteuer geniessen und danach im komfortablen Hotel regenerieren.»

Auch Kofi Annan ist dabei

Der vorderhand als Euro-08-Delegierter des Bundes stark beanspruchte Weibel schlug die Anfrage von Alt-Bundesrat Adolf Ogi nicht aus, weil er ein begeisterter Bergsteiger mit mehreren Gipfeln im JAB auf seinem Konto ist. Ogi seinerseits wirbt als Präsident eines Patronatskomitees für das Welterbe. Als ersten Beisitzer hat der Kandersteger seinen Duzfreund und Wanderkumpan Kofi Annan gewonnen. (di)

BILDER RICHARD DIETHELM

Beim sanften Aufstieg zum Petersgrat taucht die Spitze des Bietschhorns auf.

Prominent besetztes Weltnaturerbe

UNESCO-Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn erhält neue Trägerschaftsstruktur

Naters. – Mit Benedikt Weibel, alt Bundesrat Adolf Ogi und dem ehemaligen UNO-Generalsekretär und Friedensnobelpreisträger Kofi Annan setzen sich fortan prominente Persönlichkeiten für die Belange des UNESCO-Welterbes Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn ein. Die 26 Perimetergemeinden des UNESCO-Welterbes Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn verpassen der gleichnamigen Organisation am gestrigen Dienstagmorgen in Naters eine neue Trägerschaftsstruktur. Der bisherige Trägerverein und die Stiftung DialogCenter wurden aufgelöst und an ihrer Stelle eine gemeinnützige Stiftung gegründet, die fortan die operative Führung und die Verpflichtungen übernimmt, die sich aus der Anerkennung durch die UNESCO als Welterbe ergeben. «Auf diese Weise haben wir die eher schwerfällige Vereinsstruktur in eine operativ leistungsfähige Organisation überführt. Gleichzeitig stellen wir damit sicher, dass künftig nur noch eine Organisation als Vertreter des Welterbes nach aussen auftritt», sagt Beat Ruppen, Leiter des Managementzentrums.

Benedikt Weibel

Als Stiftungsratspräsident wurde Benedikt Weibel gewählt. «Es gäbe für mich bessere Momente, ein neues Mandat anzunehmen, als gerade jetzt», erklärte der ehemalige SBB-Chef gestern im Zentrum Mission. Die EURO 08 befindet sich in der entscheidenden Phase und sie werde ihn im nächsten halben Jahr stark fordern (Anm. d. Red.: Benedikt Weibel ist Delegierter des Bundesrats für die EURO 08). Zwei Gründe hätten ihn aber dazu bewegen, sich als Präsident zur Verfügung zu stellen, sagte Weibel. Zum einen sei das die starke emotionale Bindung zu dieser grossartigen Landschaft und der zweite Grund sei persönliche Art. «Dölf Ogi ist für mich immer Bundespräsident geblieben, gleichzeitig aber auch ein Bergfreund. Und die Aussicht, mit ihm gemeinsam etwas für dieses grossartige Erbe zu tun,



Im Einsatz für das UNESCO-Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn: alt Bundesrat Adolf Ogi und Benedikt Weibel.

Foto wb

hat mich bewegt, mit Überzeugung Ja zu sagen», so Weibel.

Adolf Ogi und Kofi Annan

Alt Bundesrat Adolf Ogi steht dem Patronatskomitee als Präsident vor. Er werde sich nun an die Aufgabe machen, dieses Patronatskomitee zusammenzustellen. Die Zusage eines weiteren prominenten Mitglieds konnte Ogi gestern in Naters bereits bekannt geben. «Kofi Annan hat sich bereit erklärt, ab sofort im Patronatskomitee mitzuwirken», erklärte er. Der ehemalige Generalsekretär der Vereinten Nationen kenne das Welterbe-Gebiet aus verschiedenen Besuchen bestens und er sei überzeugt von dessen Stärke.

«Für unsere Idee müssen wir Aufmerksamkeit erregen. Und wir brauchen dafür grosse Persönlichkeiten, die die Werte und Ziele des UNESCO-Welterbes Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn in die Welt hinausbringen», erklärte Adolf Ogi. Wie gross das Patronatskomitee letztlich werden soll, steht noch nicht fest. Er werde aber sicher noch weitere internationale Persönlichkeiten mit an Bord holen und auch Vertreter der Welschschweiz mit einbinden, so Ogi.

Start zur Betriebsphase

Über das enorme touristische Potenzial des Welterbes äussern sich der designierte Stiftungsratspräsident Benedikt Weibel. «Wenn ich jedoch von

Tourismus spreche, dann meine ich den sanften Tourismus. Outdoor ist ein ganz starker Trend. Es ist erstaunlich, wie viele einschlägige Magazine existieren und noch viel erstaunlicher, wie viele Seiten hochwertiger Werbung darin enthalten sind. Da ist also viel Kaufkraft vorhanden.» Outdoor heisse demnach, mit hochwertiger und hochmodischer Ausrüstung das unwegsame Gebiet aufzusuchen, einen Hauch Abenteuer zu geniessen und dann wieder im komfortablen Hotel zu regenerieren. «Und diese Region hat beides: eine monumentale Berglandschaft und an den Eingangsporten Gastlichkeit von hohem Niveau», so Weibel. Der Tourismus sei indes nur einer von vier Polen des UNESCO-Welterbes Jungfrau-Aletsch-

Bietschhorn. Als weitere Pole nannte er die Bereiche Naturschutz, Öffentlichkeit sowie Land- und Forstwirtschaft. Derzeit aber sei er schlicht noch zu wenig in der Materie, als dass er schon programmatische Erklärungen zu allen Bereichen abgeben könnte, erklärte Weibel. Am gestrigen Dienstag wurde in Naters eine neue Phase eingeleitet. In den letzten Jahren sei viel Aufbauarbeit geleistet worden. «Das war die Papierphase. Jetzt aber fängt die Betriebsphase an. In den nächsten zwei Jahren wird einiges gehen in Sachen Umsetzung», versicherte Beat Ruppen, Leiter des Managementzentrums. Für zusätzlichen Schub werden dabei sicher auch die prominenten Welterbe-Botschafter sorgen. **rob**

Struktur der neuen Stiftung

Der Stiftungsrat der neu gegründeten Stiftung setzt sich aus den bisherigen Vereinsvorstandsmitgliedern Manfred Holzer, Richard Kalbermatter und Laudo Albrecht als Vertreter der Walliser Seite sowie Emanuel Schläppi, Jost Brunner und Ernst Minnig als Vertreter der Berner Seite zusammen. Diese sechs Mitglieder haben Peter Arbenz und Benedikt Weibel als weitere Stiftungsräte gewählt.

Die Wahl eines dritten Vertreters aus Umwelt, Wirtschaft oder Gesellschaft steht noch aus. Der Stiftungsrat delegiert als Führungs- und Aufsichtsorgan die Aufgaben und Verpflichtungen im Rahmen der Leistungsvereinbarungen und des Vierjahresplans an das Managementzentrum.

Das Vierjahresprogramm (2008–2011) ist das Ergebnis eines intensiven Partizipationsprozesses, in dem Interessenvertreter aus Schutz und Nutzung ihre Ziele und Massnahmen eingehend verhandelt und verabschiedet haben.

Im Zentrum stehen sechs Teilprogramme mit Aktivitätslinien, die als umfassendes und integriertes Programm eine langfristige Erhaltung des Welterbes anvisieren.

Als massgeblicher Teil der Leistungsaufträge an die neue Stiftung wird das Programm gegenwärtig von Bund und den Kantonen Bern und Wallis geprüft und mit der Trägerschaft verhandelt. Es soll zusammen mit den benötigten finanziellen Mitteln in den nächsten Wochen verabschiedet werden. Nachdem das Welterbegebiet im vergangenen Sommer um 285 Quadratkilometer vergrössert worden ist, soll im Frühjahr 2008 auch ein neuer Name für die Stiftung gefunden werden. Ein Name, der die einzigartige Identität der Welterbergion zum Ausdruck bringen soll.

Grosser Rat lehnt Kauf ab

Fortsetzung von Seite 2

Der Grosse Rat muss alles unternehmen, um diese Arbeitsplätze zu erhalten. Die zweisprachige Physiotherapieschule nutzt Synergien mit den Reha-Kliniken. Das Verlustrisiko für den Kanton besteht nicht, denn der Boden weist einen entsprechenden Gegenwert auf. Die CVPO tritt nach Abwägung aller Vor- und Nachteile für Eintreten auf die Vorlage ein.

Kauf ist die einzige Möglichkeit

German Eyer (SP Oberwallis) bezeichnet den Kauf als beste und einzige Variante. Nur so können die 140 Vollzeitstellen gerettet werden. Das Personal hat in der Vergangenheit Opfer gebracht. Wenn die Kliniken untergehen, verliert das Wallis ein wichtiges Kompetenzzentrum. Die ganze Region verliert den wichtigsten Arbeitgeber. Die Physiotherapieschule würde geschlossen; ein grosser Liegenschaftspark mit 33 000 Quadratmeter Boden ginge entweder an eine deutsche Gesellschaft oder würde im Rahmen eines Konkurses verschleudert. Ein Zuwarten bedeutet das Ende der Klinik. Das Angebot der Kliniken kann durch andere Institutionen des GNW nicht ge-

schaften trennen, die für den Betrieb nicht nötig sind. Eine Minderheit der Kommission, die sich dem Kauf widersetzt, legt durch Daniel Porcellana (CVP Mittelwallis) einen Minderheitsbericht vor. Die Kommissionsminderheit beklagt einmal das überstürzte Handeln. Dann äussert sie auch grundsätzliche Bedenken. Der Fortbestand der Kliniken ist nicht gewährleistet, der Kaufpreis ist gemessen am Betriebsbeitrag zu hoch. Die Voraussetzungen sind nicht erfüllt; die Kommissionsminderheit verschliesst sich einem späteren Kauf unter besseren Vorzeichen nicht. Philippe de Preux, Präsident der Finanzkommission, umriss die Bedingungen, unter denen sie bereit ist, dem Zusatzkredit zuzustimmen. Die Kriterien für eine Dringlichkeit sind nicht gegeben. Die Signale standen schon seit Jahren auf Rot. Soll aber die Finanzkommission nun ohne Rücksicht auf die Kollateralschäden den Kredit ablehnen? Im formellen Bereich bringt die Finanzkommission verschiedene Vorschläge ein, die unter anderem darauf hinauslaufen, alle Teile, die für den Betrieb nicht benötigt werden, sogleich zu veräussern. Der Entscheid ist poli-

Aus dem Walliser Grossen Rat

Die Mehrjahresplanung 2008–2011

Die Regierung legt ihre Mehrjahresplanung für die Zeit von 2008 bis 2011 vor. Es geht um die Regierungspolitik insgesamt. Mehrere Fraktionen sprechen sich bei dieser Gelegenheit für einen strikteren Personalstopp aus. Die Finanzkommission fordert auch Abklärungen zur Erleichterung der Steuerlast. Der Rat begrüsst den Ausgleich der kalten Progression (teuerungsbedingtes Wachstum der Steuerbelastung) bei den Kantonssteuern im Jahre 2009. Staatsrat Jean-René Fournier spricht sich in diesem Zusammenhang für eine massvolle und vorsichtige Steuerpolitik aus. Weitere Steuererleichterungen müssen mit grosser Zurückhaltung bewertet werden. Denn es gibt zahlreiche Ungewissheiten und Neuerungen, auch von der nationalen Steuerpolitik her. Das Parlament nimmt die Planung nur zur Kenntnis.

Keine Lohnerhöhung

nung 2008 wird im Detail behandelt. Die Eintretensdebatte fand bereits im November statt. Die Regierung hat sich inzwischen den Vorschlägen der Finanzkommission in der Personalpolitik und bei den Einsparungen bei den Gütern und Dienstleistungen angeschlossen. Die Zahl der neuen Stellen wird beschränkt. Das hat Minderausgaben von 675 000 Franken zur Folge. Auch akzeptiert die Regierung verschiedene Budgetkürzungen im Betrag von 5 Mio. Franken im Bereich Güter und Dienstleistungen. Abgelehnt wird eine Erhöhung der Grundlöhne des Staatspersonals und der Lehrerschaft in der Höhe von 8,8 Millionen Franken, wie von Rolf Egge (SP Oberwallis) verlangt. Die Löhne liegen unter dem schweizerischen Mittel. Staatsrat Fournier bekämpft den Antrag. Die Lebenshaltungskosten im Wallis sind tiefer als im gesamtschweizerischen Durchschnitt. Der Rat lehnt den Antrag unter Namensaufruf mit 76 zu 34 Stimmen (9 Enthaltungen) ab.

Der Beamtenstatus

der Anstellung von fünf Übersetzern (verlangt durch Roland Kuonen von der SP Oberwallis). Er lehnt einen entsprechenden Antrag mit 81 zu 25 Stimmen ab (5 Enthaltungen) ab. Keine Gnade findet auch die Einstellung von fünf zusätzlichen Steuerexperten, wie von der SP Oberwallis durch German Eyer postuliert, und zwar mit 92 zu 18 Stimmen (3 Enthaltungen). Die Vorarbeiten für die Überprüfung des Beamtenstatus sollen an die Hand genommen werden. Der Rat beschliesst dies gegen den Willen der Regierung mit 64 zu 47 Stimmen. Ein Antrag der SP-Linksallianz zur Erhöhung der Kantonsausgaben für die Weiterbildung und der Weiterbildung mit 94 zu 23 Stimmen (2 Enthaltungen) abgelehnt. Ein Antrag von Graziella Walker-Salzmann (CSP Oberwallis) zur Zentralisierung der Informatik in einer Dienststelle wird von der Finanzkommission übernommen, dann nach Versicherungen von Staatsrat Fournier zurückgezogen. Die freisinnig-liberale Fraktion (durch René Constantin) will 200 000 Franken zusätzlich in die Prävention bei der Kantonspolizei

tungen) abgelehnt. Die SVP verlangt eine weiterführende Aufschlüsselung der Täter-schaft bei strafbaren Handlungen, so unter anderem nach Nationalität der minderjährigen Täter. Der Rat lehnt den Antrag unter Hinweis auf die Unschuldsumsetzung und den Datenschutz ab.

Mehr Personal für Jugendstrafanstalt

Ein Antrag der Justizkommission zur Schaffung von 6,5 neuen Stellen im Betrag von 708 500 Franken im Gefängnis von Pramon wird eingehend diskutiert. Anne-Marie Sauthier von der Justizkommission des Grossen Rats merkt an, dass die Jugendstrafanstalt von Pramon nicht mehr den schweizerischen Normen entspricht. Weil es an Personal fehlt, können nicht alle Plätze belegt werden. Es droht überdies der Verlust von Subventionen. Die Kommission Sicherheit durch Präsident Felix Ruppen (CVPO) verlangt zuerst eine Gesamtsicht aller Strafanstalten und dann die Zusage zusätzlicher Mittel für einzelne Strafanstalten. Staatsrat Fournier verweist auf laufende Reformen. Der Rat stimmt den zusätzlichen Mitteln

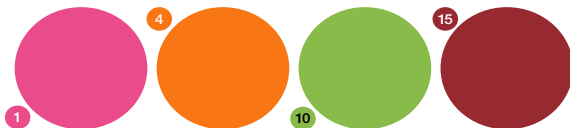
Annexe 4

parc naturel des muverans

NUMERO 2 / DEC 2004

LES DIABLERETS, VILLARS, GRYON, BEX, LAVEY, ST-AURICE,
COLLONGES, DORENAZ, FULLY, SAILLON, OVRONNAZ, CHAMOSON,
ARDON, VETROZ, CONTHEY, SAVIESE

1 LES DIABLERETS
2 VILLARS
3 GRYON
4 BEX
5 LAVEY
6 ST-AURICE
7 COLLONGES
8 DORENAZ
9 FULLY
10 SAILLON
11 OVRONNAZ
12 CHAMOSON
13 ARDON
14 VETROZ
15 CONTHEY
16 SAVIESE



LA PAROLE AUX COMMUNES

Avec ce deuxième numéro de notre bulletin d'information, nous débutons une série de présentations des communes partenaires du projet de Parc. Ce numéro est consacré aux communes d'Ormont-Dessus (Les Diablerets), Bex, Saillon et Conthey. Nous avons rencontré leurs présidents ou syndics qui ont répondu à quelques questions sur l'intérêt et les attentes face à un projet de Parc national des Muverans. Il en ressort un intérêt évident à réaliser un Parc national; mais aussi un constat sur la nécessité de rechercher l'équilibre entre intérêts de protection et respect des activités humaines, en particulier des usages traditionnels et de leur développement. D'autre part, et c'est le premier but de ce bulletin, il est essentiel d'informer régulièrement de manière objective tous les intéressés, à commencer par les élus et habitants des communes, les groupements d'intérêts ainsi que les usagers et exploitants des territoires concernés.

Dans ce contexte, l'étude de faisabilité du projet de Parc est achevée. Elle confirme non seulement les nombreuses qualités du massif des Muverans, qui en font un candidat de premier ordre pour un label de Parc national, mais aussi que ce projet apporterait un potentiel de valorisation économique pour toute la région. Il appartient désormais aux communes de se prononcer sur le dossier. Nous sommes persuadés qu'elles auront à cœur de poursuivre ce projet.

Enfin, nous pouvons nous réjouir du fait que le Parlement national ait remis à l'ordre du jour la révision de la Loi sur la protection de la nature et du paysage, permettant la création des parcs nationaux et régionaux. Cette nouvelle doit nous encourager à poursuivre nos efforts.

Bonne lecture à toutes et à tous

Dominique Rast
Président de l'Association
Parc naturel des Muverans

Le Muveran selon Eugène Rambert

"Le Muveran, qui se dresse de toute sa hauteur au-dessus du vallon et le domine de 2000 mètres (...) ne présente qu'un immense massif de rochers. Ce n'est pas moins une de ces montagnes auxquelles on s'affectionne. La façon dont il dresse sa tête chauve n'est pas d'une âme vulgaire; il la porte haute et fière, mais sans morgue ni ostentation; le profil en est pur autant que sauvage, et il y a dans cette masse décharnée je ne sais quelle noblesse native, quelle grâce hardie, qui attire et retient (...). Aucune montagne, en Suisse, ne s'illumine plus entièrement au soleil couchant; on dirait une masse incandescente, offrant tous les tons depuis le rouge feu au pourpre sombre."

(Eugène Rambert, dans Bex et ses environs, 1871)

Tout le monde connaît la station des Diablerets, avec sa longue tradition touristique et haut lieu des Alpes vaudoises pour le ski et l'alpinisme. Mais peu de gens savent qu'elle fait partie de la commune d'Ormont-Dessus, dont le chef-lieu est Vers-l'Eglise, avec sa magnifique église remontant au 14^e siècle. Aux Ormonts, on admirera les chalets anciens, richement ornés, témoignages d'un savoir-faire ancestral. Pour peu qu'on ait emprunté le petit train de l'Aigle - Séppey - Diablerets qui offre des coups d'œil spectaculaires sur tout le parcours, l'arrivée aux Diablerets est époustouflante: une muraille sauvage de 1000 mètres de hauteur s'élève d'un seul élan depuis la plaine verdoyante traversée par la Grande Eau! Les Diablerets sont aussi un lieu de passage, avec le Col du Pillon qui permet de rejoindre Gsteig et le Saanenland (Gstaad) et qui constitue le point de départ du téléphérique du Glacier des Diablerets. La tradition de l'alpinisme aux Diablerets, c'est aussi la tenue chaque année du Festival international du Film alpin.

www.ormont-dessus.ch www.diablerets.ch

LES DIABLERETS

INTERVIEW DE
PHILIPPE NICOLIER,
SYNDIC
D'ORMONT-DESSUS

1



Quel est votre coup de cœur, votre site préféré sur le territoire de la commune et que vous aimeriez transmettre aux générations futures le mieux préservé possible?

PN: Sans aucun doute la vue sur le massif des Diablerets, tel qu'il apparaît intact et majestueux, en particulier vu d'en face, depuis la Ville ou Chersaulaz par exemple.

Quel intérêt et quels avantages voyez-vous pour la commune et la région à la création d'un Parc national des Muverans?

PN: Les avantages sont multiples. Il est évident que pour une station touristique comme la nôtre, un Parc national représenterait un élément dynamique majeur. Je suis d'ailleurs convaincu qu'il est nettement préférable de viser la création d'un Parc national plutôt que régional. L'impact d'un Parc national en terme d'image est beaucoup plus fort et porteur. Je pense aussi qu'un tel projet sera bénéfique pour l'agriculture de montagne, dont les produits et le travail seront valorisés.

Quelles sont vos attentes par rapport à un tel projet?

PN: Ce projet doit apporter un plus à la région. Dans le cas de la station des Diablerets, nous comptons sur le fait qu'il permette de dynamiser la saison touristique d'été (printemps et automne compris). La création du Parc national nous permettra de développer le tourisme doux.



Mais avant cela, nous devons faire attention que l'attractivité générée par un tel Parc ne soit pas annulée par une multitude d'interdits! interdiction du ski hors-piste et du ski de randonnée, interdiction de sortir des sentiers balisés, interdiction de cueillette, etc...

Que faudrait-il encore mettre en œuvre pour le succès du projet?

PN: Le succès du projet dépend bien sûr de son acceptation par la population locale. Pour cela, il faut un projet clair et raisonnable. Un périmètre précis et sensé ainsi que des contraintes acceptables et applicables éviteront de donner de l'eau au moulin des inévitables détracteurs du projet. Par ailleurs une information régulière et une bonne communication dans chaque commune seront utiles pour assurer les habitants du sérieux du projet et si possible convaincre les indécis.

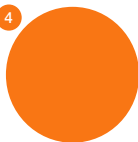
La commune de Bex est très vaste; avec Conthey, elle constitue l'ossature centrale du projet de Parc. Le Muveran lui-même, le sommet des Diablerets ou les Dents-de-Morcles forment les limites de son territoire. Chacun connaît le célèbre pâturage d'Anzeindaz, dont les luttes pour sa possession ont été longues entre Bex et Conthey. Désormais, le projet de Parc des Muverans les unit! Si l'on évoque Bex, il faut mentionner Solalex, avec ses auberges et sa vue imprenable sur le Miroir de l'Argentine ou bien sûr Pont-de-Nant, véritable porte d'entrée dans le cœur du massif, que ce soit dans le Vallon de Nant et son jardin botanique ou en direction du Richard et de la Vare, deux magnifiques alpages accueillants. Impossible de mentionner ici toutes les richesses de la commune de Bex. Mais il ne faut pas oublier d'évoquer les mines de sel, les châtaigneraies et le vignoble remarquable. Enfin, ne manquez surtout pas l'exposition triennale "Bex & Arts" qui présente dans un magnifique parc des sculptures contemporaines.

www.bex.ch www.bex-tourisme.ch

BEX

INTERVIEW DE
MICHEL FLUCKIGER,
SYNDIC DE BEX

4



Quelles sont vos attentes par rapport à un tel projet?

MF: Mes attentes par rapport au projet du Parc des Muverans sont essentiellement d'ordre économique, car mis à part l'attrait touristique, c'est aussi une occasion de promotion et de



valorisation de produits agricoles locaux, avec création d'emplois, source de revenus et bien sûr une aide indirecte à notre agriculture de montagne qui en a bien besoin.

Quel est votre coup de cœur, votre site préféré sur le territoire de la commune et que vous aimeriez transmettre aux générations futures le mieux préservé possible?

MF: Le pâturage de Bovonne et ses chalets réhabilités dans le plus pur respect des traditions des constructions préalpines sans hésitation non seulement mon site préféré, mais également celui que je considère le plus important à préserver pour les générations futures.

Quel intérêt et quels avantages voyez-vous pour la commune et la région à la création d'un Parc national des Muverans?

MF: Mis à part une protection de la nature "objective", il est certain que pour les régions périphériques concernées, le label "Parc" est un élément très intéressant dans le cadre de la promotion du tourisme doux.

Que faudrait-il encore mettre en œuvre pour le succès du projet?

MF: Je suis heureux qu'après le Conseil des Etats c'est au tour du Conseil national de demander au Conseil fédéral de réintégrer la création de parcs naturels dans son programme de législature. Conscient que l'étude du Parc des Muverans est bien avancée, je suis persuadé que cette décision va donner un bon coup de fouet et raviver la flamme de la motivation de ses concepteurs. Compte tenu qu'il est impératif d'avoir l'appui de toutes les populations locales pour concrétiser ce projet, il est indispensable de ne pas négliger une information bien suivie, avant que celles-ci se déterminent démocratiquement par les urnes! Alors info! info!

Décrire le charme de Saillon sur quelques lignes est impossible, tant cette commune recèle de trésors. Du fait de sa position optimale, son histoire remonte à des temps immémoriaux, pour preuve les vestiges paléolithiques de la grotte du Poteux. La vigne y est cultivée depuis des siècles sinon des millénaires et aujourd'hui encore son vignoble en terrasses est réputé pour ses spécialités. Le magnifique bourg médiéval fortifié et la Tour Bayart rappellent l'importance des lieux pour les Comtes de Savoie. Une visite à Saillon ne manquera pas de laisser une impression méridionale, avec ses maisons serrées, ses ruelles et une végétation caractéristique: amandier rose, figuier, olivier, chèvrefeuille de Toscane. Saillon c'est aussi une commune en plein essor, qui tire parti de ses atouts. Elle possède des bains thermaux, elle valorise la légende de Farinet, avec la célèbre vigne et la passerelle sur les gorges sauvages de la Salentze. Elle propose aux promeneurs de nombreuses ballades comme le sentier des Vitraux. Plus haut, il y a le refuge de la Lui d'août et enfin le secteur sauvage du flanc nord du Grand Chavalard. Et saviez-vous que le Palais fédéral comporte du marbre de Saillon?

www.saillon.ch

SAILLON

INTERVIEW DE
ROLAND MARET,
VICE-PRESIDENT
DE SAILLON

10



Quel est votre coup de cœur, votre site préféré sur le territoire de la commune et que vous aimeriez transmettre aux générations futures le mieux préservé possible ?

RM: Le coup de cœur de la Commune de Saillon, de l'avis de l'ensemble du Conseil, c'est le site qui comprend notre vignoble avec, bien sûr le bourg. Nous voulons le laisser intact. Nous souhaitons aussi installer certaines espèces végétales intéressantes comme les amandiers dans les vignes. Nous sommes tous très attachés à ce paysage allié à l'identité exceptionnelle du bourg de Saillon. En fait notre Conseil est très favorable à intégrer dans le projet de Parc des Muverans les sites qui nous tiennent à cœur.

Quel intérêt et quels avantages voyez-vous pour la commune et la région à la création d'un Parc national des Muverans ?

RM: Le développement durable bien sûr, la sensibilisation et la préservation de notre patrimoine également. Il faut rendre conscients nos habitants de la richesse exceptionnelle du milieu dans lequel nous vivons et il faut à tout prix la conserver. Nous misons sur un



développement touristique doux; en cela un label Parc National est favorable car la demande touristique est bien présente.

Quelles sont vos attentes par rapport à un tel projet ?

RM: Nous attendons une plus forte mise en valeur des patrimoines historique, culturel et naturel du site de Saillon.

Que faudrait-il encore mettre en œuvre pour le succès du projet ?

RM: Principalement, il faut améliorer l'information à la population et impliquer cette dernière dans la construction du projet de Parc naturel (débats, rencontres avec les groupes locaux).

Conthey constitue à bien des égards le pendant de Bex : la plus vaste commune du versant valaisan du massif et axe central de ce dernier, une amplitude altitudinale comparable, depuis la plaine du Rhône jusqu'aux Diablerets. A cela s'ajoutent plusieurs sites renommés et magnifiques comme l'incontournable Lac de Derborence et le vaste Sanetsch.

Conthey, c'est aussi un grand vignoble réputé, de nombreux villages dispersés sur le coteau bien exposé, des mayens où il fait bon séjourner durant les chaudes journées d'été et une très longue histoire, dont témoignent notamment les ruines médiévales du Bourg. Lorsqu'on pénètre dans la vallée sauvage de la Lizerne et sa nature intacte, c'est une vision grandiose et on ne peut manquer de faire le rapprochement avec les grands Parcs américains ! Et, en balade dans les hauteurs, par exemple pour découvrir des alpages où la vache noire d'Hérens est la reine, on pourra trouver des auberges et cabanes accueillantes, comme à Lodze ou Derborence ou encore sur la route du Sanetsch.

www.conthey.ch www.contheyregion.ch

CONTHEY

INTERVIEW DE
JEAN-PIERRE PENON,
PRÉSIDENT
DE CONTHEY

15



Quel est votre coup de cœur, votre site préféré sur le territoire de la commune et que vous aimeriez transmettre aux générations futures le mieux préservé possible ?

JPP : En qualité de président de commune, je ne peux avoir de coup de cœur sélectif. La commune entière me tient à cœur, avec le souci de la transmettre saine et accueillante aux générations futures. Toutefois, la région de Derborence me touche plus étroitement car j'y suis presque né, j'y ai grandi et je m'y suis développé.

Quel intérêt et quels avantages voyez-vous pour la commune et la région à la création d'un Parc national des Muverans ?

JPP : Pour la Commune de Conthey, je ne vois pas un intérêt local immédiat, car très peu de produits commercialisables sont issus de nos montagnes, qui ne sont d'ailleurs accessibles pour la plupart que six mois par année. Par contre, je vois un intérêt possible au niveau touristique, dans la mesure où les contraintes et les conséquences qui en découlent soient bien maîtrisées. Les zones de montagne de notre commune sont des éléments d'équilibre avec une plaine très aménagée et active, un espace convivial qui doit rester à disposition de nos résidents et de nos hôtes.

Quelles sont vos attentes par rapport à un tel projet ?

JPP : Mes attentes sont de ne pas restreindre les utilisations actuelles de l'espace. Derborence et les zones de montagne sont un paysage aménagé par le travail de plusieurs générations et j'espère que de nombreuses générations pourront encore bénéficier longtemps de ce patrimoine. Je me battrais pour que nos sites ne tombent pas entre des mains qui ne seraient pas sensibles aux aspects locaux, à l'exploitation et à l'entretien des terres, qui idéaliserait trop la nature.

Que faudrait-il encore mettre en œuvre pour le succès du projet ?

JPP : Comme président, j'attends que le projet s'élabore selon un concept raisonnable qui prenne en compte les attentes et les besoins de la population, qu'il s'élabore en concertation avec elle et avec les milieux concernés de la commune, qu'il ne soit pas une mainmise extérieure, une mise sous cloche.



NOUVELLES
BREVÉS DU PARC



RESULTATS DE L'ETUDE DE FAISABILITE

L'étude de faisabilité est achevée. Elle a été remise aux autorités des 16 communes et aux cantons de Vaud et du Valais, afin, nous l'espérons, que celles-ci se prononcent en faveur de la poursuite du projet. Nous pourrions alors entamer la définition proprement dite du Parc des Muverans en vue d'obtenir d'ici quatre ans environ le titre de Parc national, après consultation publique bien entendu.

Les résultats de l'étude sont encourageants. La région des Muverans présente toutes les qualités requises en matière de paysages intacts et de richesses naturelles; d'autre part la région devrait en tirer de nombreux avantages, en termes d'image, de label pour les produits régionaux ou encore d'instrument de création d'emplois. Les contraintes seront limitées. En effet, le modèle de gestion proposé, sur la base des critères de la Confédération, permet la poursuite d'activités humaines traditionnelles, en particulier agricoles, même en zone centrale; il offre d'autre part des possibilités de développement coordonné, par exemple au plan touristique, qui devraient être favorables pour la région. Une présentation publique des résultats, sous forme d'exposition dans chaque région, figure au programme de l'Association en 2005.

LE CONSEIL FEDERAL DEVRA PROMOUVOIR LA CREATION DE PARC NATIONAUX

Le Conseil fédéral a été appelé à revoir sa copie: largement soutenue par des parlementaires de tous bords politiques et de toutes les régions alpines, la motion Marty a été adoptée par les chambres fédérales. Il est probable que le projet de révision de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN), permettant la création de parcs nationaux et régionaux, soit porté à l'ordre du jour des chambres dès le début de 2005, avec une entrée en vigueur envisageable en 2006.

VISITE DE L'ASSOCIATION DANS LE PARC NATIONAL DES ECRINS

L'expérience de parcs étrangers, comme celui des Ecrins en France et sur le modèle duquel s'appuie la Confédération, nous a montré que de nombreuses activités humaines sont non seulement possibles dans le Parc, mais même souhaitables. C'est ainsi que l'estivage est encouragé en zone centrale, que la rénovation des alpages est soutenue par le Parc, tout comme l'entretien des itinéraires pédestres. Il est particulièrement intéressant de constater que les chasseurs ont "bénéficié" de la création du Parc national: le nombre de chamois tirés par les chasseurs en périphérie du Parc a été multiplié par quatre, malgré la suppression de certains territoires de chasse. L'explication est simple: le cheptel s'est fortement accru et s'étend hors du périmètre de la zone centrale, dans les secteurs périphériques ouverts à la chasse.
www.les-ecrins-parc-national.fr



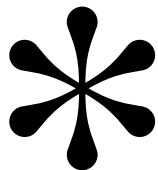
Association Parc naturel des Muverans

Président: Dominique Rast / dominique.rast@bluewin.ch
secrétariat: Paulette Kohli
Route du Luissel 16 CH-1880 Bex
tél/fax 024 463 17 53 paulette.kohli@bluewin.ch

Annexe 5



Association
Parc naturel des
Muverans



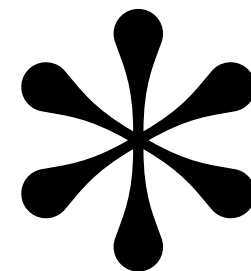
parc naturel des
muverans

VAUD / VALAIS

ORMONT-DESSUS / OLLON / GRYON / BEX / LAVEY-MORCLES / ST-MAURICE /
COLLONGES / DORENAZ / FULLY / SAILLON / LEYTRON / CHAMOSON /
ARDON / VETROZ / CONTHEY / SAVIESE

Etude de faisabilité d'un parc national
Synthèse

2004



1/Introduction

La région des Muerans présente une richesse floristique et faunistique exceptionnelle, au moins comparable à celle du Parc national des Grisons. Elle abrite une large palette de milieux naturels rares et fragiles et elle est un refuge prioritaire pour plus d'une centaine de plantes et d'animaux rares et menacés au niveau national.

Dans ce contexte, l'Association du Parc naturel des Muerans, qui regroupe 11 communes valaisannes (Ardon, Chamoson, Collonges, Conthey, Dorénaz, Fully, Leytron, Saillon, Savièse, St-Maurice, Vétroz), 5 vaudoises (Bex, Gryon, Lavey-Morcles, Olon, Ormont-Dessus) et les deux Cantons de Vaud et du Valais, s'est constituée dans le but de d'élaborer un projet de parc naturel, national ou régional, pour la région des Muerans, ceci afin d'assurer la conservation de ce patrimoine unique et de le mettre en valeur dans la perspective du développement socio-économique durable de toute la région.

En février 2003, l'Association a confié un mandat pour étudier la faisabilité du parc et, si possible, de préparer un dossier RegioPlus (instrument de politique régionale du secrétariat à l'économie du Département fédéral de l'économie publique, seco) et le financement du projet.

Dans un premier temps, l'analyse du territoire a conduit au constat que le périmètre des Muerans correspond parfaitement aux critères de constitution d'un parc national tel que prévu dans le projet de révision de la Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage et qu'une telle option serait profitable aux communes concernées.

En octobre 2003, le comité d'Association a approuvé la poursuite de l'étude de faisabilité de la variante Parc national. Un projet RegioPlus est proposé pour réaliser en 4 ans un avant-projet de Parc national, permettant la mise en œuvre d'actions concrètes. Ainsi l'Association, les Communes et les instances cantonales et fédérales concernées pourront ensuite décider en connaissance de cause de la création d'un Parc national.

Une partie importante du périmètre d'étude est déjà placée sous un régime ou un autre de protection: objets de l'inventaire fédéral des paysages IFP (Les Follatères - Mont du Rosel, Diablerets - Vallon de Nant et Derborence), districts francs fédéraux, réserves cantonales de chasse, diverses réserves naturelles, zones de protection communales, etc.

Avant-propos

L'étude de faisabilité d'un parc naturel des Muerans conduit à l'intérêt de poursuivre sur la voie d'un parc national. Ce résultat est positif. Il démontre la valeur élevée, exceptionnelle, de notre région. L'étude reconnaît que, par le maintien de traditions vivantes et par le respect et l'attachement des communes et de leurs habitants à ce patrimoine, celui-ci est resté parfaitement conservé. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles tant de visiteurs et de touristes l'apprécient. Nous avons l'opportunité de poursuivre la concrétisation d'un projet bénéfique pour toute la région (au sens large) et les deux cantons, et renforcer ainsi leur notoriété en assurant la protection du massif. Le futur Parc national de la Suisse romande se dessine grâce aux initiatives et sous la responsabilité des communes. A l'heure des mutations profondes de notre société, ce projet représente une chance pour leur développement durable.

Dominique Rast
Président de l'Association
Parc naturel des Muerans

2/ La notion de parc national et la définition du périmètre d'étude

Les **parcs nationaux** concernent en premier lieu des **paysages naturels**, c'est-à-dire des paysages qui n'ont pas subi l'influence de l'homme ou seulement de façon marginale. Un parc national est constitué d'une zone centrale et d'une zone périphérique :

La zone centrale, d'une surface minimale de 100 km² dans les Alpes, comprend essentiellement des paysages naturels d'altitude, incultes (appartenant aux collectivités publiques, communes, bourgeoisies et consortages), sans les alpages, sans les forêts de protection et sans les domaines touristiques équipés. L'accès du public y est réglementé, tandis que l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche y sont en principe interdites, à l'exception de dérogations faisant partie d'une charte à établir (notamment maintien d'alpages concourant à la valeur biologique et culturelle du paysage).

La zone périphérique, d'une superficie représentant entre 0,75 et 1,5 fois la surface de la zone centrale, a pour objectif la gestion durable des ressources naturelles, en particulier par l'agriculture, l'économie alpestre, la sylviculture, la chasse et la pêche. La zone périphérique peut comprendre de petites localités et des infrastructures bien intégrées dans le paysage.

Les parcs seront mis en place par les régions concernées, qui contrôleront la structure de gestion. Ils devraient bénéficier d'aides financières de la Confédération. Le label de Parc national serait attribué sur la base d'une charte pour une période de 10 ans, reconductible.

Le périmètre proposé est un outil de travail, il est le cadre de base pour l'étude du projet. Il couvre entre 312 et 337 km², soit 54 à 58 % de la superficie totale des communes, comprenant pour une grande partie à des territoires déjà soumis à un régime de protection. Une zone centrale "minimale" est proposée, excluant les alpages et les forêts protectrices, ainsi qu'une zone périphérique englobant les valeurs naturelles, culturelles et paysagères les plus caractéristiques des communes concernées. Les infrastructures touristiques et les zones de mayens sont hors du périmètre. **Des secteurs d'extension possibles** de la zone centrale et de la zone périphérique sont également proposés. Ils pourraient être incorporés selon le résultat d'analyses plus fines à effectuer et la teneur exacte des futures bases légales.

Voir cartes : p.12-13-14



3/ Les qualités et valeurs de la région

3.1/ Géologie, géomorphologie

Géologiquement parlant, la région des Muerans est célèbre. Le fait que les trois grandes nappes de recouvrement de cette partie des Alpes portent les noms de trois sommets de la région (Morcles, Diablerets et Wildhorn) montre leur importance historique. Taveyanne a donné son nom à un type de grès verts connu dans le monde entier; la paroi des Diablerets dominant Anzeindaz est un exemple parfait d'une nappe de recouvrement avec ses multiples plis et replis. Les très beaux plis visibles dans les parois du Haut-de-Cry, les lappiés de Tsanfleuron, les pyramides de gypse du Col de la Croix, les conglomerats, les charbons et les gneiss de Dorénaz, le marbre de Saillon ou l'éboulement de Derborence sont des sites spectaculaires faciles à mettre en valeur.

3.2/ Végétation et milieux

La région des Muerans occupe une position géographique privilégiée, qui favorise le développement d'une diversité floristique exceptionnelle. Il existe en effet un important contraste entre le versant vaudois du massif, bien arrosé et frais (précipitations dépassant 1600 mm par an à Pont-de-Nant), et le versant valaisan, au climat ensoleillé et sec, typique des vallées intra-alpines (650 mm par an à Saillon). Ce gradient climatique se combine avec un étagement altitudinal de près de 2750 m et une grande variété de types de roches, permettant ainsi à des végétaux aux exigences fort différentes de se côtoyer dans un espace restreint.

Historiquement, 1701 espèces et sous-espèces, soit plus de la moitié de la flore de Suisse, ont été signalées dans la région couverte par le projet. Les espèces les plus menacées sont liées aux zones agricoles de basse altitude et aux milieux humides. Plus de 200 associations végétales ont été recensées dans le périmètre d'étude. On citera les pelouses steppiques et les forêts thermophiles du coteau valaisan, les hêtraies et les érablaies du bassin de l'Avançon, la gamme très riche des forêts de conifères (sapinières, arolières, mélézins, pessières, pinèdes), ainsi que la végétation alpine, comprenant des groupements calcifuges et calcicoles.

3.3/Faune et zones sensibles

La diversité des espèces animales est l'une des plus importantes de Suisse.

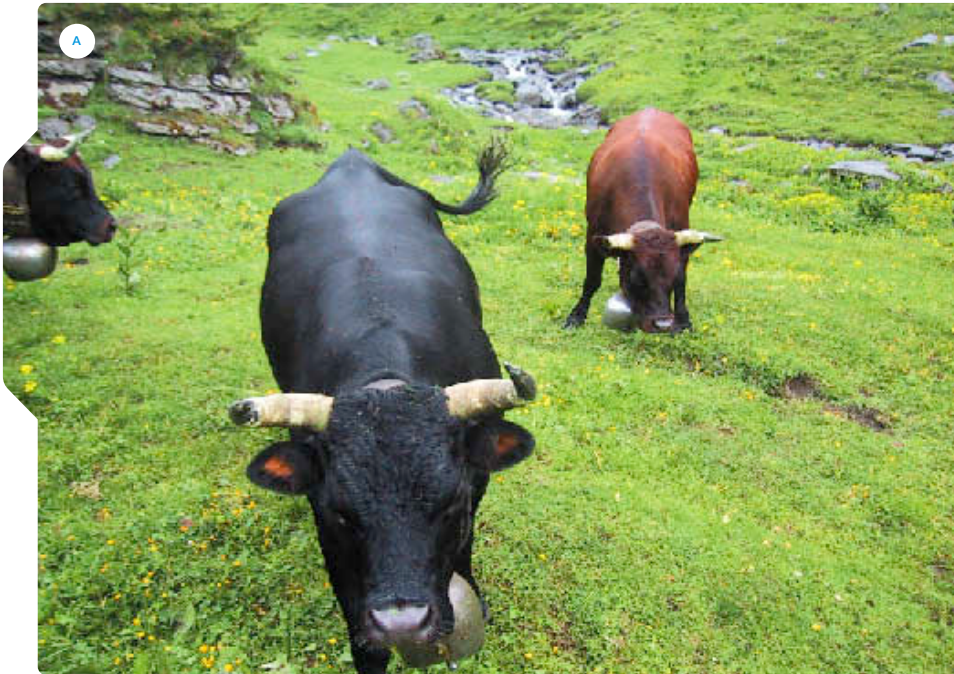
Les **mammifères** sont représentés par 42 espèces soit 86% des espèces connues dans la vallée du Rhône ou 71% de celles qui se reproduisent en Suisse: castor, lynx, musaraigne de Miller, bouquetin, chamois, cerf, sanglier, 17 espèces de chauves-souris, nombreux rongeurs et musaraignes.

Avec 115 espèces nicheuses sur les 185 que compte le pays (62%), les **oiseaux** présentent également une diversité remarquable: huppe, fauvette passerinette, merle bleu, bruant zizi, torcol au bas des coteaux; aigle royal, hibou grand-duc, faucon pèlerin, tichodrome dans les rochers; bécasse, chevêchette, hibou moyen-duc, gélinotte en forêt; téttras-lyre, lagopède, perdrix bartavelle, crève à bec rouge, chocard, niverolle, merle de roche, accenteur alpin en zone alpine.

La plupart des **reptiles** de Suisse sont présents (73%), avec d'importantes populations sur les bas-coteaux bien exposés (p.ex. lézards verts, couleuvre d'esculape, vipère aspic et la très rare couleuvre vipérine), 7 espèces **amphibiens** dont la salamandre noire, endémique alpine. Les **poissons** se distinguent dans la région par la présence de la loche d'étang au Rosel (seule station de Suisse).

Pour les **insectes**, la région du coude du Rhône est un des hauts lieux de l'entomologie en Suisse: près de 130 espèces de papillons diurnes, 53 d'orthoptères, 24 de libellules et environ 140 de coléoptères du bois.

Les itinéraires du Parc sont jalonnés d'éléments forts, comme la forêt vierge de Derborence, la faune alpine du Pas-de-Cheville, les lapiez de Tsanfleuron, la colonie d'adonis et les papillons du coude du Rhône, les prés maigres, vignobles en terrasses et châtaigneraies des bas-coteaux, etc.



4 / Exploitations et activités

4.1 / Agriculture, sylviculture, ressources en eau

La moitié des **alpages** reçoit des vaches laitières, avec fabrication de fromage, le solde des jeunes bovins et des moutons. La création d'un parc national doit être considérée comme un atout pour assurer le maintien de l'activité pastorale, à travers l'attention accordée à la qualité des paysages et à travers la promotion de ses produits et services qui recevront un label.

Les **forêts** de la zone périphérique présentent un intérêt biologique évident par la diversité des boisements. Elles s'étendent de la plaine du Rhône, à 450 m d'altitude, jusqu'à plus de 2000 m. Certaines exploitations traditionnelles (châtaigneraies de la région de Fully, pâturages boisés de la région de Lérié ou de Javerne, etc.) seront typiques pour le Parc. De nombreuses forêts jouent un important rôle de protection contre les dangers naturels qui devra être garanti. Il s'agira également de développer en collaboration avec les forestiers une mise en valeur des milieux boisés et la création de réserves forestières.

Le périmètre d'étude comporte de nombreuses **sources** jouant un rôle essentiel dans l'alimentation en eau des communes concernées et dans la production d'énergie (Lizerne et Morges, lacs de Fully, bassins de l'Avançon et de la Gryonne). Toutes les sources captées et les parties du réseau hydrographique influencées par l'exploitation hydroélectrique se trouvent en dehors de la zone centrale pressentie.

4.2 / Tourisme

Les Diablerets, Villars, Gryon, Les Plans-sur-Bex, Lavey, Saillon, Ovronnaz sont les principales stations touristiques à proximité du parc. Certaines activités touristiques et de loisirs se déroulant dans le périmètre d'étude devront être canalisées.

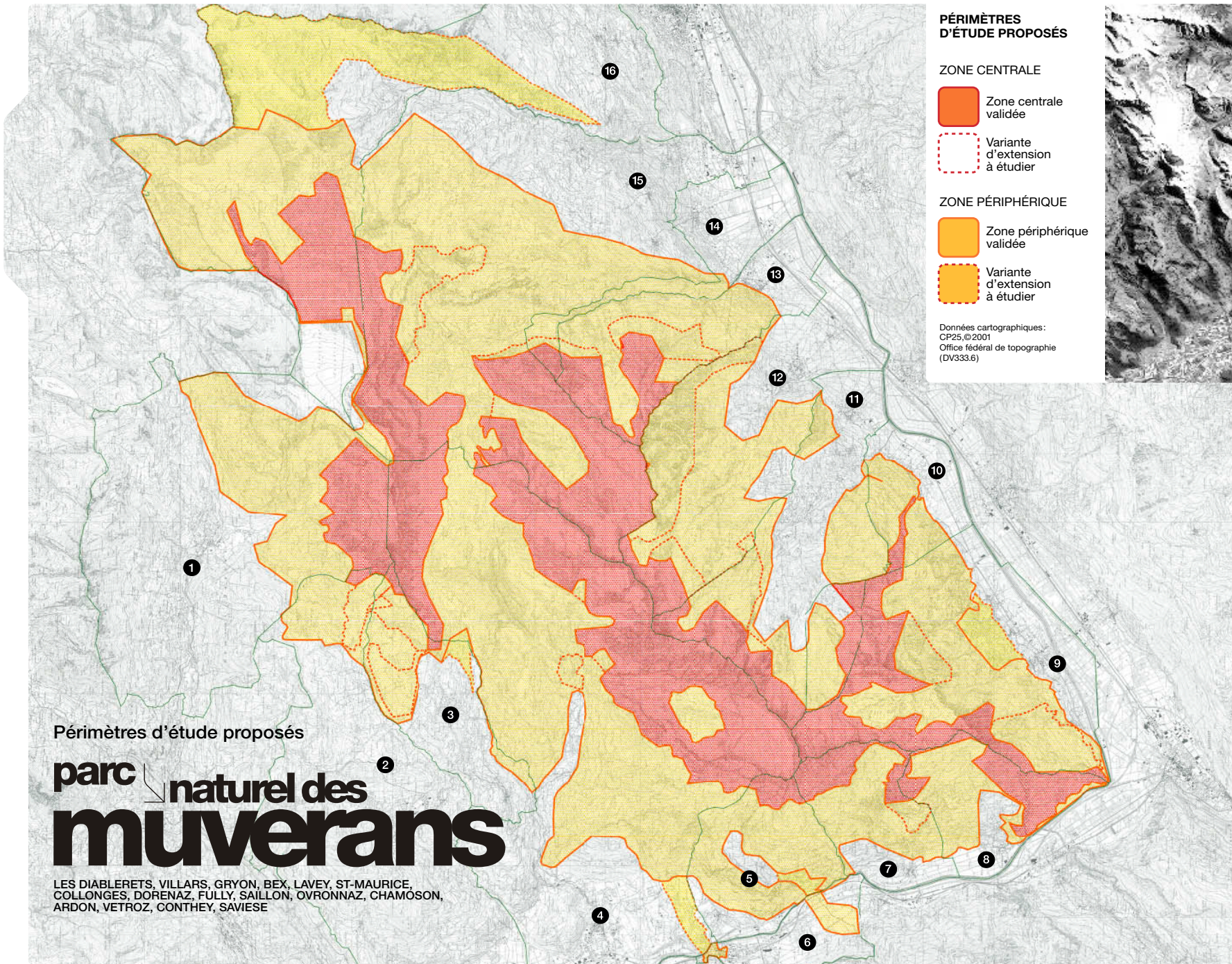
En hiver, le ski de randonnée, les compétitions de ski - alpinisme, la pratique de la raquette à neige sont en plein essor. Dans la zone centrale, les itinéraires devront être définis.

Durant la saison d'été, les itinéraires de randonnées et les sentiers pédestres sont très fréquentés. Les sommets classiques sont régulièrement visités (Diabletets, Col des Chamois, Pierre Cabotze, Plan Nèvé, Grand-Muveran, Dts-de-Morcles). La pratique de l'escalade est localement intense à proximité de la plaine (Miroir de l'Argentine, Sanetsch, Dorénaz, etc.). Plusieurs courses sportives sont organisées (p.ex. le Défi des Muverans). D'autres sports, comme le vélo ou le parapente, ne seront pas autorisés en zone centrale.

L'économie touristique a un poids considérable sur le massif. Au total, le nombre de nuitées hôtelières pour les principales stations s'élève à quelque 420'000 par an, auxquelles il faut ajouter celles de la parahôtellerie et résidences secondaires. Il faut aussi relever l'importance du tourisme d'excursion pour la journée. La création du Parc aura comme effet d'attirer les visiteurs en plus grand nombre. Les structures à mettre en place développeront la valeur ajoutée régionale de l'économie touristique: elles encourageront les activités de découverte du patrimoine naturel et culturel, démultiplieront les activités accompagnées, dynamiseront l'utilisation des transports publics et l'occupation estivale des hôtels. Elles veilleront également à mieux répartir les retombées et les charges de l'activité touristique liée au périmètre d'étude.



4.3 / Chasse et pêche

La problématique de la chasse sera abordée de manière attentive et concertée avec les principaux acteurs. Les réserves de chasse couvrent déjà actuellement plus de 100 km² mais des remaniements seront nécessaires pour la cohérence de la zone centrale où la chasse sera interdite. Ils seront réglés en concertation avec les chasseurs. La question des tirs sanitaires sera traitée par la charte. Aucun plan d'eau pêché ne se situe dans la zone centrale pressentie.





**PÉRIMÈTRES
D'ÉTUDE PROPOSÉS**

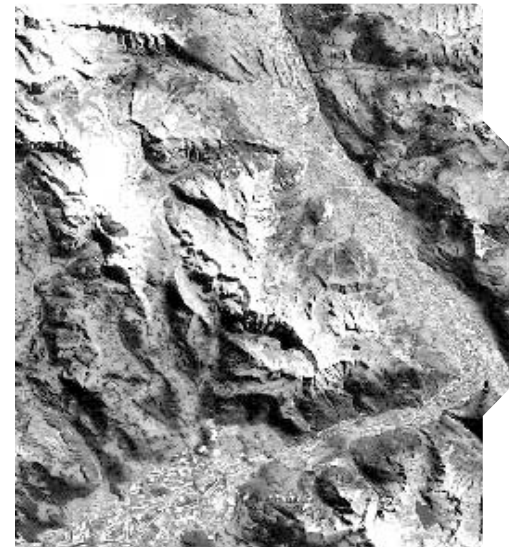
ZONE CENTRALE

-  Zone centrale validée
-  Variante d'extension à étudier

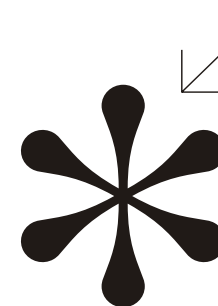
ZONE PÉRIPHÉRIQUE

-  Zone périphérique validée
-  Variante d'extension à étudier

Données cartographiques :
CP25, ©2001
Office fédéral de topographie
(DV333.6)



Satellite Image: © ESA /
Eurimage swisstopo, NPOC



Périmètres d'étude proposés

parc naturel des
muverans

LES DIABLERETS, VILLARS, GRYON, BEX, LAVEY, ST-MAURICE,
COLLONGES, DORENAZ, FULLY, SAILLON, OVRONNAZ, CHAMOSON,
ARDON, VETROZ, CONTHEY, SAVIESE

- ORMONT-DESSUS 1
- OLLON 2
- GRYON 3
- BEX 4
- LAVEY-MORCLES 5
- ST-MAURICE 6
- COLLONGES 7
- DORENAZ 8
- FULLY 9
- SAILLON 10
- LEYTRON 11
- CHAMOSON 12
- ARDON 13
- VETROZ 14
- CONTHEY 15
- SAVIESE 16

5/ Suite des travaux

5.1/Réalisation d'un projet de parc national

Considérant:

- la qualité exceptionnelle des valeurs naturelles et paysagères du massif des Muverans,
- l'importance de la conservation des milieux et d'espèces rares et menacées,
- la possibilité de créer une zone centrale minimale,
- les possibilités de concilier l'exploitation agricole et touristiques des zones périphériques et la conservation des ressources naturelles,
- le potentiel intéressant de valorisation des ressources de la région des Muverans (tourisme, agriculture, forêts...),

l'Association invite les communes à s'engager dans la réalisation d'un projet de Parc national des Muverans, sur la base du périmètre d'étude proposé.

5.2/Conditions préalables

Le Parc:

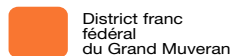
- encouragera la vitalité de l'économie alpestre,
- respectera l'entretien nécessaire des forêts de protection,
- défendra le principe d'une gestion sanitaire de la faune,
- définira, en accord avec les milieux concernés, les zones de chasses et de protection en zones périphériques,
- maintiendra le réseau des sentiers balisés (adaptations de détail possibles),
- garantira l'exploitation des cabanes de montagne,
- maintiendra le libre accès aux sommets par les itinéraires classiques,
- coordonnera les activités avec les guides ou accompagnateurs accrédités dans des secteurs définis,
- mettra en place un cadre régissant la pratique de la randonnée hivernale,
- maintiendra les courses emblématiques du Parc.

ZONES PROTÉGÉES

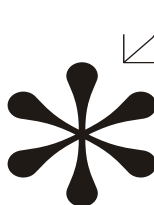
PROTECTION DU PAYSAGE



DISTRICTS FRANCS ET RÉSERVES



Données cartographiques:
CP25, ©2001
Office fédéral de topographie
(DV333.6)





5.3/Un projet RégioPlus

Le projet RégioPlus “Parc national des Muverans”, prévu sur 4 ans est une phase de préparation du Parc. Il prévoit :

- une information approfondie de la population sur les tenants et aboutissants d'un parc national,
- une procédure de concertation avec les Communes et principaux partenaires,
- la réalisation de mesures concrètes permettant de tester les possibilités d'actions directes du Parc en faveur de la création d'une valeur ajoutée économique dans les communes et d'une coopération interrégionale accrue.

La charte et le plan d'action de cette phase d'avant-projet ont pour but de tester le fonctionnement du Parc, de manière à donner aux Communes les éléments permettant la décision, après quatre ans, de la création d'un parc national des Muverans.

Les autorités et citoyens des communes se prononceront alors sur la création du Parc, sur les structures de gestion, sur la charte et cela pour une période de 10 ans, renouvelable. Si la décision est positive, elles déposeront une demande de reconnaissance (label) auprès des cantons et de la Confédération.

5.4/Mise en place du projet

Cette étape, déterminante dans le processus de création du Parc, comprend :

- A/ la charte du projet, qui fournira les lignes directrices pour la constitution des zones centrale et périphérique du Parc national et proposera des principes de coopération en vue de donner vie au Parc.
- B/ La mise en place d'un secrétariat permanent, responsable de la mise en œuvre du projet en particulier par un important travail de communication, d'information et de concertation.
- C/ La création de “circuits du Parc” pour mettre en valeur les richesses du Parc, gérer les flux des visiteurs.
- D/ La promotion des services des partenaires locaux et leur mise en réseau (mise en valeur et coordination des nombreux circuits existants, restauration, hébergement, transports, vente directe, accompagnement, etc).
- E/ La réalisation des premières mesures de gestion (par des actions incitatives).
- F/ L'instauration et la mise en réseau des sites d'accueil et des relais du Parc, futures Maisons du parc.
- G/ La collaboration à l'organisation de compétitions sportives selon les critères établis par SwissOlympic pour les candidats au prix ecosport.
- H/ L'amélioration de l'offre de transports publics et la gestion des circulations.
- I/ La promotion des produits agricoles, viticoles et forestiers.
- J/ La coopération avec les institutions de recherche et les villes-portes (Sion, Martigny, Aigle, Montreux, ev. Lausanne).



5.5/Organisation du projet

La maîtrise aux communes

L'Association Parc Naturel des Muverans, fondée par les 16 communes directement concernées et les deux Cantons, constitue la structure juridique apte à réaliser le projet.

Rôle des organes de l'association

La réalisation du plan d'action sera réalisée sous la responsabilité de l'Association, selon les tâches attribuées à chaque organe. L'organigramme et la répartition des tâches seront définitivement mis en place une fois le financement assuré. Les principes de base sont les suivants:

L'assemblée générale est ouverte à toute personne ou institution intéressée. Elle fait plutôt office de forum annuel sur le Parc et son activité.

Le comité d'association forme l'instance de décision "politique" du projet. Il est constitué majoritairement par les communes (16 membres), complété par un représentant de chaque Canton et par quelques personnes non issues du monde politique. Cet organe assume la compétence décisionnelle et stratégique générale.

Le comité directeur dirige le projet. Il a la responsabilité du cahier des charges et de l'engagement du/de la coordinateur/trice. Il supervise les activités de coordination, selon les lignes fixées par le comité d'association.

Un/une coordinateur/trice du projet, épaulé/e par un/e ou plusieurs collaborateurs/trices (temps partiels) ou chefs de projet (mandats), assume la direction du projet, les animations et la coordination, l'information et les relations publiques, la collaboration avec les partenaires et le contrôle du budget.

Les commissions thématiques accompagnent la réalisation du plan d'actions. Elles assurent l'ancrage de ces actions auprès des habitants et des acteurs concernés et le relais avec les milieux socioprofessionnels.

L'organe de contrôle nommé par le comité d'association vérifie les comptes du projet.



Prochaines étapes (dès début 2005):

- Envoi de l'étude de faisabilité et du projet aux Cantons, au seco et à l'OFEFP, avec une prérequête Regio Plus (comité de direction).
- Prise de position de chaque Commune concernée et des Cantons sur les conclusions de l'étude de faisabilité et sur le principe de poursuite du projet.
- Mandat à l'Association.
- Concertation avec l'OFEFP et le seco concernant la demande RegioPlus.
- Reprise/ajustement du plan d'action, calcul des participations financières communales et compléments au dossier (plan financier, effets du projet, organisation...).
- Décisions de cofinancement de RegioPlus et des Cantons.
- Confirmation des participations financières communales.
- Révision des statuts de l'association et mise en place de la coordination.
- Engagement d'un/e coordinateur/trice et mise en place du secrétariat permanent.
- Mise en œuvre du plan d'action, ainsi que de l'information et de la concertation.

5.6/ Coûts et financement

Les coûts du projet, déterminés par le plan d'actions prévues de mi 2005 à mi 2009, s'élèvent à un total de Fr. **1'930'000** pour les 4 ans.

La base de la discussion est un **financement de 50% par RegioPlus**; il s'agit d'un taux d'aide maximal, encore à discuter. **Les Cantons** ont annoncé un accord de principe pour le financement de **25%** des coûts. Les prestations en nature sont évaluées à **18%**.

La participation financière des Communes devrait être de l'ordre de **10 à 25%**, soit Fr. 190'000 à 477'000, à répartir sur 4 ans. Cette participation devra être financée par des partenaires privés et/ou des subventions communales. Dans l'hypothèse prudente d'une subvention communale de 20%, soit Fr. 381'000, **la contribution communale annuelle serait d'au maximum deux francs par habitant.**

Toutes les mesures du plan d'action sont imputables à RegioPlus. La réalisation d'actions peut engendrer d'autres propositions de projets, avec des investissements en infrastructures immobilières (réfections de bâtiments, aménagements...) ou des projets de recherche. Dans ce cas, chaque action complémentaire devra être accompagnée de son propre plan de financement.

Conclusion

L'opportunité de réaliser un nouveau Parc national est unique. Il représenterait un atout majeur pour toute la région, ne serait-ce que par la notoriété d'un tel label. Les chances de succès sont élevées, car la région des Muverans est sans doute la seule en Suisse romande à pouvoir y prétendre. La Confédération ne devrait donc pas manquer de le reconnaître. Il convient donc d'aller de l'avant avec le projet de Parc, afin entre autre de participer à l'élaboration des conditions légales de la Confédération qui tiennent compte des spécificités et besoins de la région. Enfin, rappelons que cette nouvelle étape ne représente pas encore la finalisation d'un parc national, mais celle d'une phase d'étude approfondie, par le biais d'un projet Regio plus. C'est à l'issue de ces 4 ans que les communes décideront démocratiquement de l'intérêt de créer ou non un parc national.



Association Parc naturel des Muverans

Président: Dominique Rast / dominique.rast@bluewin.ch
secrétariat: Paulette Kohli
Route du Luissel 16 CH-1880 Bex
tél/fax 024 463 17 53 paulette.kohli@bluewin.ch

Impressum

Editeur: Association Parc naturel des Muverans
Rédaction et photos: Alain Stuber, Jean-Claude Praz
Graphisme et mise en page: oficina - Hintermann&Weber

Annexe 6

Managementplan für das UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn

Trägerschaft
UNESCO Weltnaturerbe
Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn

Naters und Interlaken,
1. Dezember 2005



UNESCO WELTERBE
Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn

Zitierung

Trägerschaft UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, 2005: Managementplan für das UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn; Naters und Interlaken, Schweiz: Trägerschaft UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn.

Autoren

Wiesmann, Urs; Wallner, Astrid; Liechti, Karina; Aerni, Isabel: CDE (Centre for Development and Environment), Geographisches Institut, Universität Bern
Schüpbach, Ursula; Ruppen, Beat: Managementzentrum UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, Naters und Interlaken

Kartenredaktion

Hiller, Rebecca und Berger, Catherine; CDE (Centre for Development and Environment), Geographisches Institut, Universität Bern in Zusammenarbeit mit der Trägerschaft UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, Naters und Interlaken

Kontaktadressen

Trägerschaft und Managementzentrum
UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn
Postfach 444
CH-3904 Naters

und

Jungfraustrasse 38
CH-3800 Interlaken
info@welterbe.ch; www.welterbe.ch

© Trägerschaft UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, Naters, Schweiz
Alle Rechte vorbehalten

Titelfotos

Trägerschaft UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (2005)
Albrecht (1999); Ehrenbold (2001); Andenmatten (1995); Jungfraubahnen

Kein Gebilde der Natur, das ich jemals sah, ist vergleichbar mit der Erhabenheit jener überwältigenden Bergmauer, die, scheinbar in der Luft schwebend, sich dem entzückten Auge in Lauterbrunnen und Grindelwald zeigt. Die Hügel zu ihren Füßen, stehen in einem höchst wirkungsvollen Gegensatz zur ernsten Grossartigkeit dieser Berge. Im ganzen Bereich der Alpen gibt es keinen Eisstrom, der den Adel des Aletschgletschers erreicht, wie er in einer königlichen Kurve sich herabschwingt von der Kammhöhe des Gebirges in die Wälder des Rhonetales. Und kein anderer Berg, keine der Nadeln der Montblanc-Gruppe noch selbst das Matterhorn besitzt eine schönere Linie als der Eiger, der wie ein Ungeheuer sich gen Himmel reckt.

Leslie Stephen, Erstbegeher von Bietschhorn, Blüemlisalphorn, Schreckhorn und Zinalrothorn sowie der Übergänge Jungfraujoche, Eigerjoch und Fiescherjoch

Quelle: Der Spielplatz Europas 1942

(Original: STEPHEN, LESLIE 1871: The playground of Europe)

Vorwort

Die Realisierung des UNESCO Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn ist ein beispielhaftes Projekt interkantonaler Zusammenarbeit. Es hat das regionalpolitische Denken einerseits gefordert und andererseits auch stark gefördert und darf als Chance für die Region bezeichnet werden.

Mit der Gründung der Trägerschaft und dem Managementzentrum mit Sitz in Naters und Interlaken wurde die eigentliche Basis der operationellen Umsetzung geschaffen. Im Kanton Wallis haben 18 Gemeinden Anteil am Welterbe-Perimeter und die 6 Sitze im Vereinsvorstand der Trägerschaft werden durch 3 Gemeindevertreter und 3 Interessenvertreter besetzt. Im Kanton Bern haben 8 Gemeinden Anteil am Perimeter. Die Mitglieder der Trägerschaft bilden hier zwei Planungsregionen als Ansprechpartner und Finanzgeber, bestehend aus 34 politischen Gemeinden. Hierbei sind auch Gemeinden aus dem nahen Einzugsgebiet des Welterbes vertreten, was eine breite Abstützung des Welterbes garantiert. Der Vereinsvorstand der Berner Seite setzt sich ebenfalls aus 3 Gemeindevertretern der Standort-Gemeinden sowie 3 Interessenvertretern zusammen. Zusätzlich wird zurzeit das Vereins-Präsidium gestellt.

Das gemeinsame Erbe erkennen und die gemeinsame Zielsetzung der nachhaltigen Entwicklung fördern, stellt die grösste Herausforderung an alle Beteiligten. Der zeitintensive partizipative Prozess in 2 Kantonen und 26 Gemeinden hat viel zu dieser thematisierten Zielsetzung beigetragen. Dieser Prozess darf als Innovation gewürdigt werden. Das Bekenntnis zu einem Welterbe der Nachhaltigkeit mit der nötigen Einstellung und der Bereitschaft das Verhalten danach auszurichten, bedeutet die langfristige Chance der regionalen Entwicklung.

Einen speziellen Dank möchten wir dem Souverän der Standort-Gemeinden sowie den politischen Gremien aussprechen, welche mit ihrer Zustimmung die Initialisierung eines Welterbes erst ermöglicht haben inkl. der Perimetererweiterung.

Ebenfalls danken möchten wir allen an den Foren beteiligten Personen: Einerseits geht unser Dank an die zahlreichen Teilnehmerinnen und Teilnehmer und andererseits insbesondere an unsere Forenleiter Thomas Egger, Jürg Meyer, Urs Schaer und Hans Weiss, die einen grossen Einsatz für das Projekt Welterbe JAB geleistet haben. Unser grosser Dank gilt auch den Autoren, die im Rahmen der Erarbeitung des Managementplanes die umfassenden Berichte lieferten, welche die Grundlage zu Kapitel 2 bilden. Im Weiteren danken wir dem am Geographischen Institut der Uni Bern angesiedelten Nationalen Forschungsschwerpunkt (NCCR) Nord-Süd (co-finanziert vom Schweizerischen Nationalfonds (SNF) und der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA)) und seinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für die Unterstützung im Rahmen des Forenprozesses, bei der Erstellung des Managementplans und des dazugehörigen Kartenmaterials.

Schlussendlich möchten wir unseren Dank den beteiligten Bundesämtern BUWAL und seco, den Kantonen Bern und Wallis sowie den privaten Institutionen für ihre finanzielle Unterstützung und Mitarbeit aussprechen.

Die Basis für eine nachhaltige Entwicklung und die einmalige Chance für die Region ist gelegt. Sorgen wir nun dafür, dass unser Verhalten und das Handeln dieses Ethos auch in die Tat umgesetzt werden. Nehmen wir das Spannungsfeld zwischen dem ausgezeichneten Naturraum und der Bevölkerung inklusive dem vorgelagerten Lebensraum an. Das erklärte Ziel der Welterbe-Region ist es, die nachhaltige Entwicklung als Wirtschaft-, Lebens-, Erholungs- und Naturraum anzustreben.

Für das Projektmanagement und die Trägerschaft
UNESCO Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn



Martin Heim, Präsident

Hinweise an die Leserschaft

Die Anhänge 1 bis 4 sind integraler Bestandteil des Managementplanes und enthalten neben Grundlage-Dokumenten wie Charta, Statuten, Reglement und Organigramm (*Anhang 1*) exemplarische Einblicke in die bereits definierten Projekte und Aktivitäten der Kerngruppen (*Anhang 2*). *Anhang 3* setzt sich aus Karten, Blockbildern und Schemata zu den verschiedenen im Managementplan angesprochenen Themen zusammen und liefert somit wichtiges Anschauungsmaterial zu den Inhalten der Kapitel 1 bis 7 des Managementplans. Weiter befinden sich in *Anhang 4* ausführliche statistische Basisdaten zur Welterbe-Region Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn.

In den vorliegenden Dokumenten wird der einfacheren Lesbarkeit halber die männliche oder die beide Geschlechter ansprechende Form gewählt. Ebenfalls wird im Text das UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn teilweise mit *JAB* abgekürzt. Dementsprechend ist unter *JAB-Region* oder *Welterbe-Region* das gesamte Gemeindegebiet der 26 Standort-Gemeinden zu verstehen. *Innerhalb des Perimeters* und *das Welterbe-Gebiet* umschreibt das vom UNESCO Komitee im Dezember 2001 als Welterbe anerkannte Gebiet inkl. der Ende 2004 beschlossenen Erweiterungen.

Zusammenfassung

Der Managementplan

Der vorliegende Managementplan zeigt auf, wie das einzigartige Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn (JAB) langfristig gesichert und in Bezug zur umgebenden Region in Wert gesetzt werden kann. Der Managementplan richtet sich an alle Kreise aus Verwaltung, Bevölkerung, Wirtschaft und Zivilgesellschaft, die an Schutz und Nutzung des JAB beteiligt und interessiert sind. Für die Trägerschaft stellt er eine bindende Verpflichtung dar, den Umsetzungsprozess in Gang zu setzen und zu koordinieren. Im Zentrum stehen Ziele sowie Massnahmen und Prozesse, die die Sicherung dieses ersten Weltnaturerbes der Alpen gewährleisten und eine nachhaltige Entwicklung der Region in Bezug auf Wirtschaft, Gesellschaft und Natur fördern.

Der Plan ist das Ergebnis eines breit abgestützten Verhandlungs- und Abklärungsverfahrens, mit dem die ursprünglich sehr unterschiedlichen Erwartungen an das Welterbe konkretisiert, ausgehandelt und in Aktionsbereiche überführt wurden. In dem Sinne stellt er ein Arbeitsinstrument zur weiteren Konflikt- und Interessensbereinigung und zur Förderung kreativer und innovativer Projekte und Initiativen im Welterbe-Gebiet und in der Region dar.

Die Ausgangslage

Auf Antrag des Bundesrates hat das Welterbe-Komitee der UNESCO dem Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn Gebiet am 13. Dez. 2001 den Titel eines Welterbes verliehen. Diese Auszeichnung erfolgte aufgrund von drei Kriterien: (1) Die Bedeutung des Hochgebirges und seiner Vergletscherung als geologisches und klimageschichtliches Zeugnis; (2) die Bedeutung des JAB als vielfältiger und aufgrund der Gletscherschwankungen dynamischer alpiner und subalpiner Lebensraum; (3) die ausserordentliche landschaftliche Schönheit des JAB, die sich in kulturgeschichtlichen Zeugnissen mannigfaltig niedergeschlagen hat.

Die Verleihung des Welterbetitels bezog sich auf ein Gebiet von 539 km² an dem 15 Gemeinden Anteil hatten. Im Verlauf der Verhandlungen zum Managementplan konnte das Welterbe-Gebiet um 53 % erweitert werden. Unter der Voraussetzung der Zustimmung durch die UNESCO umfasst das Weltnaturerbe zukünftig eine Fläche von 824 km², die sich zwischen den Kantonen Wallis und Bern im Verhältnis von 57 % zu 43 % aufteilt und an der 18 Gemeinden auf Walliser und 8 Gemeinden auf Berner Seite beteiligt sind.

Entsprechend den Kriterien, welche für die Auszeichnung eines Welterbes angewandt werden, umfasst das Welterbe-Gebiet hauptsächlich Naturlandschaften des Hochgebirges. So liegen nur gerade 15 % der Fläche unterhalb von 2'000 m ü.M. und gemäss Arealstatistik beträgt der Anteil unproduktiver Vegetation und vegetationsloser Flächen 88 %. Diese Naturlandschaften sind aber nicht statisch, sondern einem ständigen und vielfältigen Wandel unterworfen, der sich aufgrund des Gletscherrückganges in den letzten Jahrzehnten noch beschleunigt hat. Auch wenn der Grossteil des Gebietes innerhalb des Perimeters nicht direkt menschlicher Nutzung unterliegt, spielt das Welterbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn eine wichtige Rolle als touristischer Attraktions- und Erholungsraum. Es ist deshalb anzunehmen, dass sich Konflikte um Schutz und Nutzung im Zusammenhang mit touristischer Erschliessung oder mit der fliegerischen Nutzung des Welterbe-Gebietes weiter verschärfen werden.

Ein grosser Teil der Wirtschaft und der 35'000 Einwohner der 26 Gemeinden der Welterbe-Region sind direkt oder indirekt mit dem Tourismus verbunden. Die Attraktivität der Region ist dabei nicht nur vom Hochgebirge und seinen eindrucklichen Naturlandschaften abhängig, sondern erhält ihre

besondere Prägung auch durch den Kontrast mit den traditionellen Kulturlandschaften, die an den Perimeter angrenzen und primär durch die jahrhundertelange landwirtschaftliche Nutzung und Kultur beeinflusst sind. Im Zuge des starken Wandels im Agrarsektor ist die Gefährdung der Kulturlandschaft in der Region höher einzuschätzen als diejenige der Naturlandschaft innerhalb des Perimeters.

Diese Zusammenhänge wurden durch die beteiligten Gemeinden früh erkannt. Die Auszeichnung als Weltnaturerbe wurde deshalb zum Anlass genommen, nicht nur zur Erhaltung des Welterbe-Gebietes im engeren Sinne beizutragen, sondern sich auch einer nachhaltigen Entwicklung in der alle Standort-Gemeinden umfassenden Region zu verpflichten. Der Grundstein dazu wurde 2001 mit der Unterzeichnung der Charta vom Konkordiaplatz gelegt, die eine wirtschaftlich, gesellschaftlich und ökologisch nachhaltige Entwicklung für die Welterbe-Region fordert.

Die Beziehung zwischen der Sicherung des Weltnaturerbes und der Förderung einer nachhaltigen regionalen Entwicklung wird damit zur zentralen Herausforderung des Managementplanes. Dies um so mehr als dass sich die Realisierung des Planes in einem sehr komplexen institutionellen Umfeld mit Bund, zwei Kantonen, 26 Standort-Gemeinden und einer Vielzahl von interessierten und betroffenen Organisationen orientieren muss.

Schutz- und Entwicklungsziele

Die Ziele zu Schutz und Nutzung des Welterbe-Gebietes und zur nachhaltigen Entwicklung der gesamten Region stellen ein zentrales Element des Managementplans dar. Sie sind das Ergebnis eines breit abgestützten Aushandlungsprozesses. In diesem Prozess wurde keine systematische und in sich geschlossene Einheit von Zielen angestrebt, sondern eine umfassende Zielsammlung angelegt, die die Bedürfnisse, Wünsche und Visionen der beteiligten Bevölkerungsgruppen und Interessenvertretern repräsentiert. Auch wenn alle aufgeführten Schutz- und Entwicklungsziele im Partizipationsprozess durch eine klare Mehrheit befürwortet wurden, sind sie nicht frei von Widersprüchen. Bewusst wurden nicht alle Zielkonflikte ausgeräumt, denn nur mit einer transparenten Ausgangslage sind innovative und breit abgestützte Umsetzungsprozesse sinnvoll.

Sowohl die übergeordneten Ziele als auch die Ziele in den jeweiligen Bereichen bewegen sich innerhalb der gesetzlichen Rahmenbedingungen und haben keine Veränderung der geltenden Gesetze und Auflagen zur Folge. Sie beziehen sich lediglich auf deren bessere Umsetzung und Kontrolle. Dementsprechend ist gemäss der oben erklärten Verbindlichkeit des Managementplanes die Gemeindeautonomie jederzeit gewährleistet.

Dem Managementplan stehen sechs übergeordnete Ziele vor, die sich in erster Linie auf das Gebiet innerhalb des Perimeters beziehen, sinngemäss aber in der ganzen Region gelten sollen. Die ersten drei bekräftigen die Absicht, die Vielfalt und Eigenart der Natur- und Kulturlandschaften, der natürlichen und naturnahen Ökosysteme sowie der Pflanzen- und Tierwelt integral zu erhalten. Nicht eine statische, sondern eine dynamische Schutzzvorstellung ist dabei wegweisend, die den natürlichen Wandel und menschenbedingte Entwicklungen mit einbezieht. Die weiteren drei übergeordneten Ziele umreißen eine angepasste wirtschaftliche und gesellschaftliche Nutzung und heben die Bedeutung von Sensibilisierung und Vermittlung hervor.

Die Konkretisierung der übergeordneten Ziele erfolgt mittels 69, auf Zielbereiche bezogene Ziele, für die der Handlungsbedarf und die beteiligten Organisationen und Akteure identifiziert werden. Es wurden Ziele für folgende Bereiche formuliert: Natur und Kulturlandschaft (5 Ziele); Flora und Fauna (3 Ziele); Land- und Forstwirtschaft (14 Ziele); Jagd und Fischerei (5 Ziele); Industrie, Gewerbe und Handel (8 Ziele); Energie und Verkehr (12 Ziele); Tourismus und Besucherlenkung (12 Ziele) sowie Kultur, Bildung, Information und Forschung (10 Ziele).

Für jedes Ziel wurde bestimmt, ob es sich in erster Linie auf das Gebiet innerhalb des Welterbe-Perimeters oder auf die gesamte Region bezieht. Ebenfalls wird die Wichtigkeit der Ziele angegeben und die Verbindlichkeit für die Trägerschaft festgelegt. Es wird deutlich, dass der Anspruch nachhaltige regionale Entwicklung mit der Sicherung des Welterbes zu verbinden, Ziele bedingt, die sich auf die ganze Region beziehen und die sich zudem an konkrete gesellschaftliche und wirtschaftliche Akteure richten. Von besonderer Bedeutung sind dabei der Tourismus mit seinen wirtschaftlichen und sozialen Verflechtungen sowie die Landwirtschaft mit ihren engen Bezügen zu Forstwirtschaft, Jagd, Fischerei und Kulturlandschaft. Dies verdeutlicht, dass die Umsetzung der Ziele des JAB nicht an eine Organisation oder Verwaltung delegiert werden kann, sondern die aktive Beteiligung einer Vielzahl von öffentlichen und privaten Akteuren bedingt.

Schutzstatus und Organisation

Die Sicherung des Weltnaturerbes im Sinne der Kriterien der Titelvergabe durch die UNESCO ist eines der zentralen Anliegen des Managementplans. Um entsprechenden Handlungsbedarf identifizieren zu können, wurde der Schutzstatus der Welterbe-Region und im Speziellen des Gebietes innerhalb des Perimeters abgeklärt. 94.4 % der Fläche des Welterbe-Gebietes sind durch das Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN-Objekt 1507/1706) geschützt. Für 41 % der Fläche besteht zudem mindestens ein weiterer, überlagernder Schutzstatus wie etwa Biotop von nationaler Bedeutung, kantonale und kommunale Naturschutzgebiete, eidgenössische Jagdbanngebiete, etc. Von den 5.6 % der Fläche, die nicht unter BLN Schutz stehen, sind weitere 2 % anderweitig geschützt. Diese Situation bedeutet, dass der Schutz im rechtlichen Sinne ausreicht, um das Welterbe zu sichern (Total unterliegen 96.4 % der Fläche mindestens einem Schutzstatus). Handlungsbedarf besteht allenfalls bei der Umsetzung und Kontrolle der verschiedenen bestehenden Schutzauflagen.

Mit den Abklärungen zum Schutzstatus wird nochmals verdeutlicht, dass die Umsetzung der Ziele des JAB nicht in erster Linie eine Frage von Verwaltung und Rechtsstatus ist, sondern einen breit angelegten Prozess bedingt, der von möglichst vielen Bevölkerungskreisen, Wirtschaftssektoren und interessierten Organisationen getragen werden muss. Entsprechend wird eine Organisationsstruktur für die Umsetzung der Ziele für das JAB vorgeschlagen, die auf drei Säulen beruht: (1) Die Trägerschaft inkl. Managementzentrum des UNESCO Welterbes Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn, die wichtige öffentliche und private Repräsentanten umfasst und den Umsetzungsprozess als Ganzes steuert; (2) Kerngruppen, die sich mit der Umsetzung von spezifischen, prioritären Projektklinien befassen und die entsprechend aus interessierten und kompetenten Persönlichkeiten aus den beteiligten Bevölkerungskreisen und Organisationen bestehen; (3) ein breit angelegtes Kooperationsnetz in Verwaltung, Forschung und interessierten Organisationen, auf das projektspezifisch zurückgegriffen werden kann.

Aktionsbereiche der Umsetzung

Im Kern der Umsetzung stehen 21 thematische Aktionsfelder, welche sich aus so genannten Projektklinien zusammensetzen. Diese Projektklinien entstanden durch die spezifische Bündelung der im partizipativen Prozess erarbeiteten 69 Ziele und ihren dazugehörigen Massnahmen. Bei der Zusammenstellung der Projektklinien wurde darauf geachtet, dass weiterhin bestehende Ziel- und Massnahmenkonflikte angegangen werden können und dass das grosse Potential der Region im Sinne der Welterbeidee und der nachhaltigen Entwicklung in Wert gesetzt werden kann. Die Zuteilung zu thematischen Aktionsfeldern erfolgte in Zusammenarbeit mit der betroffenen Bevölkerung und interessierten Organisationen, die auch eine Priorisierung der Aktionsfelder vornahmen.

Für jedes Aktionsfeld werden von den Kerngruppen konkrete Projekte und Aktivitäten erarbeitet und vorgeschlagen. Der Schwerpunkt dieser Projekte kann jeweils einen unterschiedlich starken Bezug

auf das Welterbe-Gebiet, die Welterbe-Region oder auf die Öffentlichkeit aufweisen. Der Beginn der Umsetzung der Aktionsfelder erfolgt nicht gleichzeitig, sondern gemäss der Priorisierung durch das Gesamtforum. Die Dauer und Planung der Phasen wird dementsprechend je nach Komplexität und Reichweite zeitlich unterschiedlich ausfallen. Die Ergebnisberichte der folgenden Aktionsfelder erster Priorität, wo bereits die Definitionsphase abgeschlossen werden konnte, liegen vor: 1.5; 3.1; 3.6/7 (Stand August 2005).

Die 21 Aktionsfelder lassen sich in drei Aktionsbereiche gliedern: (1) Natur- und Lebensraum; (2) Wirtschaft und Kultur; (3) JAB-Organisation und -Kommunikation. Der erste Aktionsbereich befasst sich mit der Abstimmung von Schutz- und Nutzungszielen, der zweite mit der Gestaltung von Wirtschaft und Kultur im Sinne der Nachhaltigkeit und der dritte mit den Organisations- und Kommunikationsstrukturen zur Umsetzung der Welterbe-Ziele und -Anliegen.

Der Aktionsbereich ‚Natur- und Lebensraum‘ umfasst 7 Aktionsfelder, die mit den folgenden Stichworten umrissen werden können: (1) Hohe Biodiversität, (2) Naturnaher Wald, (3) Traditionelle Kulturlandschaft, (4) Bestehende Auflagen, (5) Gelenkte Outdoor-Aktivitäten (6) Integrale Verkehrsgestaltung, (7) Geregelter Flugverkehr. Der gesamte Aktionsbereich befasst sich mit dem Spannungsfeld zwischen Eigenwert der Natur und der Natur als Lebens-, Wirtschafts- und Erholungsraum des Menschen. Auf der einen Seite steht ein vom Menschen unabhängiges Existenzrecht von Natur, natürlichen Lebenswelten und Wildnis. Auf der anderen Seite der Anspruch des Menschen an Landschaft und Natur im Sinne der Produktionsfunktionen (z.B. Trinkwasser), der Schutzfunktionen (z.B. Schutzwald), oder der Erholungsfunktionen (z.B. Zugangsrecht). Alle Aktionsfelder in diesem Aktionsbereich werden sich in angewandter Form mit diesem Spannungsfeld auseinandersetzen müssen. So müssen beispielsweise im Aktionsfeld ‚Geregelter Flugverkehr‘ konkrete Massnahmen zur Verminderung von Zielkonflikten zwischen ungestörter, ruhiger Natur und der Nutzung des Luftraums ausgehandelt und umgesetzt werden.

Der Aktionsbereich ‚Wirtschaft und Kultur‘ umfasst die folgenden Aktionsfelder: (1) Touristische Angebotsgestaltung; (2) Touristische Transportanlagen; (3) Touristisches Marketing; (4) Landwirtschaftliche Angebote; (5) Innovatives Gewerbe; (6) Umweltgerechte Energienutzung; (7) Vernetzte Kultur. Der gesamte Aktionsbereich zielt auf eine wirtschaftlich, gesellschaftlich und ökologisch nachhaltigere Entwicklung in den wichtigsten Sektoren der Region. Die Aktionsfelder bauen einerseits klar auf den konkreten Werten von Natur und Landschaft auf, die vom ersten Aktionsbereich gefördert werden. Andererseits müssen sie sich aber auch an den Ansprüchen der lokalen Bevölkerung und Wirtschaft sowie an den regionalen, nationalen und globalen Rahmenbedingungen und Entwicklungen orientieren. Dieses Spannungsfeld stellt eine grosse Herausforderung für diesen Aktionsbereich dar. So stellt sich beispielsweise die Frage, wie in Aktionsfeld (4) landwirtschaftliche Angebote gestaltet und vermarktet werden können, damit sie einerseits den engen Bezug zum Welterbe und zur Herkunftsgemeinde ausdrücken und andererseits die Bedingungen der nationalen und internationalen Agrarmärkte erfüllen.

Der Aktionsbereich JAB-Organisation und -Kommunikation umfasst ebenfalls 7 Aktionsfelder: (1) JAB-Infonetz, (2) Branchenübergreifendes JAB-Labeling; (3) Ausgewogene JAB-Finanzierung; (4) Konsequentes JAB-Lobbying; (5) JAB-kompetente Akteure; (6) JAB-motivierte SchülerInnen; (7) JAB-sensibilisierte Öffentlichkeit. Dieser dritte Aktionsbereich umfasst das JAB-Management im engeren Sinne und befasst sich mit dem organisatorischen Überbau sowie der Verankerung des Welterbes im Bewusstsein und den Handlungen der Bevölkerung, der Entscheidungsträger, der Besucher und einer breiteren Öffentlichkeit. Wie bereits beim partizipativen Prozess zur Erarbeitung des vorliegenden Managementplans steht dabei das Schaffen von Identifikation mit dem Welterbe (‚creating ownership‘) im Vordergrund. Das heisst, durch eine aktive Beteiligung und eine fundierte Wissens-

basis soll die Verantwortung für das Welterbe und die nachhaltige Entwicklung lokal, regional und national breit verankert werden. Erst wenn die Welterbeidee nicht mehr bloss mit der UNESCO oder dem Trägerverein assoziiert, sondern von der Region als Ganzes getragen wird, kann die Auszeichnung als Welterbe ihr volles und langfristiges Potential entfalten.

Monitoring und Controlling

Der Managementplan schliesst mit Vorschlägen zum Monitoring und Controlling, denn das prozessgesteuerte und breit abgestützte Vorgehen bei der Umsetzung der JAB-Ziele und -Anliegen setzt eine systematische, begleitende Erfolgskontrolle voraus. Mit den vorgeschlagenen Instrumenten des sogenannten ‚Controlling‘ wird geprüft, ob die im Managementplan vorgeschlagenen Massnahmen und Projekte auch wirklich zielgerecht umgesetzt und realisiert werden.

Mit dem sogenannten ‚Monitoring‘, das von einem Netz von Forschungsinstitutionen und Verwaltungsstellen durchgeführt wird, werden hingegen nicht die Projektaktivitäten, sondern die Gebietsveränderungen im JAB untersucht. Dabei geht es darum, abzuklären, ob die Werte und Potentiale des Welterbes langfristig auch wirklich erhalten oder gar vergrössert werden können. Erst wenn dies der Fall ist, hat der Managementplan seinen Zweck erfüllt.

Inhaltsverzeichnis

VORWORT	3
ZUSAMMENFASSUNG	5
KARTEN, ABBILDUNGS- UND TABELLENVERZEICHNIS	13
1 EINLEITUNG	15
1.1 Grundlagen des Managementplans	15
1.2 Entstehung und Aufbau des Managementplans	23
2 DAS WELTNATURERBE JUNGFRAU-ALETSCH-BIETSCHHORN UND SEINE REGION	27
2.1 Ein einzigartiger Naturraum	27
2.2 Ein Kultur- und Wirtschaftsraum im Wandel	34
2.3 Ein vielschichtiges institutionelles Umfeld	41
2.4 Herausforderungen für Schutz und Nutzung	44
3 ZIELE FÜR SCHUTZ UND ENTWICKLUNG	49
3.1 Übergeordnete Ziele zum Welterbe	49
3.2 Ziele zur nachhaltigen Entwicklung	49
4 DIE RECHTLICHE SICHERUNG DES WELTERBES	59
5 INSTRUMENTE UND STRUKTUREN DER UMSETZUNG	67
5.1 Institutionelle Struktur und Finanzierung	67
5.2 Management-Instrumente und die Rolle von Kooperationen	73
5.3 Umsetzung der Ziele und Massnahmen mittels Aktionsfeldern	77
6 AKTIONSBEREICHE DER UMSETZUNG	81
6.1 Aktionsbereich 1: Natur- und Lebensraum	83
6.2 Aktionsbereich 2: Wirtschaft und Kultur	95
6.3 Aktionsbereich 3: JAB-Organisation und -Kommunikation	108
7 MONITORING UND CONTROLLING	121
7.1 Monitoring: die langfristige Beobachtung von Veränderungen	121
7.2 Controlling: Instrumente der Erfolgskontrolle	123
LITERATURVERZEICHNIS	127
ANHÄNGE	131